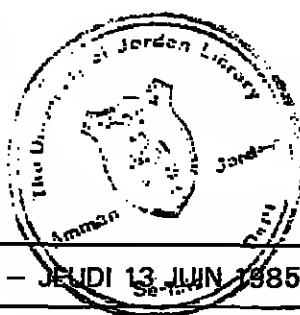


Le Monde



QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12556 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 13 JUIN 1985

Cohabitions!

Ces hommes qui viennent du froid

Il est difficile d'imaginer un cadre plus approprié pour un échange d'espions entre l'Est et l'Ouest que cette ville de Berlin, dont le mur symbolise la division de l'Europe en blocs antagonistes et qui a été par deux fois l'enjeu d'affrontements dramatiques entre eux.

Les hommes de l'ombre et du silence ont trouvé ces dernières décennies dans cette cité, jadis si vivante, aujourd'hui figée dans la séparation, un lieu de prédilection pour leurs agissements secrets. Quoi de plus normal, dans ces conditions, que des mesures d'élargissement les concernant se déroulent sur ce seul entre l'Est et l'Ouest, selon un cérémonial désormais bien rodé et auquel ne manque même pas le détail pittoresque : pour superviser toute l'opération sur le fameux pont de Glienicke, devenu au fil des ans le « pont des espions », M. Richard Burt, le représentant américain, arborait d'épaisses lunettes noires...

S'il est l'un des plus importants pour le nombre d'agents échangés au cours des vingt-cinq dernières années, et l'un des moins discrets - il a été filmé en direct comme le sont aujourd'hui certains massacres au Liban ou jadis la guerre du Vietnam - le troc réalisé mardi entre les Etats-Unis et l'Allemagne de l'Est ne paraît pas s'inscrire, dans l'état actuel des informations, dans une logique politique particulière. Les espions en question n'étaient apparemment pas des « super-agents ».

L'identité des Occidentaux relâchés n'est pas encore connue, et l'on ignore même s'il s'agissait de véritables espions ou de prisonniers détenus pour des manifestations d'opposition au communisme. L'opération s'apparente donc à première vue à ces affaires courantes que les Etats appartenant à des camps idéologiques adverses traitent à intervalles réguliers avec la froideur requise par les circonstances et sous le couvert de préoccupations « humanitaires ». Business as usual.

Le paradoxe veut que cette affaire intervienne au moment même où, aux Etats-Unis, le FBI est sur les dents pour mettre au jour les ramifications d'une opération d'espionnage au profit de l'Union soviétique qui aurait permis à cette dernière, de l'avis du secrétaire américain à la marine, John Lehman, d'obtenir des « informations très précieuses » sur le système de codage et de communication entre unités de l'US Navy. Toute une famille américaine était impliquée dans cette affaire extraordinaire qui n'avait apparemment d'autre motivation que l'appât du gain. Mais, par son audace tranquille, elle a attiré l'attention du Congrès et de l'opinion sur les facilités, semble-t-il, de plus en plus grandes dont bénéficient aux Etats-Unis les agents de l'Est.

Dans quelques mois ou dans quelques années, la famille Walker sera peut-être échangée contre un nouveau lot d'espions ou de prisonniers retenus de l'autre côté de ce qu'on appelait il n'y a pas si longtemps encore le rideau de fer. La détente entre l'Est et l'Ouest, pas plus qu'aujourd'hui, n'y guérira grand-chose. A la fin du mois de mars, c'est aussi sur le pont de Glienicke qu'était rendu aux autorités américaines le corps du commandant Nicholson, tué quelques jours plus tôt en RDA par un garde soviétique.

(Lire nos informations page 3.)

Un mot d'ordre de M. Gorbatchev : moderniser l'économie

M. Gorbatchev a sévèrement critiqué, le mardi 11 juin, les méthodes de gestion de l'économie en URSS, héritées pour l'essentiel de Leonid Brejnev. Des sanctions s'annoncent contre plusieurs ministres, nommément mis en cause. Le secrétaire général du PC soviétique a souligné l'urgence de changements « radicaux ».

De notre correspondant

Moscou. - M. Gorbatchev est persuadé que la modernisation de l'économie soviétique présente un caractère d'urgence. Le secrétaire général s'efforce actuellement de faire partager ce sentiment aux cadres du parti et, à travers eux, au pays tout entier. « Il ne nous reste plus de temps, il faut aller de l'avant en accélérant », a-t-il déclaré le mardi 11 juin devant un parterre de responsables du parti, de ministres, de savants et de directeurs d'entreprises.

Toute la direction soviétique était présente, à l'exception de M. Gori Romanov - qui fut le rival de M. Gorbatchev pour le pouvoir suprême, et dont l'absence avait été également remarquée lorsque le

secrétaire général a effectué à la mi-mai une tournée à Leningrad, ville dont M. Romanov fut longtemps le patron.

M. Gorbatchev est visiblement hanté par le spectre d'un retard croissant de l'URSS sur le reste du monde industriel. Il a relevé au passage la « faible compétitivité » des machines soviétiques sur le marché international. « Même les produits de catégorie supérieure ne supportent pas la comparaison », a-t-il remarqué, avant de faire appel à la « fierté nationale » pour redresser la qualité de la « marque URSS ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 3.)

La mort de Mengele : des doutes malgré des indices concordants

En dépit de nombreux indices concordants, les déclarations du fils du bourreau d'Auschwitz, M. Rolf Mengele, selon lesquelles le corps exhumé au Brésil est bien celui de son père mort en 1979, ont été accueillies avec scepticisme par la plupart des « chasseurs de nazis ». Le procureur de Francfort, chargé de l'enquête, devait se prononcer ce mercredi 12 juin sur ces révélations.

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. - En 1962, il s'appelait Peter. « Peter le Suisse ». Il avait alors une cinquantaine d'années, et il gérait une ferme dans l'Etat de Sao-Paulo pour le compte d'un couple de Hongrois naturalisés brésiliens. Ceux qui l'ont connu à l'époque disent qu'il était très autoritaire et qu'il s'irritait facilement. « Je ne l'aimais pas », raconte un employé de la ferme. Il adorait commander, mais il ne connaissait rien à l'agriculture.

Il portait toujours un chapeau, et très souvent une cape, vêtement inhabituel dans le pays. Il n'était pas très bavard mais se querellait fréquemment avec les employés. Un jour, il opéra lui-même un veau d'une hernie. Selon les témoins, il fit

l'incision puis la suture avec beaucoup d'adresse.

« Peter le Suisse », c'était Josef Mengele, si l'on en croit les témoignages recueillis ces jours derniers par la police : celui qui devint plus tard tout simplement Pedro ou bien « M'sieur Pedro », comme l'appellent encore aujourd'hui ceux qui ont travaillé pour lui ; l'homme qui a été enterré le 8 février 1979 sous le nom de Wolfgang Gerhardt après s'être noyé sur une plage pauliste, et dont on a exhumé les ossements le 6 juin dernier du cimetière d'Embu, petite ville située près de Sao-Paulo.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 2.)

PRIX DES CÉRÉALES : Les Dix restent divisés

Les dix ministres de l'agriculture du Marché commun, réunis à Luxembourg, devaient trancher par un vote, ce mercredi 12 juin, le conflit qui les oppose sur le prix des céréales. L'Allemagne fédérale a continué de refuser une réduction des prix des céréales supérieure à 0,9 %, en affirmant que les agriculteurs d'outre-Rhin ne pourraient supporter une nouvelle baisse de leurs revenus. Or la commission et plusieurs pays membres préconisent une baisse de 1,8 %.

La décision du ministre italien - qui décline actuellement la présidence - de faire procéder à un vote met la RFA en difficulté. Si le gouvernement de Bonn fait jouer son droit de veto - un droit auquel il a toujours été défavorable - cela risque d'avoir des conséquences importantes sur le sommet de Milan, à la fin du mois de juin, qui devait décider une amélioration du fonctionnement des institutions européennes. Mais si l'Allemagne se laisse battre, cela risque de mécontenter fortement ses agriculteurs.

(Lire page 30 l'article de PHILIPPE LEMAITRE.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le caravagisme

par ANDRÉ CHASTEL

Les temps bibliques au Grand Palais

par J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

Musique pour « l'Inhumaine » de Marcel L'Herbier

par MATHILDE LA BARDONNIE

« La Femme et le Pantin »

Le dernier film du couple Marlène-Stenberg par JACQUES SICLIER

(Pages 15 à 20)

Michel Rocard, aux marges du palais

par LAURENT GREILSAMER et DANIEL SCHNEIDERMAN

des laurs enfantins. Depuis quatre ans, il a au moins démenté qu'il pouvait avaler un vivarium entier de couleuvres.

Comme une balle de caoutchouc, il rebondit sur toutes les murailles où l'a projeté la froide cruauté du prince. L'expédition, lui, au ministère du Plan ! On a dû pouffer, ce jour-là, dans les rangs mitterrandistes. Dans le code des congrès socialistes, toute allusion au Plan était devenue, au fil des années, une charge anti-Rocard. « Il ne m'a pas fallu dix secondes pour comprendre que c'était un placard ».

Un placard pas même doré. Tout ministre d'Etat qu'il soit, Michel Rocard, quand il invite des visiteurs à déjeuner, doit quinquander des couverts à l'hôtel Matignon. Et les flur-chettes sont toujours en retard : on imagine la perplexité des invités étrangers. Les premiers mois, le ministre ne dispose pas même d'un garde républicain. A deux reprises, des manifestants pénètrent dans les locaux, atteignant une fois son bureau. Son cabinet doit appeler Mielbe Delabarre, bras droit de Pierre Mauroy : « Si vous ne nous donnez pas un garde, vous apprendrez bientôt par la presse que Michel a été séquestré ».

Mesquineries d'intendance. Invité par l'équipe de Rocard à collaborer, la direction de la prévision se voit alors interdire, de communiquer ses prévisions. Un représentant de la Banque de France doit prendre une demi-journée de congé pour venir assister à une commission du Plan. Réticences de la Rue de Rivoli fréquentes sous la V^e République.

AU JOUR LE JOUR

Mort

Karen Quinlan, une jeune Américaine qui vivait dans le coma depuis dix ans, a fini par mourir. Ses parents, au terme d'une procédure judiciaire qui fit grand bruit, avaient obtenu en 1976 qu'on cesse l'acharnement dit thérapeutique. Mais, une fois « débranchée », elle avait survécu. Elle s'est éteinte mardi, à son heure.

Josef Mengele, qui vivait caché depuis quarante ans, a peut-être échappé, par la mort - mais quand ? - à ceux qui s'acharnaient, au nom de la justice, à déboucher les criminels nazis.

Thérapeutique ou expiatoire, l'acharnement est forcément, un jour ou l'autre - imprévisible - annulé par la mort. Elle met tout le monde d'accord.

BRUNO FRAPPAT.

CÉRÉSOLE WEMPE

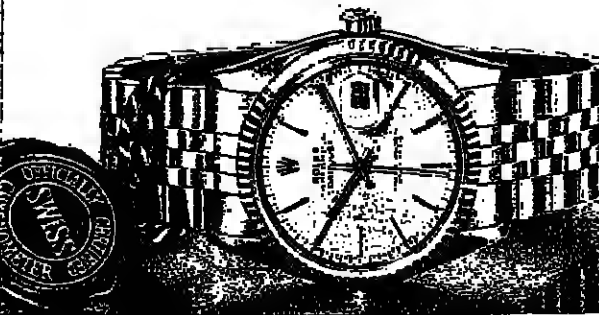
JOAILLIER

présente la collection complète Rolex Oyster



ROLEX GENEVE

16 rue Royale, Paris 8^e



LIRE

8. POLITIQUE

La France prête à recevoir le numéro un soviétique.

12. POITIERS

Les experts : M^{me} Berneron est morte d'une insufflation massive de protoxyde d'azote.

22. AFFAIRE MANOUCHIAN

Le film « Des terroristes » à la retraite sera diffusé le 2 juillet.

30. SOCIAL

L'UNEDIC à la recherche de 5 milliards de francs.

34. LIBAN

Le détournement, par les chiites, d'un avion jordanien.

étranger

LES RÉVÉLATIONS SUR LA MORT EN 1979 DE JOSEF MENGELE

La chasse au nazi Josef Mengele semble toucher à sa fin avec les révélations de son fils. Pour la première fois, la famille du criminel de guerre recherché depuis quarante ans, a rompu le silence mardi 11 juin en affirmant que le cadavre retrouvé la semaine dernière au Brésil est celui de l'ancien médecin d'Auschwitz.

Son propre fils, l'avocat d'affaires M. Rolf Mengele, âgé de quarante et un ans, a assuré dans un communiqué publié à Munich, que le cadavre exhumé dans le cimetière d'Emba est bien celui de son père. Le porte-parole de la famille, M. Herbert Bauermeister, a précisé que M. Rolf Mengele apportera ces prochains jours des éléments de preuve au procureur de Francfort.

L'épouse du demi-frère de M. Rolf Mengele a affirmé que « la famille de Rolf, qui habite à Fr-

bourg (sud-ouest de la RFA) vivait dans la terreur depuis que l'affaire Mengele avait recommencé à faire la « une » des journaux. Nous avons déjà reçu plusieurs menaces de mort », a ajouté M. Hakenjos.

A la suite de ces révélations, les « chasseurs de nazis » ont exprimé leur scepticisme. M. Serge Karsfeld a ainsi affirmé qu'il « n'était toujours pas convaincu » par les déclarations de M. Rolf Mengele. Pour lui, « l'hypothèse de la mort de Mengele comme celle d'un montage sont possibles. Dans les deux cas, sa famille a intérêt à annoncer sa mort », a estimé M. Karsfeld. M. Simon Wiesenthal a déclaré pour sa part à New-York qu'il doutait encore de la mort du criminel nazi malgré la confirmation apportée par le fils du bourreau d'Auschwitz.

Le procureur de Francfort, chargé de l'enquête, devait se prononcer ce mercredi sur les éléments fournis par M. Rolf Mengele. « Ma tâche est de retrouver Mengele, or la piste actuelle mène à un cadavre », a déclaré M. Heinz Hauelsen. A Tel-Aviv, les Israéliens qui s'occupent de l'affaire ont indiqué qu'ils ne croyaient pas que le criminel nazi soit mort, comme son fils l'a affirmé. « C'est une façon égoïste de détourner l'opinion publique d'une affaire qui n'est guère plaisante pour elle [la famille Mengele] », a affirmé M. Gideon Hansner, directeur du mémorial Yad Vashem, qui présida le procès d'Adolf Eichmann en 1964. Parallèlement, un porte-parole du ministère israélien de la justice a fait savoir que le gouvernement israélien « poursuivait ses efforts pour retrouver la trace de Mengele, de manière à le juger en Israël ».

Plusieurs survivants d'Auschwitz, sur lesquels le criminel de guerre s'était acharné au nom de prétendues « expériences médicales », ont de même mis en doute la mort de leur bourreau. M. Vera Krieger, qui se trouva à l'âge de cinq ans dans les laboratoires de Mengele, a indiqué que l'organisation des anciens « jeunes d'Auschwitz » est « toujours sur la piste de Josef Mengele » ; elle a ajouté que les révélations du fils de celui-ci sont « un pur mensonge destiné à brouiller les pistes ».

A Sao-Paulo, cependant, les indices du décès par noyade au Brésil, en 1979, du bourreau d'Auschwitz s'accroissent - à défaut de la preuve définitive attendue de l'expertise en cours à Sao-Paulo de ces restes mortels supposés, - avec en particulier une série de témoignages de personnes affirmant avoir bégayé Josef Mengele. (AFP, AP, Reuter, UPL)

Des doutes malgré des indices concordants

(Suite de la première page.)

La ferme où travaillait « Peter le Suisse » en 1962 se trouvait dans un endroit au nom prédestiné pour un nazi : « Nova Europa », c'est-à-dire « Nouvelle Europe ». Elle était située à 350 kilomètres de la métropole pauliste et appartenait à Geza Stammer ainsi qu'à sa femme Gitta, deux Hongrois arrivés au Brésil après la dernière guerre. Gitta Stammer, aujourd'hui âgée de soixante-cinq ans, a raconté aux enquêteurs que « Peter le Suisse » lui avait été présenté par un Autrichien du nom de Wolfgang Gerhardt, dont le surnom Mengele devait emprunter plus tard l'identité. Gerhardt lui avait dit : « C'est quelqu'un qui pourra vous aider. Il est seul, sans ressources. Il sera toujours à votre disposition ».

Les Stammer acceptèrent. Mais bientôt le nouveau venu se révéla « impossible », au dire de Gitta Stammer. « Il se méfiait de tout, y compris de l'éducation de nos enfants. Plusieurs fois, nous avons eu des discussions violentes avec lui », a déclaré Gitta Stammer. M. Stammer affirmait avoir sa véritable identité qu'au bout de deux ans, après avoir vu sa photo dans les journaux : « Il ne parlait jamais de lui. Il disait qu'il était célibataire, sans enfant, et qu'il avait rompu avec la famille de paysans suisses dont il était originaire. Il ne parlait jamais de la guerre. Il lisait beaucoup, écrivait sur la métaphysique, la philosophie. Il disait qu'il n'aimait pas les juifs. Quand on le photographiait, il ne se montrait que de dos ».

Gitta Stammer raconte encore qu'un jour elle demanda au supposé Mengele pourquoi, s'il était si fier de son passé, il n'assumait pas sa véritable identité et ne répondait pas de ses actes comme l'avaient fait bien des nazis de Hongrie. « C'est l'ob-

jection irritée, dit-elle, qu'il m'a presque agressée physiquement ». Le chef de la police de Sao-Paulo, le commissaire Romeu Tuma, estime, sur la foi de ce témoignage, qu'entre les Stammer et leur contre-maître, les rapports s'étaient inversés, et que c'était ce dernier qui finalement commandait. Gitta Stammer se plaignait à Wolfgang des rapports difficiles qu'elle avait avec son protégé, mais l'Autrichien lui demanda de le garder un certain temps encore en attendant d'organiser sa fuite « vers l'Égypte ou la Libye ». Et il ajouta : « Vous devriez être contents de faire quelque chose d'utile dans votre vie ».

« Peter » vécut avec les Stammer pendant treize ans dans trois fermes successives. La femme, qui est la seule à répondre aux questions des enquêteurs en l'absence de son mari, justifie la protection accordée au fugitif par les menaces dont elle prétend avoir été l'objet. « Wolfgang Gerhardt m'a dit qu'il pourrait arriver quelque chose à mes enfants si Mengele était dénoncé ».

« Un homme généreux... »

Un Allemand prénommé Hans se serait venu à deux reprises pendant cette période apporter des dollars à « M. Stammer ». Les policiers de Sao-Paulo pensent qu'il s'agit de Hans Sedlmeier, avocat, qui travaillait à l'époque dans l'entreprise de la famille Mengele à Gunzburg, et chez qui la police ouest-allemande a trouvé l'agenda qui a conduit à la piste brésilienne et déclenché les révélations de ces derniers jours. Gitta Stammer affirme aussi avoir vu dans les mains de « Peter » une carte d'identité paraguayenne établie au nom de José Mengele, le seul changement étant dans le prénom, qui avait été hispanisé.

A partir de 1975, « Peter-Pedro » a vécu dans une maison de la la-

taine banlieue pauliste, prêtée par un couple d'Autrichiens, Wilfram et Liselotte Bossert, qui l'avaient connu quelques années plus tôt grâce à Wolfgang Gerhardt, qu'on retrouve à chaque épisode et qui était un militant nazi bien connu à Sao-Paulo. Il distribuait dans la colonie allemande de la littérature spécialisée éditée en Argentine. Gerhardt ayant décidé de retourner cette même année 1975 en Autriche, il laissa ses papiers d'identité à son protégé qui changea de nom et de nationalité. Le couple Bossert dinait au moins une fois par semaine avec son locataire. Ensemble, ils écoutaient de la musique classique.

« M. Stammer était un homme généreux, ouvert, raconte l'employé qui faisait son ménage. Tous les mois, un homme d'environ soixante-dix ans, qui parlait allemand, lui apportait une enveloppe, et chaque fois, le lendemain, j'étais payé ».

Peter-Pedro tenait alors son journal. Il consignait dans ce carnet les menus faits de ses journées, s'attachant volontiers sur les erreurs et les défaillances d'autrui. Toujours habillé d'un complet avec cravate, il ne se séparait pas de son chapeau : selon Wilfram Bossert, c'était pour cacher les cicatrices d'un accident de chirurgie plastique faite en Argentine et ratée. Bossert affirme également que le fugitif s'était fait arracher une incisive supérieure pour la remplacer par un bridge parce qu'un léger écartement avec la dent voisine « visible sur les photos de l'identité » aurait pu le dénoncer. Chez les Stammer, Peter-Pedro disait qu'il n'aimait pas les juifs. Aux employés de Bossert, il disait qu'il n'aimait pas les nègres et que l'esclavage n'aurait jamais dû être supprimé.

C'est Wilfram Bossert qui a révélé à la police que Rolf Mengele était venu à deux reprises au Brésil : la première fois en 1977 pour voir celui qu'il appelait son père, et la seconde fois après la mort de ce dernier pour connaître les circonstances du décès et recueillir les affaires personnelles du défunt.

La plupart des témoignages recueillis par la police concordent. Ils se contredisent pourtant sur deux points : le même homme qui refusait de se laisser photographier de face du temps des Stammer semblait avoir pris goût, par la suite, aux photos de famille... Le dossier des enquêteurs comporte plusieurs clichés montrant Peter-Pedro dans diverses positions. En outre, une dentiste de Sao-Paulo affirme que l'homme dont le portrait a été publié

par les journaux a suivi un traitement dans son cabinet jusqu'en avril 1979, soit deux mois après sa mort officielle. En revanche, trois sauveteurs de la police militaire ont reconnu sur ces mêmes photos le nazi qu'ils ont recueilli le 7 février 1979 sur une plage pauliste et près de qui se trouvait Liselotte Bossert en larmes.

« C'est un élément de plus dans la mosaïque », a déclaré le commissaire Romeu Tuma en apprenant, mardi, la déclaration de M. Rolf Mengele. Le policier se dit convaincu que les Stammer et les Bossert appartenaient à un réseau d'assistance aux nazis. Il va faire une enquête sur l'origine de leurs biens et de leurs propriétés. Outre la fameuse organisation Odessa, les milieux juifs de Sao-Paulo parlent d'une association baptisée Kamardewerk, qui opérait en Amérique latine.

Les policiers ont interrogé, mardi, de nouvelles personnes ayant prêté assistance à Pedro, notamment un médecin dont le cabinet se trouvait dans un hôtel de la ville. L'autrui soignait pendant plusieurs semaines, alors qu'il avait été victime d'une congestion cérébrale. Pedro et ce médecin avaient été photographiés ensemble au cours d'un pique-nique dans les montagnes de Rio-de-Janeiro.

Un expert nord-américain doit arriver bientôt au Brésil avec des documents rédigés antérieurement de la main de Mengele qui seront comparés aux notes laissées par Peter Pedro dans la maison des Bossert. Le gouvernement de Bonn doit envoyer aussi aux médecins des documents de l'ancien médecin-chef de camp d'Auschwitz.

Mais c'est de l'Institut médico-légal de Sao-Paulo qu'on continue d'attendre le dernier mot. Les experts qui analysent les ossements exhumés ont détecté une anomalie dans un os de la hanche. Or le Centre Simon-Wiesenthal a indiqué que Mengele avait souffert en 1944 d'une fracture du bassin à la suite d'un accident de moto.

Le travail d'identification ne sera pas facile, car les os détériorés par l'humidité sont déminéralisés et il est risqué de se briser pendant les manipulations. Ceux de la face sont pratiquement impossibles à analyser. Les spécialistes comptaient, pour leur expertise, sur une déformation congénitale dont Mengele souffrait à une phalange de la main. Mais aujourd'hui, on pense que ce défaut affectait les cartilages et non l'os lui-même.

CHARLES VANHECKE.

L'itinéraire de l'« ange de la mort »

Josef Mengele est né le 6 mars 1911 à Günzburg (Bavière) d'une famille d'industriels aisés, fabricants de machines agricoles. Après un doctorat de philosophie à l'université de Munich, il obtient en 1938 son diplôme de docteur en médecine à l'université de Francfort (1), où il devient l'assistant d'un professeur réputé. Lorsque la guerre éclate, Mengele, qui a adhéré entre-temps au parti nazi, s'engage dans les SS, et il est rapidement promu médecin de la division SS Wilking. Grièvement blessé en 1943 à Donetsk (Ukraine), sur le front de l'Est, il n'est plus apte au combat et devient, en mai de la même année, médecin du camp de concentration d'Auschwitz, puis, très vite, médecin-chef.

C'est Mengele en personne qui, du haut de la rampe où arrivent les convois, décide du sort des déportés, sélectionnant ceux qui seront aussitôt dirigés vers la chambre à gaz. Il choisit des cobayes pour ses « expériences médicales », d'une extrême cruauté. Ses victimes préférées sont les juvéniles, comme en ont témoigné des survivants lors d'un procès Mengele, organisé à Jérusalem en janvier 1985 (Le Monde daté 10-11 février). Il est considéré comme responsable de la mort de 300 000 à 400 000 personnes.

Après la guerre, Mengele retourne dans son village natal où il s'occupe de l'affaire familiale, qui rachète la moitié de l'usine Farnke KG, une entreprise argentine de construction de machines agricoles. Selon le chasseur de nazis Simon Wiesenthal, il est arrêté puis relâché par les Américains en 1947 à Vienne, ce qu'il a formellement démenti le 10 février.

En 1949, Mengele gagne l'Argentine, grâce, vraisemblablement, à un passeport établi à Gènes, en Italie, par la Croix-Rouge internationale, au nom de Helmut Gregor.

A Buenos-Aires, il tient un cabinet médical sous son propre nom dans la rue Virrey-Olivero. En 1955, après la chute de Juan Peron, il gagne le Paraguay, où il utilise une carte d'identité délivrée par la police fédérale d'Argentine. Il retourne peu de temps après en Argentine et s'occupe de l'affaire familiale. Il obtient le 27 novembre 1959 la

citoyenneté paraguayenne par décision de la Cour suprême d'Asunción, ce qui permet aux autorités de ce pays d'opposer aux demandes allemandes d'extradition - dont la première date de 1960 - une fin de non-recevoir pour ce « citoyen paraguayen sans antécédents judiciaires ».

« J'étais vétérinaire »

Il pourrait avoir séjourné au Canada en 1962 sous le nom de Joseph Menke, selon un ancien officier de la gendarmerie royale du Canada. Une demande de visa en tous cas déposée à Buenos-Aires à la fin du mois de mai 1962. A partir de cette date, l'itinéraire du tristement célèbre « ange de la mort » est de plus en plus lié aux recherches qui sont entreprises pour l'arrêter. Le total des primes offertes par différents pays pour sa capture s'élève à plus de 10 millions de deutschemarks (environ 30 millions de francs).

Ses apparitions, maintes fois signalées au Paraguay, et notamment au sein de la communauté mennonite, une secte religieuse très stricte installée près de la frontière bolivienne, sont peu crédibles depuis la découverte de son corps.

Selon les témoignages récents, il a vécu au Brésil depuis 1962, où il a été présenté à ses différents hôtes par un Autrichien, Wolfgang Gerhardt. Avant son retour en Autriche en 1975, Gerhardt avait donné ses pièces d'identité à Mengele (Le Monde du 6 juin). Son fils, Rolf Mengele, lui aurait rendu visite à Sao-Paulo en 1977, et y serait retourné après la mort de son père, sur la plage de Bertioga, le 7 février 1979.

Un de ses employés, Luis Rodriguez, a affirmé bien se souvenir des « manies » de son patron, et affirme qu'il était présenté à lui en disant : « En Europe, j'étais vétérinaire, spécialiste des piqûres au bétail ».

(1) Le tribunal administratif de Karlsruhe a annulé, le 23 janvier 1964, son titre de docteur en médecine, après une requête de l'université de Francfort.

La déclaration de M. Rolf Mengele

Munich (AFP). - Voici le texte intégral de la déclaration de M. Rolf Mengele, publié mardi 11 juin à Munich.

« Je n'ai aucun doute que le cadavre exhumé le 5 juin 1985 dans le cimetière d'Emba au Brésil constitue les restes mortels de mon père Josef Mengele ».

« Je suis certain que l'examen médico-légal confirmera cela très prochainement. Ma famille est prête à fournir d'autres indices utiles ».

« Je me suis assuré personnellement sur place, en 1979, des circonstances de sa mort. J'ai observé le silence jusqu'ici par égard pour les gens qui étaient en relation avec mon père ces trente dernières années ».

« Finalement, avec ma famille, nos profondes condoléances à toutes les victimes et à leurs parents. Francfort, le 11 juin 1985 ».

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Textes réunis par Elie Barnavi et Saul Friedländer avec la contribution notamment de Etienne Burin des Rozières, Léo Hamon, Jean Lacouture, René Rémond...

Pragmatisme ou idéologie? Froide appréciation des réalités ou « une certaine idée de la France »? Cet ouvrage permet de comprendre les grands coups diplomatiques du Général.

Publication de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales - Gauthier

200 pages, 150 F.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Les « chasseurs de nazis » recherchent encore une douzaine de grands criminels

Les magistrats ouest-allemands spécialisés dans les poursuites contre les criminels de guerre nazis - poursuites dont la coordination est assurée par une administration centrale installée à Ludwigsburg, près de Stuttgart - chiffrant actuellement à une douzaine les « grands » de l'assassinat de masse, selon le terme employé outre-Rhin, avant à ce jour échappé à la justice ou aux combats de la fin de la seconde guerre mondiale. Encore ne s'agit-il que de hauts responsables du régime hitlérien présumés vivants : quarante ans après l'écroulement du Reich, les plus jeunes d'entre eux sont au moins septuagénaires...

Outre Goering, qui s'est suicidé, le procès de Nuremberg a abouti à la condamnation à mort, suivie d'exécution, de dix des principaux dignitaires nazis. Trois autres ont été condamnés à la prison à vie (dont Rudolf Hess est le seul survivant, dans sa prison berlinoise de Spandau, deux à vingt ans de prison, un à quinze ans et un à dix ans. Trois accusés ont été acquittés. Si l'on élargit le concept d'ancien criminel de guerre à tous ceux qui ont eu une responsabilité personnelle dans des actes contraires aux lois de la guerre, les estimations atteignent quelque 120 000 personnes, dont environ 20 000 ont été jugées en République fédérale.

Les « chasseurs de nazis », toutefois, ont en général concentré leurs efforts sur les chefs, en petit nombre. Leurs recherches ne les ont pas seulement conduits en Amérique latine, même si les régimes d'extrême droite du sous-continent se sont montrés, à partir de 1945, très accueillants pour les rescapés de la débâcle nazie. Certains pays arabes ont jadis fait preuve, eux aussi, de beaucoup de compréhension, en particulier au nom de la lutte contre Israël, pour les anciens criminels de guerre allemands.

Dernièrement, Alois Brunner, ancien chef du camp de Drancy, responsable de la déportation de milliers de juifs français et notamment de plus de trois cents enfants des écoles de la région parisienne, le 31 juillet 1944, a été repéré en Syrie, et la RFA a demandé son extradition à Damas. L'ancien adjoint d'Adolf Eichmann (enlevé, lui, par les services secrets israéliens en Argentine, accusé d'avoir enlevé) vivait en Syrie sous le nom de Georg Fischer.

On cherche toujours à localiser, en revanche, un certain nombre d'autres criminels de guerre, parmi lesquels Herbert Heim, qui, comme Mengele, quoique à une moindre échelle, poursuivait d'horribles « recherches » pseudo-médicales sur des prisonniers lorsqu'il était le médecin des camps d'Oranienbourg et de Mauthausen, et Walter Kutschmann, qui ordonna des exécutions massives de juifs polonais. Sa trace fut retrouvée en 1976 en Argentine, où il dirigeait une so-

ciété commerciale. Mis en accusation par Simon Wiesenthal, il disparut puis fut à nouveau repéré en 1983 sous le nom de Pedro Olmo, avant de disparaître à nouveau.

Le mystère Peiper

Certains ont également trouvé refuge aux États-Unis, en dissimulant leur passé, mais ont été démasqués par la suite. Ce fut le cas, par exemple, de collaborateurs nazis en Union soviétique, comme George Theodoreovitch, qui avait obtenu la nationalité américaine, mais à qui celle-ci fut retirée en janvier 1984 lorsqu'il fut révélé qu'il avait participé, en août 1942 à Lvov, en Ukraine, à un massacre de juifs. Washington a même expulsé vers l'URSS, en décembre 1984, un ancien gardien du camp de concentration de Treblinka, âgé de soixante-deux ans, accusé d'avoir commis différentes exactions. Au total, depuis la création, au département fédéral de la justice, d'un bureau d'enquêtes spécialisé dans la recherche des anciens criminels de guerre nazis, une demi-douzaine d'entre eux ont été démasqués, déçus de leur citoyenneté américaine et expulsés.

Parmi ceux dont on recherche encore la trace figure également Geza Stammer, ancien responsable nazi d'origine hongroise, qui aurait d'ailleurs aidé Mengele à se cacher, de 1968 à 1975, à Franco de Rocha, près de Sao-Paulo. On pensait tout d'abord l'avoir identifié en Eu-

BERNARD BRIGOUÈRE.

OBJECTIFS DE
Un mot
modernisé

Le Gosplan criminel...
M. Jean Perrin est nommé...
à Kuala Lumpur...

50 من الأصل

DIPLOMATIE

LA FIN DE LA VISITE DE M. FABIUS A BERLIN-EST

La France va presque doubler le volume de ses échanges avec la RDA d'ici à la fin de l'année

Berlin-Est. — M. Laurent Fabius a annoncé le mardi 11 juin, avant de quitter Berlin-Est à l'issue d'une visite officielle de deux jours, que la France et la RDA s'étaient engagées à porter à 7 milliards de francs le volume de leurs échanges d'ici à la fin de l'année 1985 (ils sont de 4 milliards actuellement).

M. Fabius a également annoncé qu'une importante délégation d'industriels français, à préciser que les achats de la RDA porteraient notamment sur des produits sidérurgiques, chimiques, des machines textiles et des wagons. Les engagements pris devraient être concrétisés lors de la réunion de la commission mixte Franco-RDA la semaine prochaine à Paris. Les deux pays se sont également donné pour objectif de porter à 20 milliards de francs (soit cinq fois plus que le niveau actuel) le volume de leurs échanges en 1990.

M. Fabius ne rentre donc pas les mains vides de son voyage en RDA, enquie essentiellement comme une visite de travail, et dont les résultats dans le domaine économique prendront effet dès les prochains mois. Certes, les engagements ne portent pas remède au mal qui affecte le commerce de la RDA avec la France (et avec tous les pays occidentaux sauf la RFA), à savoir sa très grande irrégularité, due au fait qu'il repose essentiellement sur la conclusion ponctuelle de grands contrats plutôt que sur un flux stable d'échanges courants.

Mais le premier ministre a insisté sur la nécessité d'assurer un « suivi » dans les relations économiques avec ce pays et c'est l'une des raisons pour lesquelles il a convié le chef de l'Etat est-allemand, M. Honecker, à se rendre à son tour à Paris pour une

visite de travail. Sur le plan politique, on ne pouvait guère s'attendre à des gestes spectaculaires ni à ce que se dessine une convergence de vues sur les grands problèmes de la politique internationale.

Faisant mardi le bilan de sa visite, M. Fabius a rappelé les différences et les divergences qui séparent les deux pays, mais il a insisté sur les vertus du dialogue et du contact direct. La longue conversation à bâton rompu qu'il a eue lundi avec M. Honecker lui a permis d'entendre de la bouche du chef de l'Etat est-allemand non seulement l'exposé des positions déjà connues de la RDA sur les questions de sécurité, mais aussi des explications sur les objectifs de la politique intérieure est-allemande, en matière sociale notamment, et même — chose exceptionnelle — les appréciations que porte M. Honecker sur la situation intérieure en République fédérale.

Un préjugé favorable

Le chef de l'Etat est-allemand se serait même laissé aller à commenter les récentes victoires du SPD en Sarre et en Rhénanie du Nord-Westphalie, et à donner son sentiment sur l'échec électoral de 1987 en RFA. M. Fabius a également retiré de ces conversations l'impression que les relations interallemandes fonctionnaient à un rythme de routine et qu'il ne fallait pas s'attendre à des développements spectaculaires dans ce domaine dans un avenir proche.

Etant la première visite d'un chef de gouvernement de l'une des trois puissances occidentales

garantes du statut de l'Allemagne, la visite de M. Fabius pouvait comporter des pièges, dans lesquels on n'est pas tombé. Le premier ministre a en effet été clair, sur trois points en particulier.

D'une part, il a réaffirmé publiquement l'attachement de la France à l'actuel statut de Berlin, coupant court de la sorte à toute interprétation qui tendrait à présenter sa venue comme un signe de reconnaissance par la France de Berlin-Est comme capitale de la RDA. D'autre part, il a souligné l'attention que la France porte au respect des droits de l'homme et en particulier aux principes de la libre circulation et du libre établissement. Les déclarations du premier ministre français ont été intégralement reproduites dans la presse est-allemande de mardi. Elles ne sont en réalité pas vraiment étonnantes pour la propagande officielle, qui depuis longtemps fait valoir que la fermeture des frontières et le mur de Berlin ne sont dus qu'aux menaces que l'Occident fait peser sur le système politique et social de la RDA. Mais de telles affirmations ont au moins le mérite de la clarté. M. Fabius a par ailleurs part demandé aux autorités est-allemandes d'examiner le cas d'une trentaine de personnes, dont il a remis la liste, et qui attendent pour la plupart des autorisations de sortie.

Enfin, M. Fabius a su éviter que ce premier rapprochement franco-est-allemand ne soit exploité par Berlin-Est aux dépens de la République fédérale. Il a précisé, lors de sa conférence de presse de mardi, que sa visite avait fait l'objet d'une concertation préalable avec la République fédérale, pré-

sion dont les Allemands de l'Est se seraient sans doute volontiers passés.

La France bénéficie incontestablement en République démocratique d'un préjugé favorable, non seulement parce qu'elle est perçue comme capable d'une certaine autonomie par rapport aux Etats-Unis, mais aussi parce qu'une large part des hommes au pouvoir à Berlin-Est ont des souvenirs de lutte qui les attachent à ce pays. Ce sont des anciens de la guerre d'Espagne ou d'anciens résistants, des antifascistes allemands, dont M. Honecker disait, lundi soir, qu'ensemble avec les meilleurs des fils et des filles de France, ils ont lutté contre la guerre menaçante et, plus tard, dans la Résistance. Et le numéro un est-allemand de rappeler les manifestations auxquelles il avait lui-même participé à Paris, au début des années 30.

Ces liens sont très réels. Mais ils cachent aussi très souvent une arrière-pensée : le souci de se démarquer de la République fédérale, qui serait « In mauvaise Allemagne ». La RDA étant présentée comme le seul des deux Etats allemands à avoir radicalement rompu avec la période du III^e Reich. M. Laurent Fabius ne s'est pas non plus laissé entraîner sur ce terrain. Il a su couper court d'une phrase à cette interprétation tendancieuse de l'histoire, lorsque, répondant, lundi, au discours de M. Honecker, il a souligné que c'est dans un esprit de réconciliation « avec tous les Allemands » que la France avait fêté récemment le quarantième anniversaire de la défaite du nazisme.

CLAIRE TRÉAN.

M. RAJIV GANDHI A WASHINGTON

« Des espoirs, mais pas d'illusions »

New-Delhi. — « Des espoirs oui, mais pas d'illusions. » Tel est, résumé par l'un de leurs diplomates à Delhi, le sentiment des Américains à l'heure où M. Rajiv Gandhi est reçu à la Maison Blanche. Pour faire bonne mesure, disons qu'on ne s'attend pas non plus à des miracles du côté indien, même si, pour reprendre la terminologie officielle, « la visite du premier ministre aux Etats-Unis devrait permettre d'améliorer les relations entre les deux pays ».

C'est la loi du genre, on va tout faire de part et d'autre pour transformer la visite en succès, et l'effort portera surtout, du moins publiquement, sur les domaines où les idées et les intérêts des deux pays coïncident à peu près. « Il y a tellement de choses que nous pouvons faire ensemble », confie cette semaine M. Gandhi au magazine Time. « Fondamentalement, nous défendons les mêmes valeurs de liberté, de démocratie, d'indépendance ». Références creuses et rituelles aux clichés qui uniraient les deux plus grandes démocraties de la planète ?

Le fait est que les pommes de discorde entre Delhi et Washington sont importantes et nombreuses. « Nos principaux désaccords portent sur notre région, la sous-continent et l'océan Indien », souligne M. Gandhi. Allusion à trois grands problèmes qui empoisonnent depuis longtemps les relations entre les deux pays et pour lesquels on ne voit guère d'issue possible : le Pakistan, l'Afghanistan et le renforcement de la présence militaire américaine dans l'océan Indien. Sur ce dernier point, une conférence internationale, soutenue par l'Inde, sur le thème « Océan Indien, zone de paix » a été reportée à 1987.

Les deux autres problèmes sont liés et surement plus urgents. Depuis l'invasion soviétique de l'Afghanistan, Washington déverse sur le Pakistan des centaines de millions de dollars d'armes sophistiquées. Pour les Etats-Unis, et pas seulement pour eux, l'Etat islamique de l'Asie du Sud est devenu,

Après une visite de vingt-quatre heures à Alger, où il a déclaré que l'Inde et l'Algérie se consultaient désormais régulièrement sur les questions concernant les pays en développement, notamment au sein du Mouvement des pays non alignés, M. Rajiv Gandhi est arrivé mardi soir 11 juin à Washington.

Le président Reagan est « impatient d'établir de bons rapports » avec le premier ministre indien, a déclaré un haut responsable du département d'Etat, à la veille de cette visite officielle de cinq jours.

De notre correspondant

face à l'expansionnisme soviétique, la pays privilégié de la ligne de front. Pour New-Delhi, par contre, Islamabad demeure l'ennemi potentiel numéro un, celui avec lequel il y a eu affrontement armé trois fois en trente-cinq ans.

M. Rajiv Gandhi demandera donc, comme se méritait l'avisant lui, que cesse l'armement de son voisin. Il fera valoir encore une fois que les deux tiers de l'armée pakistanaise sont déployés le long de la frontière indienne et non pas sur la ligne de démarcation afgane. Il exigera surtout de ses hôtes américains qu'ils empêchent Islamabad de fabriquer un engin nucléaire. Et la Maison Blanche lui répondra, comme à l'ordinaire, de ne pas s'inquiéter, car l'Amérique veille à la non-prolifération de l'atome, ajoutant que le président Zia Ul Haq s'est engagé à ne pas s'aventurer sur ce terrain, et que l'idéal, pour l'Inde, serait de signer un traité d'amitié avec le Pakistan, tout en joignant son effort aux siens pour contraindre l'armée rouge à rentrer chez elle. Refrains connus, dialogue de sourds.

A des années-lumière

Les choix et les priorités géostratégiques des deux pays sont à des années-lumière. Président du Mouvement des non-alignés, M. Rajiv Gandhi mène la croisade contre la « guerre des étoiles ». Son pays reconnaît le gouvernement provietnamien du Kampuchéa, et vient juste d'offrir le statut diplomatique à la SWAPO namibienne. Au Proche-Orient,

l'Inde est du côté de l'OLP et n'a pas de relations avec Israël. En Afrique australe, New-Delhi soutient l'ANC contre l'engagement constructif prôné depuis quatre ans par le président Reagan. Bref, sur tous les grands sujets, c'est la déconcertante. Le voyage à Washington n'y changera rien.

Une perception nouvelle

Ce qui peut changer, par contre, c'est l'évolution à déjà commencé, c'est la perception que les deux pays ont l'un de l'autre. L'élite indienne, dans sa grande majorité, est persuadée qu'au fond l'Amérique est opposée à l'émergence d'une Inde industrielle et politique trop puissante. L'Onkel Sam, de son côté, a un peu trop tendance à percevoir les Indiens comme des crypto-communistes et ne s'est jamais tout à fait réconcilié avec l'idée que New-York avait signé en 1971 un traité d'amitié avec Moscou. « L'Inde ne paraît ni vers l'Est ni vers l'Ouest », disait Indira Gandhi, il y a quatre ans à Washington. « Elle va son chemin, sur ses deux pieds, à la verticale. » M. Rajiv Gandhi ne dira pas autre chose, mais ses chances d'être cru sont beaucoup plus grandes. C'est toute la différence.

La jeunesse du nouveau premier ministre, son éducation occidentale, ses propos sur la nécessaire ouverture de son économie, le budget « très réagissant » (dit le Wall Street Journal) qu'il a présenté récemment, tout cela contribue à accréditer l'idée, dans les milieux d'affaires américains, que

l'ère du socialisme indien soviétique a pris fin avec la mort d'Indira. On sait bien, à la Maison Blanche, que le diplomate d'un grand pays n'est pas seulement dictée par les préférences supposées d'un individu, aussi puissant soit-il, mais on ne peut s'interdire tout à fait de rêver.

Ainsi, M. Fred Ikle, le sous-secrétaire à la défense, en visite à Delhi le mois dernier, imaginait-il une Inde et qui, d'ici à la fin du siècle, aurait contribué à la stabilité du monde telle que nous la voyons à Washington ? Et le haut fonctionnaire du Pentagone, venu finaliser un accord-cadre pour le transfert de technologies militaires, avait prôné l'ouverture d'un nouveau chapitre des relations indo-américaines similaire sur certains points au changement initié ces dernières années avec la Chine.

Pour l'heure, comme on dit dans les allées du pouvoir à New-Delhi, on va se contenter d'explorer les possibilités de s'entendre. Notamment dans les domaines culturels et économiques. L'Amérique, il ne faut pas l'oublier, demeure au coude à coude avec l'URSS pour la première place de partenaire commercial de l'Inde (4 milliards de dollars d'échanges annuels), et les investissements américains en Inde comptent pour plus du quart des intérêts étrangers dans le pays. IBM, Coca-Cola et Pepsi envisagent même leur retour à New-Delhi...

PATRICE CLAUDE.

Rencontre entre le ministre indien de la défense et son homologue britannique. — Le ministre indien de la défense, M. P.V. Narasimha Rao, a rencontré, mardi 11 juin, pendant une heure à Londres, son homologue britannique, M. Michael Heseltine, a annoncé un porte-parole du ministère britannique. M. Rao a fait une escale de cinq heures à Londres, avant de rejoindre le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, à Washington. — (AFP.)

EUROPE

Pologne

AU PROCÈS DE GDANSK

De lourdes peines sont requises contre MM. Frasnyniuk, Lis et Michnik

Le procureur du tribunal de Gdansk a requis mardi 11 juin une peine de cinq ans de prison ferme pour Wladyslaw Frasnyniuk, et des peines de quatre ans de prison pour Bogdan Lis et Michnik. Les trois hommes sont accusés d'avoir participé à la direction d'une « organisation illégale » (Solidarité clandestine) et d'avoir appelé à une grève de protestation de quinze minutes.

Le procureur a prononcé un réquisitoire très violent, et essentiellement politique, alors que les accusés avaient été empêchés par le juge d'exposer les motifs de leurs actions. Il a traité les trois hommes « d'agents anti-polonais à la solde des centres de subversion étrangers hostiles à la Pologne », leur a reproché leur « arrogance », leur « cynisme » et leur « démagogie », qualifiant l'historien Adam Michnik de « boy-scout en culottes courtes, cynique et anti-polonais, ayant pour seul but des activités contre-révolutionnaires ». La compagne d'Adam Michnik, Barbara Sawe-dowska, qui est aussi la seule représentante de la « famille » de l'accusé, a été empêchée mardi de pénétrer dans la salle d'audience, après qu'elle eut refusé de subir une fouille corporelle « approfondie ».

Fait exceptionnel, les huit avocats de la défense ont présenté au tribunal une motion demandant « sa partialité et son hostilité envers les accusés à qui il n'a jamais été permis de parler librement ni d'organiser sa propre défense ». De son côté, M. Lech Walesa, qui avait été cité la veille en tant que témoin, a déclaré, mardi, que le déroulement du procès et la nature du réquisitoire risquaient de remettre en cause « les méthodes pacifiques de lutte pour les réformes et les libertés syndicales ».

« Nous lançons, et-t-il dit, un appel à

la société tout entière, à tous les gens de bonne volonté, pour qu'ils empêchent la Pologne de s'engager dans la voie de la haine et de la terreur. »

Deux prêtres condamnés

D'autre part, le tribunal de Jedrzejow, dans le centre du pays, a condamné, mardi, à un an de prison ferme, le Père Marek Labuda, l'un des deux vicaires de la paroisse de Wloszczowa accusés d'avoir « dirigé la protestation illégale » de plusieurs centaines de lycéens qui avaient occupé leur établissement pendant trois jours, en décembre dernier, pour s'opposer au retrait des crucifix des salles de classe. Les autorités ont violamment protesté en organisant ce procès. Des sanctions ont aussi été prises contre les élèves eux-mêmes, en particulier des exclusions, — et la plupart des élèves de terminale ont subi un échec à leur baccalauréat (qui, en Pologne, n'est en principe qu'une formalité). L'autre vicaire accusé, le Père Andrzej Wlaczynski, a été condamné à dix mois de prison avec sursis et à une forte amende. — (AFP, AP, UPI.)

Annulation de la visite du ministre irlandais des affaires étrangères. — M. Peter Barry, le ministre irlandais des affaires étrangères, a annulé une visite officielle en Pologne, prévue pour le mois de juillet, en raison de l'attitude des autorités de Varsovie qui s'opposaient à ce qu'il rencontre des personnalités proches de Solidarité. Le ministre belge des affaires étrangères avait annulé récemment, pour les mêmes raisons, sa propre visite en Pologne.

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR :

DROIT - SCIENCES ECO

FORMATIONS DE SOUTIEN AUX EXAMENS UNIVERSITAIRES

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

- RAPPROCHEMENT DE CHAQUE GROUPE AU NIVEAU D'UN VÉRIFIABLE CONTENU
- TRAVAUX MÉTHODOLOGIQUES SUR PROGRAMMES SPÉCIFIQUES
- CONTRÔLES RÉGULIERS DES CONNAISSANCES DANS TOUS LES MATIÈRES

AUTREUIL : 6 av. Jean-Henry 75016 Paris Tél. 234.30.72-73

TOLBIAC : 83 av. d'Orléans 75013 Paris Tél. 1.985.89.35-4

FORUM POUR L'INDÉPENDANCE ET LA PAIX

D'HELSINKI A GENÈVE

vers une nouvelle détente ?

JOURNÉE-DÉBAT : MERCREDI 19 JUIN 1985

9 h 30-12 h 30 : L'ÉTAT DES CHANGES, table ronde sous la présidence de Jean FREYSS

14 h 30-18 h : ANALYSE PERSPECTIVES POUR LES RELATIONS INTERNATIONALES ? QUEL RÔLE POUR L'EUROPE ? table ronde sous la présidence de Herbert AXELRAD

PARTICIPATION DE :

M^{me} Marie-France GARAUD

M^{lle} Fernande CLAUDON

Régis DEBRAY

Fernand DUVE

Jean ELLENSTEIN

Jean-Louis GERGONIN

Pierre HASSNER

Jacques HUNTZINGER

Pierre LELLOUCHE

Emmanuel LE ROY LADURIE

Joseph ROVAN

Cartes d'adhésion à demander au 10 rue L.F. de la Roche, 75008 Paris - Tél. 222-77-35

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDOPAR 65072 F

Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs de Le Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sintes.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75421 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F	
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : Difficultés ou problèmes (dans semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande au moins un mois avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,20 \$; Danemark, 235 F. CFA ; Espagne, 7,50 lr. ; Égypte, 120 p. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Lituanie, 0,280 Lt. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 335 F. CFA ; Suède, 6 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 110 ed.

ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS !

LES CAMBRIOLÉURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE

Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE

Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié

Adressez-vous à un serrurier du réseau PICARD.

Il vous dira si votre serrure peut résister aux techniques d'effraction actuelles.

SA PICARD, 4, rue Saint-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 233-44-86

REJOINDRE **L'ÉLITE**

MÉDECINE PHARMACIE

CLASSE PRÉPA. Stage pré-entrée. Soutien annuel. 5 centres : quartier Latin, Neuilly, Nanterre, Orsay

CEPES

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. Tél. 722.94.94 - 745.09.19

Aubain

Il y a encore

FRANCE

سكزا عن الأصل

L'ADHÉSION DES ÉTATS IBÉRIQUES A LA CEE

Aubaine ou désastre pour l'Espagne ?

II. - La sérénité des industriels

De notre correspondant THIERRY MALINIAC

Dans un premier article (*Le Monde* du 12 juin), notre correspondant a analysé les conséquences sur son agriculture de l'adhésion de l'Espagne à la CEE.

Madrid. - Paradoxe : autant les agriculteurs espagnols protestent et tempêtent à la veille de l'adhésion de leur pays à la CEE, autant les industriels affectent la sérénité. « Si les règles du jeu sont les mêmes pour les chefs d'entreprise espagnols et européens, je ne vois pas pourquoi notre secteur industriel ne serait pas à même de s'adapter », affirme M. José-Luis Ceron, qui dirige la commission économique de la CIOE, la puissante confédération patronale espagnole. « N'oublions qu'aujourd'hui la même puissance industrielle du monde ! »

Secrétaire général de la Confédération, l'association patronale du métal, M. Julio Pascual semble du même avis. « Ne croyez pas que ce soit aujourd'hui le panache dans nos rangs, assure-t-il. Plutôt la curiosité, face à cette intégration que tous les chefs d'entreprise, dans le fond, savent inévitablement. Nous sommes prêts à relever le défi. »

Assurances de l'après ? Antipersonnel ? Observateurs et diplomates étrangers à Madrid ne partagent pas le bel optimisme des industriels espagnols. L'adhésion, affirmant-ils au contraire, constitue un redoutable défi pour des industriels longtemps habitués à conforter dans le protectionnisme franquiste. En entrant dans la CEE, l'Espagne ne rompt-elle pas, en économie comme en politique, avec des décennies d'un isolationnisme qui a créé de riches habitudes ?

L'industrie espagnole, il est vrai, s'est constituée sur des bases qui ne sont pas artificielles. L'extrême diplomatie qui frappa le régime franquiste après la seconde guerre mondiale se traduisait par un système de type autarcique : il s'agissait de tout produire, quel que soit le coût, et sans concurrence étrangère. C'est seulement à partir du « plan de stabilisation » de 1959 que l'économie espagnole commença à entrevoir ses portes au monde extérieur. Encore cette action n'exclut-elle pas

le maintien de barrières protectionnistes et de contingents.

L'accord préférentiel signé en 1970 entre Madrid et la CEE permit d'ailleurs aux industriels espagnols de conserver cette position privilégiée : tandis que la Communauté abaissait en moyenne de 40 % ses droits de douane - déjà plus faibles au départ - pour les produits venus d'Espagne, cette dernière, en revanche, ne consentait qu'une réduction moyenne de 25 %. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si le taux de couverture de la balance commerciale espagnole avec la CEE passait, entre 1969 et 1971, de 43,8 % à 66,7 %.

A cette protection extérieure s'ajouta longtemps celle, intérieure, assurée par l'Etat franquiste. Une pression fiscale très faible jusqu'en 1977, des crédits aux industriels généralement subventionnés par les deniers publics, des salaires d'autant plus réduits que le mouvement syndical se trouvait prosaïque, l'assurance que les entreprises privées en difficulté seraient renflouées par le secteur public : autant d'éléments qui permirent aux patrons espagnols d'évoluer dans un contexte économique bien plus favorable... et bien moins compétitif, que leurs homologues européens.

« Compétitifs par nécessité »

Certes, depuis la mort de Franco, les industriels au sud des Pyrénées ont bien dû prendre en marche le train de la libéralisation, politique et économique. Ces dix dernières années ont-elles été suffisantes pour les adapter au moule européen ? « La crise économique nous a obligés à nous tourner vers l'extérieur, à rechercher de nouveaux marchés pour compenser l'insuffisance de la demande intérieure », affirme M. Julio Pascual. Nous avons appris à devenir compétitifs par nécessité !

L'évolution de l'industrie automobile espagnole semble à première vue corroborer cette thèse. Entre

1977 et 1983, les ventes intérieures du secteur baissèrent de 28 %, tandis que les exportations augmentaient de 129 %. La part des ventes à l'extérieur passait ainsi, dans le même laps de temps, de 31 % à 60 % du total (dont 91 % à la CEE). Reste que, là aussi, la protectionnisme facilitait les choses : tandis que les véhicules espagnols exportés vers la CEE acquittaient des droits de douane de 4,2 %, ceux vendus à Madrid par les Dix en versaient... 36,7 %. Rien d'étonnant si, lors des négociations d'adhésion, les filiales espagnoles de Renault et de Peugeot-Talbot furent parmi les premières à demander que l'abaissement des barrières douanières se réalise graduellement !

Il s'agira désormais, avec l'adhésion, de lutter à armes égales avec les concurrents européens. Pour s'y préparer, les industriels espagnols disposent d'une période transitoire de sept ans, avec un abaissement des barrières douanières relativement lent au départ (10 % deux mois après l'adhésion et 12,5 % supplémentaires à la fin de la première année). Des contingents, calculés en volume ou en valeur, pourront être maintenus durant quatre ans pour certains « produits sensibles », tels que télévisions en couleurs, machines à coudre, tapis et armoires.

Dans le secteur automobile, l'Espagne acceptera, la première année, un contingent de 32 000 véhicules avec droits de douane limités à 17,4 %. Enfin, en ce qui concerne la sidérurgie, Madrid pourra maintenir les aides publiques à la reconversion (amortissement des stocks, etc.) en vue d'un objectif de production de 18 millions de tonnes pour 1989, soit une réduction de 16 % par rapport à 1980, en pourcentage assez proche de la moyenne communautaire.

Les conditions du traité d'adhésion ont été jugées « globalement satisfaisantes » par les associations patronales espagnoles. Leurs griefs à l'égard du gouvernement portent plus sur les « désavantages comparés » dont ils s'estiment victimes par rapport à leurs concurrents com-

munaux. Ils réclament, comme le rappelle M. Ceron, une plus grande « flexibilité » du marché de l'emploi (c'est-à-dire, en clair, la possibilité de licencier plus facilement et plus vite), et protestent contre le « poids excessif » des cotisations patronales à la Sécurité sociale.

Licencier, il est vrai, reste plus difficile - et plus coûteux ! - en Espagne que dans la plupart des pays de la Communauté. Il s'agit là, paradoxalement, d'un héritage du franquisme, qui assurait aux ouvriers, en échange de leurs bas salaires, une certaine stabilité de l'emploi. Quant à l'apport des patrons à la Sécurité sociale, il représente à lui seul, selon la CIOE, 69 % du total des cotisations, contre 42 % seulement en moyenne dans la CEE. Toutefois ce que le patronat espagnol ne précise pas, c'est que la pression fiscale totale à laquelle il est soumis (impôt sur les sociétés et prélèvements sociaux additionnés) reste inférieure à celle qui prévaut dans la plupart des pays industrialisés : 11 % du produit national brut, contre 14 % aux Etats-Unis ou 20 % en France par exemple. Plutôt que son montant global, c'est davantage le mode de financement de cette charge fiscale qui apparaît donc critique : le poids excessif des cotisations à la Sécurité sociale par rapport à l'impôt décourage l'emploi, et grève les entreprises en fonction de leur personnel, et non de leurs bénéfices.

Le choc

L'introduction, à partir du 1^{er} janvier 1986, de la TVA, pourrait aider à corriger cette situation. Elle devrait en effet se traduire par une augmentation des recettes qui permettrait à l'Etat d'effectuer son apport à la Sécurité sociale, réduisant d'autant celui du patronat. La TVA aura toutefois une autre conséquence, moins souhaitée par les chefs d'entreprise espagnols : en rendant plus transparent le système fiscal, elle empêchera désormais les aides déguisées à l'exportation, qui restaient monnaie courante, et qui représentaient, elles, un indéniable « avantage comparé » pour les industriels espagnols (*Le Monde* du 30 mars).

Avantages et désavantages comparés se neutralisant, le secteur secondaire espagnol est-il prêt pour assimiler le choc de l'adhésion ? La réponse doit être nuancée. « Une partie de l'industrie espagnole s'est déjà habituée à fonctionner suivant les normes internationales, notamment dans les secteurs où la pénétration du capital étranger est importante, alors qu'une autre n'a jamais regardé au-delà des frontières », observe un diplomate en poste à Madrid. L'impact de l'entrée dans la CEE semble d'autant plus difficile à mesurer que, contrairement à ce qui se passera dans l'agriculture, perdants et gagnants, dans l'industrie, ne se répartiront pas clairement par secteur.

Les PME, qui représentent toujours l'essentiel du tissu industriel espagnol (les entreprises de moins de cinq cents travailleurs regroupent 76 % des salariés), ne seront d'ailleurs pas forcément les plus mal loties, d'autant qu'elles ont jusqu'ici plutôt mieux résisté à l'impact de la crise que les « grands » de l'industrie. Quelle que soit leur taille, la plupart des entreprises devront en tout cas vaincre un sérieux handicap : le faible niveau du savoir-faire et de la technologie espagnols.

Quels peuvent être les « points forts » de l'Espagne face à la CEE ? Un coup d'œil à l'état actuel du commerce bilatéral fournit à cet égard quelques indications. Depuis 1983, la balance commerciale est favorable à Madrid, qui pouvait faire état, en 1984, d'un taux de couverture sans précédent de 120 %. L'Espagne a réalisé l'an dernier avec les Dix 49 % de ses exportations et 33 % de ses importations. Elle se situe avant tout à la CEE des biens d'équipement (machines-outils,

matériel de transport, etc.), et lui vend davantage de produits agricoles et de biens de consommation.

Sa compétitivité semble assurée, notamment pour les secteurs de la chaussure, du cuir, du bois et du vêtement, ainsi que pour l'industrie agro-alimentaire. Elle l'est beaucoup moins, par exemple, pour les produits chimiques, le secteur pharmaceutique et médical, le plastique et les instruments scientifiques.

Avec l'adhésion, l'industrie espagnole concentrera-t-elle davantage ses efforts sur ses secteurs les plus compétitifs ? Pourra-t-elle dégager des « créneaux » qui feront sa force dans le cadre européen ? Au ministère de l'Industrie, on se garde à cet égard de trop prophétiser : bien malin, affirme-t-on, celui qui peut prédire comment se fera demain la répartition des tâches industrielles entre les Douze ! « Ce que nous pouvons faire dès aujourd'hui, ajoute-t-on, c'est à la fois accélérer la reconversion de nos secteurs traditionnels, tels la sidérurgie et les chantiers navals, et stimuler les sec-

teurs de pointe, comme l'électronique et l'informatique. C'est la meilleure manière de rendre plus facile notre entrée dans la CEE. »

Quels que soient ses effets sur la production industrielle au sud des Pyrénées, l'adhésion aura en tout cas des conséquences sur les producteurs ! Elle ne pourra que provoquer une relève au sein du patronat espagnol, reléguant au second plan ceux qui, tout en se réclamant des vertus du libéralisme, s'étaient longtemps contentés de vivre à l'abri de la protection de l'Etat. « L'annuaire espagnol des conseillers d'entreprise en 1990 n'aura certainement pas grand-chose à voir avec l'actuel ! », observe M. Julio Pascual. C'est qu'en descendant dans l'arène européenne les industriels espagnols se doivent d'enterrer définitivement ce qui fut pour beaucoup d'entre eux l'« époque dorée » du franquisme.

Prochain article :

LE RÊVE INQUIET DU PORTUGAL

par JOSÉ REBELO

CE FUT POUR L'EUROPE MÉDIÉVALE UNE VÉRITABLE RÉVOLUTION CULTURELLE QUE DE DÉCOUVRIR L'IMMENSITÉ DU MONDE.

Religieux, ambassadeurs, marchands, aventuriers, ils furent des centaines à se hasarder sur les grandes routes terrestres ou maritimes...

Les explorateurs au Moyen Age

352 pages 95F

FAYARD

LES RELATIONS FRANCO-ESPAGNOLES

Il y a encore des Pyrénées

Pour la grande majorité des Français, l'Espagne est un pays ami, très attractif du point de vue touristique, plutôt agréable bien qu'il apparaisse aujourd'hui comme un concurrent de la France au sein de la Communauté européenne. En revanche, la plupart des Espagnols sont curieusement irrités par la complexité de la supériorité des Français. Ils n'aiment guère la France. Les Catalans, en particulier, la jugent même « gênante ». Et les Espagnols sont unanimes pour redouter la concurrence française dans la CEE.

Telles sont du moins, pour l'essentiel, les conclusions d'un sondage d'opinion, réalisé entre le 25 avril et le 10 mai 1985 de part et d'autre des Pyrénées (1) à la demande de l'association d'amitié franco-espagnole Dialogo (2). On peut toujours faire des réserves sur la valeur de ce type de sondages, minuscules, et même pointilleux, dont les responsables ne prétendent pas à la rigueur scientifique à tout en admettant seulement 2 % de marge d'erreur.

Dialogo avait demandé à un certain nombre de journalistes, espagnols et français, de juger et de commenter ces résultats. Et quelques-uns d'entre eux ont effectivement mis en cause la méthodologie employée, particulièrement en Espagne, pays de « régions ». Une question « candide », suggérée par la lecture du sondage : « Pourquoi, par exemple, les cadres supérieurs catalans

sont-ils plus hostiles à la France que les ouvriers agricoles d'Estramadure ? »

Il raste que les sondages opportunistes sollicités par Dialogo illustrent globalement un état d'esprit moyen bien réel. Les Espagnols, pour de mauvaises raisons, n'ont pas en général une sympathie excessive pour les Français, qui n'ont pas, de leur côté, tendance à considérer l'Espagne comme un pays « prior » hostile. Aux réactions volontiers passionnelles des Espagnols à l'égard du voisin « du nord » correspond une certaine « indifférence » française. Des raisons historiques - et d'abord l'invasion de la péninsule par les troupes napoléoniennes - mais aussi culturelles et de voisinage expliquent ce décalage. La France a eu la « chance » d'avoir plusieurs ennemis « héréditaires » successifs. Vue d'Espagne, elle est le pays « dominant » et même « oppresseur ». Un brin « méprisant » et condescendant, souvent « couleuvre » de manque de compréhension.

La terrorisme beecue eet d'abord une affaire espagnole. Les causes profondes remontent aux guerres carlistes du dix-neuvième siècle. La politique - ou l'absence de politique - du gouvernement français sur cette question explosive a pourtant souvent suscité des commentaires incendiaires, à la limite de l'insulte grossière, dans certains

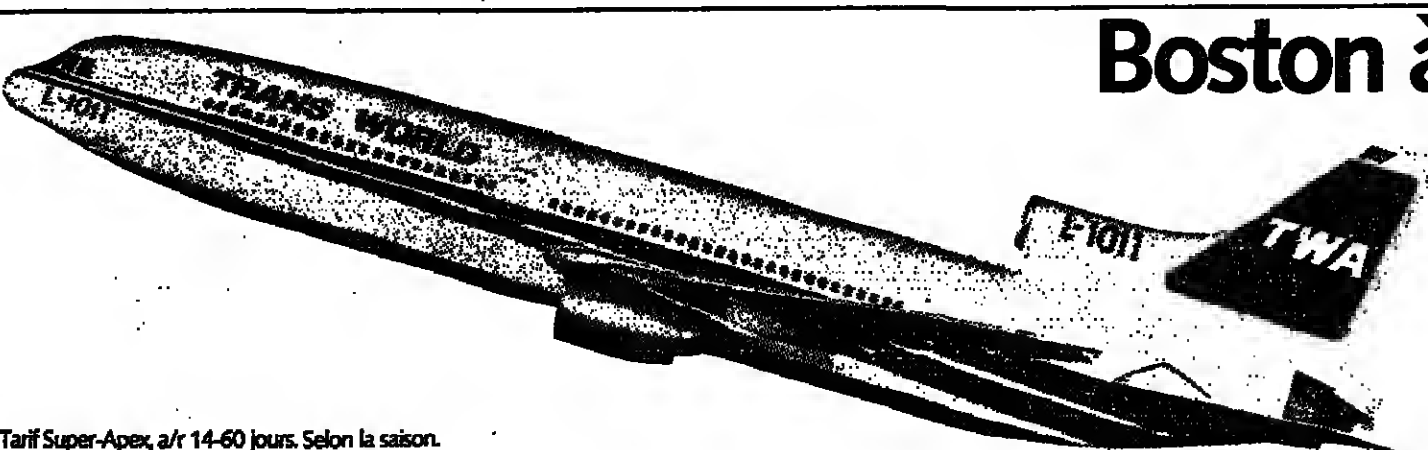
organes de presse espagnols. Un exemple, parmi d'autres, d'un contentieux délicat. Conséquence de la question basque et des interminables négociations pour l'entrée de l'Espagne dans la CEE ? La majorité des Français n'ont pas changé d'opinion sur l'Espagne au cours de ces dernières années malgré l'instauration d'un régime démocratique.

Une nota optimiste quand même : une très forte majorité de personnes interrogées de part et d'autre des Pyrénées estiment qu'une association tendant à favoriser de meilleures relations et une plus grande compréhension entre les deux pays est utile. Les porte-parole des instituts de sondage ayant, bien entendu, précisé que cette dernière conclusion n'avait pas été suggérée par Dialogo, on ne peut que s'en féliciter... Tout en souhaitant bonne chance aux promoteurs d'une association qui e bien du travail en perspective.

M. N.

(1) Sondages réalisés par la SOFRES et SOFEMASA.

(2) Dialogo, association privée, a été créée à Madrid en 1983 pour améliorer la connaissance mutuelle des réalités françaises et espagnoles. Elle est présidée en Espagne par M. Lesl, ancien ministre de l'économie. La section française, créée en 1984, est dirigée par M. Pierre Dreyfus, ancien ministre de l'Industrie.



Boston à partir de 3.780 F. Partir et revenir.

Vois quotidiens de Paris CDG1. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 720.62.11 ou votre agent de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.



Tarif Super-Apex, a/r 14-60 jours. Selon la saison.

ASIE

Japon

La fin de la carrière politique du « parrain » de la majorité

Tokyo. — Quand on s'appelle Kekuei Tanaka, on ne met pas le pied sous le porte de son « bureau politique » sans provoquer quelques réactions. A fortiori, lorsqu'on reste théoriquement le plus puissant des chefs de faction mais que, en réalité, on est si mal en point que la décision doit être prise par procuration.

L'annonce, la semaine dernière, de la fermeture du quartier général de M. Tanaka, à Hirakawacho (Tokyo), par sa famille a donc provoqué, pour reprendre quelques expressions de la presse locale, « une onde de choc ». Les conséquences du geste risquent d'être proportionnelles à la puissance politique de l'intéressé et à l'apreté avec laquelle son héritage est déjà disputé, le contraire eût été étonnant.

D'abord, ce développement survient après l'ébranlement qu'a eu le monde politique et tout particulièrement, pour les factions du Parti libéral démocrate (PLD) l'hospitalisation du « parrain » de la majorité à la suite d'une trombose cérébrale, en février dernier. Aujourd'hui, trois mois plus tard, c'est, en quelque sorte, le deuxième contre-coup de l'empire politique et financier de M. Tanaka qui cesse de fonctionner avec la fermeture du bureau de Tokyo. Hirakawacho était le centre de financement et de planification des campagnes électo-

rales de la faction de l'ex-premier ministre, une sorte de passerelle obligée pour une clientèle politique et d'affaires nombreuse et variée.

Ensuite la décision de fermeture a été prise par la famille sans consultations préalables avec l'état-major politique de l'ancien premier ministre. L'entente entre les deux ententes s'est faite sans incident et sans sentiments divergents n'est d'ailleurs un secret pour personne. Enfin, elle intervient alors que s'accroît le processus de dislocation de la faction Tanaka (la plus puissante de la majorité) sous les effets d'une lutte de succession opposant ses numéros deux et trois, MM. Sumitomo Nakano, vice-président du PLD, et Noboru Takeshita, ministre des finances.

Le dossier Lockheed

Comment imaginer, compte tenu de tout cela, que celui qui fut le héros de la politique japonaise d'après guerre ait eu à devenir le vilain (mais sans jamais cesser d'être l'éminent) grisé puisse recouvrer et la santé et son rôle politique dans un avenir prévisible ? Certains continuent encore récemment à la croire, au fait croire. L'absence de tout signe d'amélioration de l'état de santé du politicien, toujours paralysé, et, avant même la fermeture de son O.G., la décision de sa famille de lui faire quitter l'hôpital

contre l'avis de son entourage politique et de ses médecins devraient sonner le glas de telles illusions.

Il paraît difficile, aujourd'hui, de ne pas croire que la vie politique de Kekuei Tanaka touche à sa fin. Certains ne la regretteraient pas. Pas, en tout cas, les socialistes et les communistes, qui semblent avoir en lui le corruption faite homme et qui avaient espéré, sans succès, sa démission à la suite de sa mise en accusation, puis après sa condamnation dans l'affaire des pots de vin Lockheed.

Les sentiments de M. Nakasone devaient être moins tranchés. La disparition politique de M. Tanaka, à qui il doit d'être depuis trois ans à la tête du gouvernement, le débarrasserait d'un élité contraignant et politiquement gênant. Mais que la faction Tanaka écarte ou qu'elle soutienne un autre candidat et M. Nakasone risque de perdre pied. Nouveau dilemme.

Enfin, suprême ironie pour cette fin de règne, au moment où l'on ferme le bureau politique de M. Tanaka, la justice ouvre une nouvelle fois les dossiers de l'interminable affaire Lockheed. Allé, paralysé, impuissant, l'ancien premier ministre du Japon ne peut-être fini avec le politique, mais, pour toutes sortes de raisons, ni la justice, ni la justice n'en ont encore fini avec lui.

R.-P. PARINGAUX.

PROCHE-ORIENT

Le monde arabe face au « plan de paix » de M. Pères

Les gouvernements égyptien et jordanien, qui ont joué un rôle-clé dans la réactivation des efforts de paix, se sont refusés à tout commentaire officiel sur les propositions du premier ministre israélien. Cependant, le quotidien d'Amman *Sowt Al-Chaab* les a qualifiés de « contre-attaque contre la paix ».

Au Caire, un haut responsable égyptien a déclaré que son gouvernement attendait des explications sur deux points essentiels : le rôle que les membres du Conseil de sécurité pourraient jouer et la représentation palestinienne dans les négociations envisagées. Le directeur du bureau de l'O.L.P. à Amman, a accusé M. Pères de « refuser tous les moyens de parvenir à la paix ».

Enfin la radio saoudienne a reproché à M. Pères d'exclure les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que l'O.L.P. des négociations, et a ajouté que ce

plan était une « manœuvre » destinée à saboter les efforts déployés par la Jordanie et l'O.L.P. pour parvenir à un règlement et à empêcher « l'O.L.P. d'être reconnue par les Etats-Unis ». — (A.P.)

Egypte

● **Interdiction de la marche islamiste.** — Le gouvernement a rejeté, mardi 11 juin, l'ultimatum des maximalistes musulmans réclamant l'application immédiate de la loi islamique avant le 14 juin (*Le Monde* du 29 mai) et interdit toute manifestation. Les islamistes avaient menacé d'organiser à cette date des « marches vertes » sur la présidence si leur revendication n'était pas satisfaite. Des milliers de fidèles ont prêté serment « de lutter pour l'application de la loi de Dieu, même si cela impliquait le martyre ». — (Corresp.)

GÉOPOLITIQUE DES ISLAMIS

Deux numéros exceptionnels de la revue **HERODOTE** revue de géographie et de géopolitique

I Les islams « périphériques » Sahel, Nigeria, Inde, Indonésie, France, Afghanistan, etc.
II Les centres de l'islam Egypte, Libye, Iran, Liban, Sahara, Arabie, etc.

Nom
Adresse

s'abonne pour 1 an à HERODOTE à partir du n° et joint un chèque de 180 F à l'ordre des Editions La Découverte.

HERODOTE, revue trimestrielle, est diffusée par : Les Editions La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

WASHINGTON RECHERCHE DES « SOLUTIONS POLITIQUES ET NON MILITAIRES » AU NICARAGUA

déclare M. Reagan

Washington (A.P. UPI). — Le président Reagan, qui recevait, mardi 11 juin, des représentants démocrates et républicains favorables à une aide à la guérilla antisandiniste au Nicaragua, a affirmé qu'il recherchait « des solutions politiques et non militaires en Amérique centrale ». Ces propos, qui tranchent avec de récentes déclarations de certains membres de l'administration américaine n'excluant pas à terme une intervention directe dans cette région troublée, devraient faciliter le vote par la Chambre des représentants, prévu ce mercredi 12 juin, d'une aide financière aux « contras » d'un montant de 27 millions de dollars. Le Sénat a approuvé, le 6 juin, l'octroi de subsides « humanitaires » s'élevant à 38 millions de dollars en deux ans (1985-1986).

Dans une lettre adressée au représentant démocrate de l'Oklaoma, M. David McCurdy, et qu'il a lue lors de l'entrevue avec les membres du Congrès, M. Reagan écrit : « Nous ne cherchons pas à renverser militairement le gouvernement sandiniste ou à installer à sa place un gouvernement qui s'appuierait sur les partisans de l'ancien régime Somoza ». M. Reagan poursuit : « Mon gouvernement est déterminé à rechercher des solutions politiques et non militaires en Amérique centrale. Notre politique au Nicaragua est la même que celle que nous poursuivons au Salvador : soutien au centre démocratique contre les extrémistes de droite et de gauche, garanties pour la démocratie et une paix durable par le dialogue national et des négociations régionales ».

AFRIQUE

LA VISITE DE M. MITTERRAND A M. BOURGUIBA A L'AMBASSADE DE TUNISIE

« Un geste d'amitié »

M. François Mitterrand a effectué, mardi 11 juin, un geste d'amitié à l'égard du président Habib Bourguiba, en se rendant à l'ambassade de Tunisie à Paris, où les deux chefs d'Etat ont eu un entretien de trois quarts d'heure. M. Bourguiba s'est notamment félicité de l'intention du président de nommer son collaborateur Eric Rouleau comme ambassadeur de France à Tunis. « Nous avions eu un rédacteur du Monde ambassadeur », a-t-il dit, sans le nommer. « C'est un connaisseur », lui a répondu le président français.

A l'issue de l'entretien, qualifié de part et d'autre de « très chaleureux », le président tunisien, âgé de quatre-vingt-deux ans, a accompagné son hôte en le tenant par la main, jusqu'au porche de l'ambassade.

Le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Beji Caïd Essebbi, qui assistait à cette rencontre avec M. Habib Bourguiba junior, conseiller spécial et fils du chef de l'Etat tunisien, a déclaré que M. Mitterrand avait « fait un geste en venant rendre visite au doyen des chefs d'Etat africains, qui est également un ami de la France ». « Il n'y a aucun contentieux entre nos deux pays, qui entretiennent des relations privilégiées. Sur la plupart des sujets évoqués, nous avons une convergence des vues », a-t-il ajouté.

M. Essebbi s'est rendu, mardi après-midi, au Quai d'Orsay, où il est rencontré avec M. Roland Dumas de la conjoncture au Maghreb et au Proche-Orient, et plus particulièrement de la situation au Liban.

Condamnant le détournement de l'avion jordanien qui s'était produit

dans la matinée, le ministre tunisien a indiqué que « la Tunisie est contre le terrorisme, le fanatisme et l'extrémisme ». Réaffirmant sa « préoccupation, ainsi que celle du gouvernement français », à propos de « la guerre des camps à Beyrouth », il a souligné que « les perspectives étaient peu encourageantes quant à une solution rapide » de ce conflit. Il a estimé qu'il existait « une possibilité de déblocage de la situation si Israël s'engageait dans un processus de paix ».

Interrogé sur les dernières déclarations jordaniano-palestiniennes, M. Essebbi a déclaré que « le problème palestinien intéresse au premier chef les Palestiniens. Il leur appartient de dire dans quel sens ils veulent agir. Les Arabes, dans le cadre de la solidarité, doivent prêter main-forte aux Palestiniens », a-t-il conclu.

[Eric Rouleau est né le 1er juillet 1926 au Caire. Entré en 1953 au service Moyen-Orient de l'Agence France-Presse, il a commencé à collaborer au Monde en 1956. Il a dirigé la rubrique du Proche et du Moyen-Orient à partir de 1968. En 1974 et en 1978-79, il a été détaché du journal d'abord pour donner des cours à l'université de Californie, puis pour effectuer des recherches au Conseil en Foreign Relations à New-York. En 1983, Eric Rouleau avait été nommé consultant auprès de l'U.N. Il a publié plusieurs livres, notamment en collaboration avec Jean Lacouture et J.-F. Hédé le Troisième Combat (le Seuil, 1967), une biographie de Kurt Waldheim (Stock, 1977), une autre d'Abou Iyad (Fayard, 1979) et une étude sur les Palestiniens (le Monde-la Découverte, 1984). Outre l'anglais, Eric Rouleau parle l'arabe littéraire et dialectal ainsi que l'hébreu classique.]

LE RETRAIT ISRAËLIEN DU LIBAN DU SUD

« Ils » sont toujours là...

Nakoura. — Devant la barrière métallique qui ferme la route côtière surplombant la mer, deux jeunes gens souriants, bleu-jeans, chemise sport, savates, s'approchent. Les soldats de l'Armée du Liban du Sud (A.L.S.) en civil, financés par Israël) restent en retrait. Les deux israéliens en civil contrôlent nos papiers et, après avoir indiqué au chauffeur libanais qu'il ne pouvait pas, lui, passer, s'apprêtent à ouvrir la portière. C'était sans compter avec le troisième homme qui, il y a quelques jours encore, gardait le poste en uniforme israélien. Aujourd'hui, seul son fusil Galil le distingue de ses camarades. « Ils sont nouveaux », dit-il pour excuser leur invite à pénétrer dans la bande interdite, c'est interdit. Vous faut une autorisation de l'A.L.S. ? « Marjoun ». Hier encore, c'était à Tel-Aviv. Ce qui ne change rien sur le fond, puisque Marjoun est en zone toujours occupée par l'armée israélienne.

A quelques 500 mètres de là, sur la route du retour, deux gardes libanais s'enquiraient : « Les israéliens sont-ils toujours là ? » Sans doute ont-ils vu, lundi soir sur les écrans de la télévision libanaise, les chers repasser la frontière et entendre le premier ministre, M. Shimon Pérès, annoncer solennellement que « l'Etat d'Israël se dégage du Liban et de la politique libanaise ».

De Nakoura à Nabatieh, la réalité est tout autre, et les soldats israéliens semblent même s'être multipliés aux points de contrôle gardant les entrées de la zone de sécurité. A Kfar-Tibrit, le long

De notre envoyée spéciale

convoy de voitures et de camions attend. Les soldats de l'A.L.S. viennent parler à leurs compatriotes, puis ils se tournent vers un groupe d'une dizaine d'israéliens, munis d'un fusil en bandoulière, pour expliquer leur impuissance. « C'est le capitaine qui donne les ordres », dit Mohamed. Il voudrait bien que nous puissions aller voir son chef, le général Lahad, et fait une dernière tentative auprès d'un gradé assis à l'écart. En vain. « Le commandant ne veut pas, dit-il ; c'est lui qui commande ». Les soldats israéliens vont-ils rester ? « Oui, répond-il, longtemps, tant que nous serons là ».

« J'aimerais bien rentrer... »

La petite route qui monte à Kantara est déserte. Serpenteant au milieu des collines arides, elle conduit, à travers les points de contrôle des Finlendsis de la FINUL, au village protégé de remblais de terre en chicanes. Des soldats de l'A.L.S. surgissent brusquement. Le même mat résonne : « Interdit ». Après quelques palabres, le soldat évoue : « Je vous laisserais bien passer, mais, si je le fais, ils vont m'envoyer en prison ». « Ils » s'accompagnent d'un regard vers la maison qui domine la route. Seul un treillis qui sèche dans un jardin révèle la présence des israéliens.

A Jmeymé, changement de décor. De la fenêtre d'un immeuble

en construction, un homme fait de grands gestes. La mitrailleuse pointée sur la route est suffisamment dissuasive pour que tout le monde stoppe. Un jeune milicien barbu, débarré vert olive, sans fusil, vient à notre rencontre. « Non, affirme-t-il, pas de problème, à pied vous pouvez passer ». Protecteur, il nous accompagne au poste en riant. Fier de ses quelques mots de français, il réclame même une cigarette. Mais voici que, sur un toit, surgit un soldat israélien visiblement étonné de nous voir là. Le milicien tente d'expliquer qu'il n'y a pas de problème. Trop tard. Une quinzaine de soldats israéliens surgissent : gilet pare-balles, cartouchière, fusil à la main, ils barrent la route. Un lieutenant s'évanouit : « Personne ne passe ici. Même pas les habitants des villages voisins. Aucune dérogation, même pour le médecin ou l'école, tient-à précéder. Nous sommes ici parce que le général Lahad a donné l'ordre de bloquer le passage, et notre rôle consiste à faire respecter cet ordre par les soldats de l'A.L.S. ».

Allez-vous rentrer en Israël ? Le lieutenant soupire : « J'aimerais bien, mais on s'ordonne de rester ici ». Combien de temps ? « Revenez tous les jours, vous verrez bien ».

« Retrait complet », titrait mardi, à Beyrouth, le *Liban*, journal proche de la présidence libanaise. La « bonne foi » israélienne, ventée lundi par M. Shimon Pérès, reste encore à prouver. FRANÇOISE CHIPAUX.

Israël

VINGT-DEUX ÉCOLIERS TUÉS ET DIX-SEPT BLESSÉS DANS UNE CATASTROPHE FERROVIAIRE

Tel-Aviv (A.P.). — Vingt-deux écoliers israéliens se rendant à la plage ont trouvé la mort mardi 11 juin, près de Haifa, lorsque l'autobus qui les transportait a été percuté à grande vitesse par l'express Haifa - Tel-Aviv à un passage à niveau non gardé. Dix-sept enfants ont été blessés, dont plusieurs sont dans un état très grave. Un deuil national est observé ce mercredi en Israël.

L'autobus faisait partie d'un convoi d'autobus conduisant les enfants d'une école primaire de Petah-Tikva, un quartier de la banlieue de Tel-Aviv, à un pique-nique à la plage.

Le sort des Français enlevés

« AUCUN CONTACT N'EST NÉGLIGÉ » déclare M. Dumas

« Les Français doivent savoir que tout est mis en œuvre pour obtenir la libération de nos quatre compatriotes (MM. Fontaine, Carton, Seurat et Kauffmann, enlevés à Beyrouth). Aucun contact, aucune filière ne sont négligés. Aucun moyen de dialogue n'est écarté », a affirmé M. Dumas, mardi 11 juin, à l'Assemblée nationale.

De son côté, l'épouse du journaliste de l'*Evénement* du Jeudi, Mme Joëlle Kauffmann, est arrivée mardi à Beyrouth-Est, via Chypre. Elle s'est rendue à Beyrouth-Ouest « afin d'y rencontrer des personnalités qui pourraient l'aider à retrouver son mari ».

A Paris, un nouvel appel en faveur de M. Michel Seurat, signé de neuf universitaires, dont MM. René Rémond, Fernand Braudel et Alain Touraine, vient d'être publié. Les signataires se « portent garants de l'intégrité morale et professionnelle » du jeune orientaliste et demandent à « tous leurs collègues, au Liban et ailleurs, d'intervenir pour que Michel Seurat recouvre sa liberté ».

éditions du CERF

C. TROUBÉ comment te nommer LIBAN ?

DES LIBANAIS RACONTENT LA GUERRE



UN TÉMOIGNAGE

232p., 77F.

سكزا من الأصل

AFRIQUE

LA VISTE DE M. MITTERRAND AU
AL AMBASSADE

« Un geste d'amitié »

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu mardi 11 juin à l'ambassade de France à Johannesburg par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq. Le chef de l'Etat a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Goff, et le ministre de la Santé, Jean-Pierre Lecoq.

AFRIQUE

République sud-africaine

Le rapport judiciaire sur la tuerie de Langa souligne la mauvaise organisation de la police

Johannesburg. — Le rapport de M. Donald Kannemeyer, le magistrat chargé d'enquêter sur les circonstances de la tuerie de Langa, qui causa la mort de vingt Noirs le 21 mars dernier, a été remis au Parlement mardi 11 juin. Il fera l'objet d'un débat jeudi et vendredi. Ce document de 166 pages, rédigé après plus d'un mois d'auditions, aboutit à deux conclusions principales : si la police avait été normalement équipée avec le matériel anti-émeute habituel et si elle n'avait pas interdit le déroulement des funérailles auxquelles se rendait le cortège, il n'y aurait pas eu vingt morts à Langa ce

De notre correspondant

jour-là, date du vingt-cinquième anniversaire d'une autre fusillade qui, à Sharpeville, avait provoqué la mort de soixante-neuf autres Noirs. Commissaire unique, le magistrat souligne que « le défaut d'équipement approprié (gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc, petits plombs) est le résultat d'une politique délibérée dont la responsabilité n'a pu être déterminée ».

Néanmoins, M. Kannemeyer estime qu'on ne peut reprocher au lieutenant John Fouché d'avoir or-

donné d'ouvrir le feu, car « la responsabilité des morts et des blessés ne peut être attribuée à une erreur de jugement ou à la faiblesse de quiconque ».

M. Kannemeyer a repris, point par point, toutes les questions soulevées par ce drame. Il reconnaît que la décision d'interdire à deux reprises les obsèques des trois victimes auxquelles se rendaient les habitants de Langa n'était pas justifiée. « Rien n'indique, constate-t-il, que les manifestants faisaient partie d'une organisation ayant l'intention d'attaquer la population blanche. » Il relève « le sérieux manque de discipline » de la part des policiers et déplore que « des remarques provocantes » aient été faites.

M. Kannemeyer a établi de façon certaine qu'aucun cocktail Molotov n'avait été lancé, même si les débris de deux d'entre eux ont été retrouvés sur les lieux du drame, et que la foule n'était pas en possession d'armes dangereuses. Il constate que « la majorité des cinquante coups de feu tirés l'ont été alors que la foule commençait à se disperser et à fuir ». En ce qui concerne la suite des événements, M. Kannemeyer rejette les différentes allégations de témoins affirmant que des blessés avaient été maltraités, laissés trop longtemps sans soins, voire achevés.

Manque de coordination

Le magistrat a également rejeté la thèse de la « conspiration » policière pour monter un récit fallacieux des circonstances de la fusillade. Après examen, il estime que la version inexacte des faits relatés le jour même au Parlement par le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, n'était pas délibérée mais était « le résultat d'une tentative de justification de l'attitude du lieutenant Fouché en exagérant l'importance de la situation à laquelle il avait à faire face ».

Pour porter remède au mauvais fonctionnement de la police ainsi dénoncé, le ministre de la loi et de l'ordre a rendu public, mardi, un mémorandum annonçant la création d'une commission d'enquête, la réforme de la procédure d'interdiction des funérailles et le contrôle permanent de la fourniture de matériel anti-émeute, afin « de réduire au maximum les risques pour le public et pour la police ». Ce mémorandum indique également que, depuis le 21 mars, l'entraînement a été amélioré et qu'un centre opérationnel permanent fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre a été créé à Pretoria pour « coordonner le contrôle des unités ».

Il y a 47 000 policiers en Afrique du Sud pour une population de 26 millions d'habitants (homeland indépendants non compris). Un peu plus de la moitié d'entre eux sont des « non-blancs ». « C'est la police sud-africaine qui porte le plus lourd fardeau », déclare M. Le Grange, dans l'accomplissement de sa tâche. Quelquefois en petit nombre, ses hommes sont exposés à de grands dangers. »

J. W.

MICHEL BOLE-RICHARD.

LE PRÉSIDENT DU TOGO A L'ÉLYSÉE

« Nous sommes en train de faire quelque chose pour les fils du Tchad » déclare M. Eyadema

Le président togolais, le général Gnassingbé Eyadema, s'est déclaré satisfait du niveau de l'aide française accordée à son pays, à l'issue de l'entretien d'une heure qu'il a eu, mardi 11 juin, à l'Élysée, avec le président François Mitterrand.

M. Eyadema a indiqué qu'il avait évoqué avec le président français, la coopération bilatérale et « fait un tour d'horizon des problèmes de l'heure en Afrique et dans le monde, et plus particulièrement de la Namibie et du Tchad ».

« Nous sommes en train de faire quelque chose pour que les fils du Tchad puissent se retrouver autour d'une table de réconciliation », a-t-il ajouté, précisant : « La France peut aider la tenue de cette conférence. Le Togo appuie les gens qui ont pris

la décision de jouer ce rôle. » A propos du Sahara occidental, le président Eyadema a exprimé son soutien à la résolution 104 du dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'unité africaine, annonçant qu'il assisterait au prochain sommet de l'OUA (prévu en juillet prochain à Addis-Abeba, et consacré à l'économie) ainsi qu'au prochain sommet franco-africain qui aura lieu à Paris.

M. Eyadema, qui avait reçu M. Herin, mardi matin, a invité le ministre français de la défense à se rendre au Togo, en 1986. Paris et Lomé sont liés, depuis 1963, par un accord de défense auquel s'est ajouté, en 1976, un accord de coopération militaire technique.

(Lire pages 23 à 25 notre supplément sur le Togo.)

Zaïre

ANCIEN PREMIER MINISTRE EN EXIL A BRUXELLES

M. Karl i Bond appelle à la réconciliation nationale

De notre correspondant

Bruxelles. — L'opposition zaïroise en exil est-elle en train, sinon de capituler, du moins de rechercher très sérieusement une réconciliation avec le régime du maréchal Mobutu ? C'est, en tout cas, ce qui peut être déduit des propos tenus, mardi 11 juin à Bruxelles, par M. N'Gaza Karl i Bond, ancien premier ministre de Kinshasa, réfugié en Belgique depuis 1981 et qui, au terme d'une carrière mouvementée, a été condamné à mort par le régime du président Mobutu. Jusqu'ici, il était considéré comme l'opposant numéro un au gouvernement de Kinshasa.

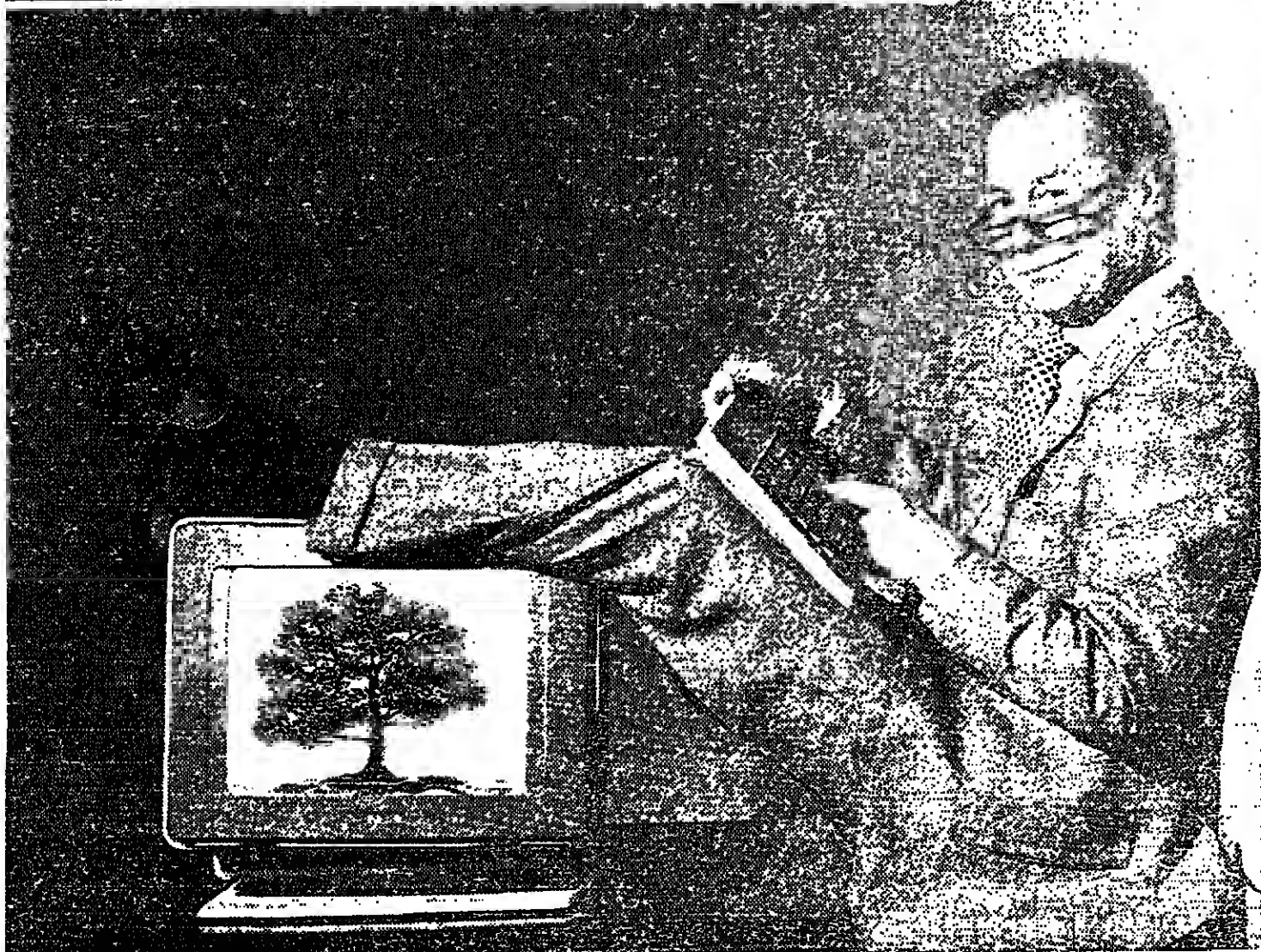
Il est vrai que depuis quelque temps déjà circulaient des rumeurs difficilement vérifiables selon lesquelles M. Karl i Bond aurait secrètement rencontré le président Mobutu à Paris au mois d'avril. L'intéressé affirme toutefois qu'il n'a eu « aucun contact » avec le président zaïrois. Mais le fait est que, aujourd'hui, le plus prestigieux re-

présentant de l'opposition extérieure au régime du Zaïre tend de nouveau la main et offre ses services au chef de l'Etat de Kinshasa. Au cours d'une conférence de presse dans la capitale belge, celui qui a été le champion du combat contre le président Mobutu a fait appel à « la paix des cœurs » et à la « réconciliation nationale ».

Si cette réconciliation « offerte de la façon la plus sincère » était réalisée, M. Karl i Bond se déclare prêt à se rendre à Kinshasa pour prendre part, le 30 juin, à la commémoration de l'indépendance zaïroise. « Il y a, dit-il, des moments historiques où il faut prendre des décisions. Ici, en Europe, vous avez eu des tentatives, après la guerre, le général de Gaulle a fait un gouvernement d'union nationale où se retrouvaient l'extrême droite et l'extrême gauche. C'était pour reconstruire la France... »

J. W.

MICHEL BOLE-RICHARD.

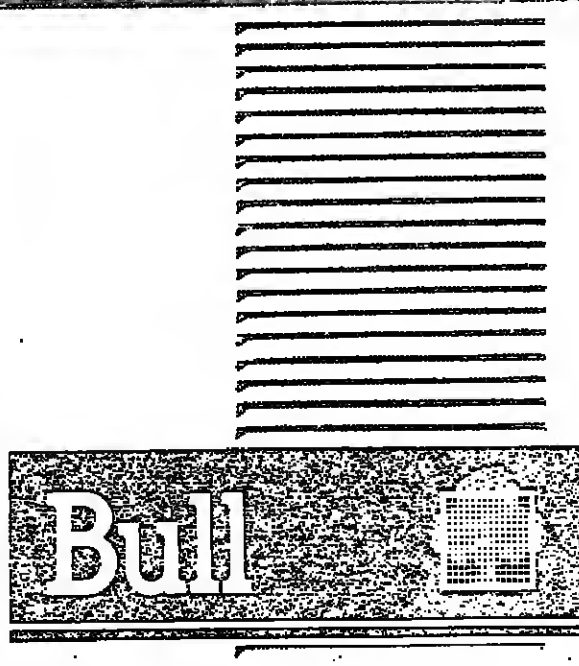
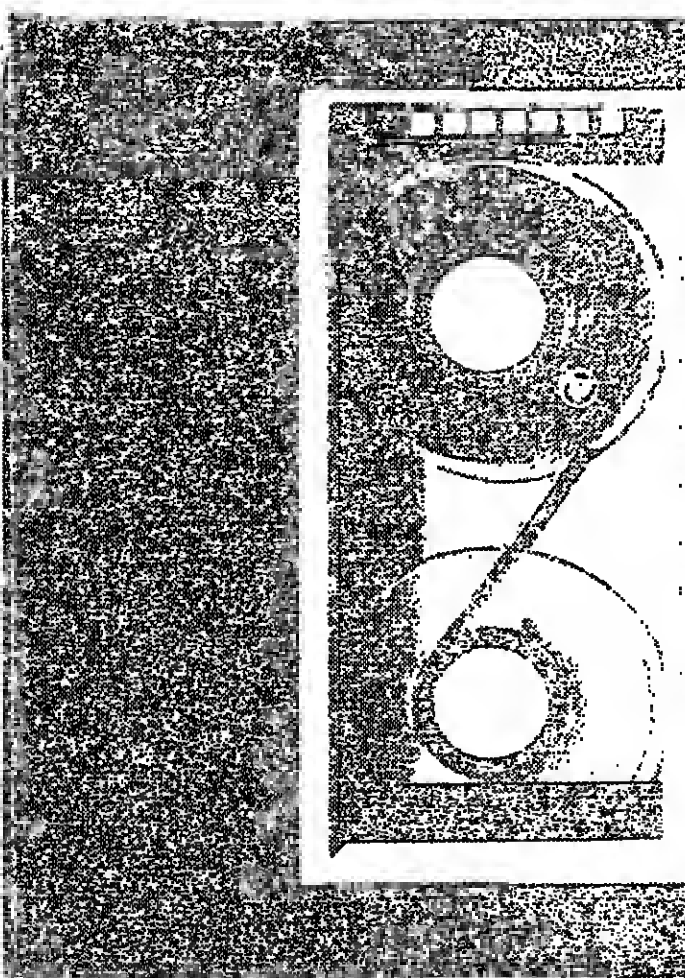


AVEC
L'ARBRE,
JE SUIS
100%
INDUSTRIEL

Industriel, c'est un métier complexe. Et il faut avoir l'esprit clair pour y réussir. Il faut choisir, il faut décider. Réfléchir vite, décider vite sur tous les marchés. Il ne faut surtout pas se perdre dans les détails. Garder avant tout la tête hors de l'eau. Mon informatique m'aide

beaucoup. Avec BULL elle analyse, elle gère, elle m'aide à décider. Et moi, je fonce.

Avec BULL, j'y gagne, mon entreprise y gagne. A 100%.



politique

LE DÉBAT DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La France est prête à recevoir M. Gorbatchev

Il fallait avoir la naïveté politique, feinte ou réelle, de M. Olivier Stora pour voir dans le débat de politique étrangère, le mardi 11 juin à l'Assemblée nationale, de larges plages de consensus. Car en dehors des grands principes, comme les droits de l'homme, sur lesquels tout le monde tombe d'accord, il n'y a pas de consensus sur la politique étrangère. Le débat de mardi a été marqué par la généralité de l'acceptation du rôle primordial de la force de dissuasion française, qui,

Dans son discours introductif, le ministre des relations extérieures a dressé une vaste fresque de l'action diplomatique de la France, n'apportant guère de nouveauté sur le sujet. Seule information, la probable venue en France, avant la fin de l'année, de M. Mikhaïl Gorbatchev. M. Dumas ayant déclaré que l'échange de vues, commencé à Moscou lors du voyage de M. Mitterrand, « se poursuivra au plus haut niveau, probablement avant la fin de 1985 ».

Dans un autre domaine, il a annoncé que la France, « contactée en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU », va accepter de recevoir la délégation palestinienne-jordanienne ; les autres membres de la Communauté européenne qui vont devoir, eux aussi, se prononcer sur une telle demande de rencontre, vont être avertis de cette position française.

Pour le reste, M. Dumas a confirmé que « l'Europe ne saurait

pourtant, à diviser longtemps la classe politique ; en dehors de gestes humanitaires évidents, comme le souhait de voir libérer les quatre Français détenus au Liban, pour lesquels M. Roland Dumas a assuré que « tout était mis en œuvre », rien, vraiment rien, ne réunit les quatre principales forces politiques françaises.

M. Alain Peyrefitte (RPR, Seine-et-Marne) a bien assuré que le « sillon tracé » par le général de

course aux armements dans l'espace (...) facteur d'instabilité dans l'équilibre de la dissuasion ».

M. Dumas juge non « négligeable » l'initiative de défense stratégique américaine, mais il a demandé : « Comment pourrait-on répondre à l'invitation de participer à l'exécution de ce que l'on ne connaît pas, à ce que l'on ne mesure pas, alors que, nulle part, il ne nous est proposé de participer à la décision, ce qui, à nos yeux, est déterminant ? » D'où le projet Eurêka, qui s'il relève « fondamentalement du domaine civil », permettra à l'Europe « d'acquiescer sa capacité à assumer sa propre sécurité ». Elle fera ses choix en fonction de ses intérêts, le moment venu, si elle le veut. « A-t-il dit. C'est un tel pas vers l'Europe de la technologie que le ministre français attend du prochain sommet européen de Milan, ainsi que la rénovation de la pratique et des institutions. Il a confirmé, à ce propos, que la France « appellera, une fois encore, les Européens à l'édification d'une véritable union européenne ».

Gandhi, en politique étrangère, est « si profond » qu'il est difficile de s'en écarter, le RPR et l'UDF ont, sur des points aussi importants que l'initiative de défense stratégique des États-Unis ou l'avenir de la construction européenne, des positions divergentes. Le PCF, qui, lorsqu'il participait au gouvernement, avait mis un bémol à ses positions traditionnelles, y revient avec un plaisir évident.

M. d'Harcourt, « l'IDS ne relève pas la course aux armements ».

M. Robert Mondardet (PC, Val-d'Oise) n'en croit pas un mot. Au contraire, il reproche au gouvernement français d'avoir changé de position sur la « guerre des étoiles », en l'acceptant après l'avoir refusée. Il n'arrive pas à croire que le projet Eurêka soit opposé au projet américain ; pour lui, ils sont complémentaires. Le porte-parole communiste refuse, aussi, la construction d'un avion de combat européen, qui serait « un pas de plus dans la soumission de notre défense nationale au bloc atlantique ». C'est d'ailleurs toute la politique européenne de la France qu'il conteste, reprochant au Parti socialiste de vouloir se placer dans une perspective confédérale, refusant l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, n'acceptant pas que soit retirée à un pays membre de la CEE la possibilité de faire jouer son droit de veto contre une décision de ses partenaires.

Sur ce point, il est d'accord avec M. Couve de Murville, qui, dans une telle éventualité, « ne donnerait pas cher de l'avenir de la Communauté ». Bien loin de la tonalité très européenne des orateurs de l'UDF, le porte-parole du RPR est resté, en effet, fidèle aux positions traditionnelles des gaullistes en la matière. Au cours d'échanges assez vifs avec M. Dumas et M. Catherine Lalumière, il a justifié la position prise par la France en 1966, qui avait abouti à ce que l'on a appelé « le compromis de Luxembourg », à la suite duquel il est devenu habituel de prendre toutes les décisions à l'unanimité. Pour l'ancien ministre des affaires étrangères, c'est cela qui a permis la mise en place de la politique agricole commune. Pour l'actuel ministre des relations extérieures, « c'est la cause principale des déboires de la Communauté depuis une quinzaine d'années ».

Au Liban : les apparences de l'action

Le secrétaire d'Etat aux affaires européennes a, en tout cas, confirmé la volonté de la France d'obtenir sur ce point une réforme des pratiques communautaires, qui, au moins, obligerait ceux qui veulent user du droit de veto à déclencher une procédure plus solennelle ; toutefois, avec M. Couve de Murville, M. Lalumière a reconnu que toutes les difficultés de l'Europe ne viennent pas des problèmes institutionnels. Elle espère que « le brouillard » qui flotte sur l'Europe se dissipera, mais elle n'a guère apporté de précisions sur les propositions que pourraient faire la France au sommet de Milan.

Les socialistes se retrouvent bien seuls, d'autant que l'UDF a abandonné la relative modération de ses critiques au tout début du septennat. Si giscard-barristes et néo-gaullistes sont d'accord pour penser que la diplomatie française a changé depuis un an, ce que nie M. Dumas, la nouvelle orientation qu'ils discernent ne trouve pas plus grâce à leurs yeux que l'ancienne.

Comme le souhaitent les socialistes, qui sont intervenus sur le sujet, M. Lalumière s'est montrée très ferme vis-à-vis des États-Unis sur la politique agricole, soulignant que, en pourcentage du PNB, ceux-ci subventionnent plus leur agriculture que l'Europe et que, dans les échanges agricoles, celle-ci est déficitaire de 4 milliards de dollars.

Les socialistes n'ont pourtant pas eu entière satisfaction. M. Véronique Neiertz et M. Claude Estier n'ont pas caché qu'ils auraient aimé que M. Fabius ne renvoie pas à 1987 d'éventuelles sanctions contre l'Afrique du Sud.

Le Liban n'a fait l'unanimité, mais, simplement, pour que chacun s'émue de la situation actuelle. RPR et UDF ne sont même pas d'accord sur les raisons de celle-ci. M. Couve de Murville renvoie dos à dos Israël et la Syrie, alors que M. Jean-Marie Daillet (UDF, Manche) ne met en cause que cette dernière. Le porte-parole du RPR reproche au gouvernement de s'être, d'abord, « aligné » sur les États-Unis, puis de s'être « les apparences de l'action », de faire trop

THÉRIER BRÉHER.

La saveur des choses rares

« Votre indifférence à notre égard est un peu arrogante. » Sourcil levé et ton mesuré, M. Couve de Murville a laissé transparaître, au cours du débat à l'Assemblée nationale, une certaine contrariété — équivalent pour lui aux imprécisions chez un parlementaire moins doué pour la fièvre et la maîtrise du sol. Il est vrai que le déjà lointain prédécesseur de M. Dumas à la tête du Quai d'Orsay se faisait en l'occurrence le porte-parole de nombre de ses collègues, qui sont loin d'appartenir tous à l'opposition, et qui regrettent comme lui le manque d'informations dont le Parlement dispose aujourd'hui sur la politique étrangère de la France.

On déplore en particulier, au Palais-Bourbon, de n'avoir pu, en presque six mois, entendre qu'une seule fois, et plutôt brièvement, M. Dumas en commission des affaires étrangères. Même l'organisation du débat de mardi, qui relève pourtant de la tradition, a dû être demandée avec quelque insistance, bien que le ministre ait ouvert son discours en remerciant les députés de l'occasion ainsi offerte au gouvernement de s'expliquer sur sa politique étrangère. Un discours qui avait la saveur et le prix des choses rares, mais non, hélas ! un contenu d'une équivalente richesse.

Les parlementaires ne sont pas, il est vrai, les seuls à bénéficier, si l'on peut dire, de la très grande discrétion du ministre des relations extérieures. Les journalistes français et étrangers en poste à Paris se souviennent, par

exemple, avec quelque regret, de la brièveté de l'intervention de M. Dumas lors du déjeuner de l'Association de la presse diplomatique avait organisé pour l'entendre au Mans dernier, et que la ministre, entre deux rendez-vous, a dû abréger au raison d'un emploi du temps incontestablement surchargé.

Situation d'autant plus frustrante, pour les uns et pour les autres, que, manifestement, ce n'est pas par manque d'informations que M. Dumas en donne lui-même si peu. Succédant à un titulaire du Quai, M. Cheysson, qui s'était acquis la réputation de parler un peu trop, et d'une façon qui n'enchantait pas nécessairement l'Élysée, le brillant avocat et ami personnel du président se serait-il découvert, sur le tard, une vocation pour le mutisme ?

On aura tout de même appris, il est vrai, au détour d'une phrase rajoutée à son discours au tout dernier moment, que M. Gorbatchev viendrait probablement à Paris avant la fin de l'année. Puis, très tard dans la soirée, que la France serait prête à recevoir une délégation jordanienne-palestinienne, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies (ou peut-être au titre de la CEE, mais la présidence italienne du conseil européen serait, dans ce cas, plus indiquée).

Il n'empêche : on aimerait entendre M. Dumas plus souvent. Et l'entendre dire plus de choses. Pas seulement au Palais-Bourbon.

B. B.

M. Couve de Murville : l'hypothèse communiste

M. Maurice Couve de Murville n'a pas critiqué cette position française sur l'IDS, au contraire ; mais il en voit la justification dans l'évolution de la politique intérieure. Pour lui, tant que le PS était allié au PCF, la France a été contrainte à « un zèle atlantiste » comme « jamais depuis la lointaine IV^e République », et elle n'a plus entretenu avec l'Union soviétique, « comme cela était cependant devenu normal depuis plus de quinze ans, des relations entre dirigeants au plus haut niveau ». Pour l'ancien ministre des affaires étrangères, ce n'est que « libéré de l'hypothèse communiste » que le pouvoir a pu « reprendre contact avec la Russie et se raidir avec Washington ». En tout cas, à propos de la « guerre des étoiles », M. Couve de Murville a reconnu « qu'il n'existe aucune raison pour nous d'être associés au projet dans les conditions proposées par Washington ».

L'UDF a une position diamétralement opposée. M. Florence d'Harcourt (app. UDF, Hauts-de-Seine) a déclaré : « Vous créez de toutes pièces une querelle entre alliés occidentaux et, surtout, entre Européens, alors qu'il y aurait là une source nouvelle de collaboration et de renforcement de la solidarité occidentale (...). Ce projet redonnerait aux alliés du pacte atlantique, solidaires, l'initiative qu'ils ont perdue depuis longtemps dans le dialogue Est-Ouest. » De plus, pour

La responsabilité financière des architectes est allégée

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 11 juin en deuxième lecture, le projet de loi sur la maîtrise d'ouvrage public et ses rapports avec les maîtres d'œuvre privés. Comme en première lecture, l'opposition a voté contre, et le PC s'est abstenu (le Monde des 14 et 18 décembre 1984). L'Assemblée, comme le souhaitait M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, et M. Guy Malandain (PS, Yvelines), rapporteur de la commission de la production, n'a pratiquement retenu aucune des modifications apportées par les sénateurs (le Monde du 23 mai 1985).

Eo revauche, l'Assemblée a adopté quelques ajouts au texte qu'elle avait voté en première lecture l'hiver dernier. A l'initiative du gouvernement, elle en a étendu la portée aux équipements industriels. Elle a rangé parmi les maîtres d'ouvrage concernés certains syndicats mixtes. Comme le souhaitait M. Malandain, elle a prévu que, même si la législation ne l'y oblige pas, le maître d'ouvrage devra consulter les personnes concernées par la construction envisagée.

Surtout, à la demande de M. Quilès, l'Assemblée a adopté des dispositions qui auraient dû figurer dans la loi sur l'architecture, que finalement le gouvernement a

renoncé à déposer. Il s'agit donc de simples modifications à la loi de 1977 dont l'essentiel reste en vigueur. Les nouvelles dispositions vont dans le sens de ce que souhaitent les architectes : ils pourront constituer des sociétés impersonnelles à responsabilité limitée dont le statut est en cours de discussion parlementaire, ce qui leur évitera d'être responsables sur tous leurs biens propres pour les incidents financiers de leurs activités professionnelles.

De même, lorsqu'ils constitueront des sociétés commerciales d'architecture sous forme de sociétés anonymes ou de sociétés anonymes à responsabilité limitée, ils ne seront plus responsables sur l'ensemble de leur patrimoine de leur acte professionnel. Les architectes enseignants pourront accomplir des activités de conception architecturale et de maîtrise d'œuvre avec leurs étudiants dans le cadre de leur activité pédagogique.

Enfin, la loi sur l'enseignement supérieur pourra s'appliquer aux écoles d'architecture même sans l'avis conforme de leur conseil d'administration, contrairement à ce que cette loi prévoyait pour toutes les écoles d'enseignement supérieur.

Th. B.

le 14 Juin
le COLONEL SPARTACUS
dans son livre
OPÉRATION MANTA
révélera la vérité sur
"la drôle de guerre du Tchad"
1983/1984
Plon

LES ESPACES SONT PLUS GRANDS
A NOUVELLES FRONTIÈRES

PARIS
TORONTO
aller-retour
1950 F
vol du 21 juin

nouvelles frontières
66, boulevard Saint-Michel 75006 Paris 634 55 30

هكذا من الأصل

IDEE NATIONALE

M. Gorbatchev

Les socialistes se retrouvent tous les jours...
M. Gorbatchev a réaffirmé la relation...
Les socialistes se retrouvent tous les jours...
M. Gorbatchev a réaffirmé la relation...
Les socialistes se retrouvent tous les jours...
M. Gorbatchev a réaffirmé la relation...

La responsabilité financière
des architectes est allégée

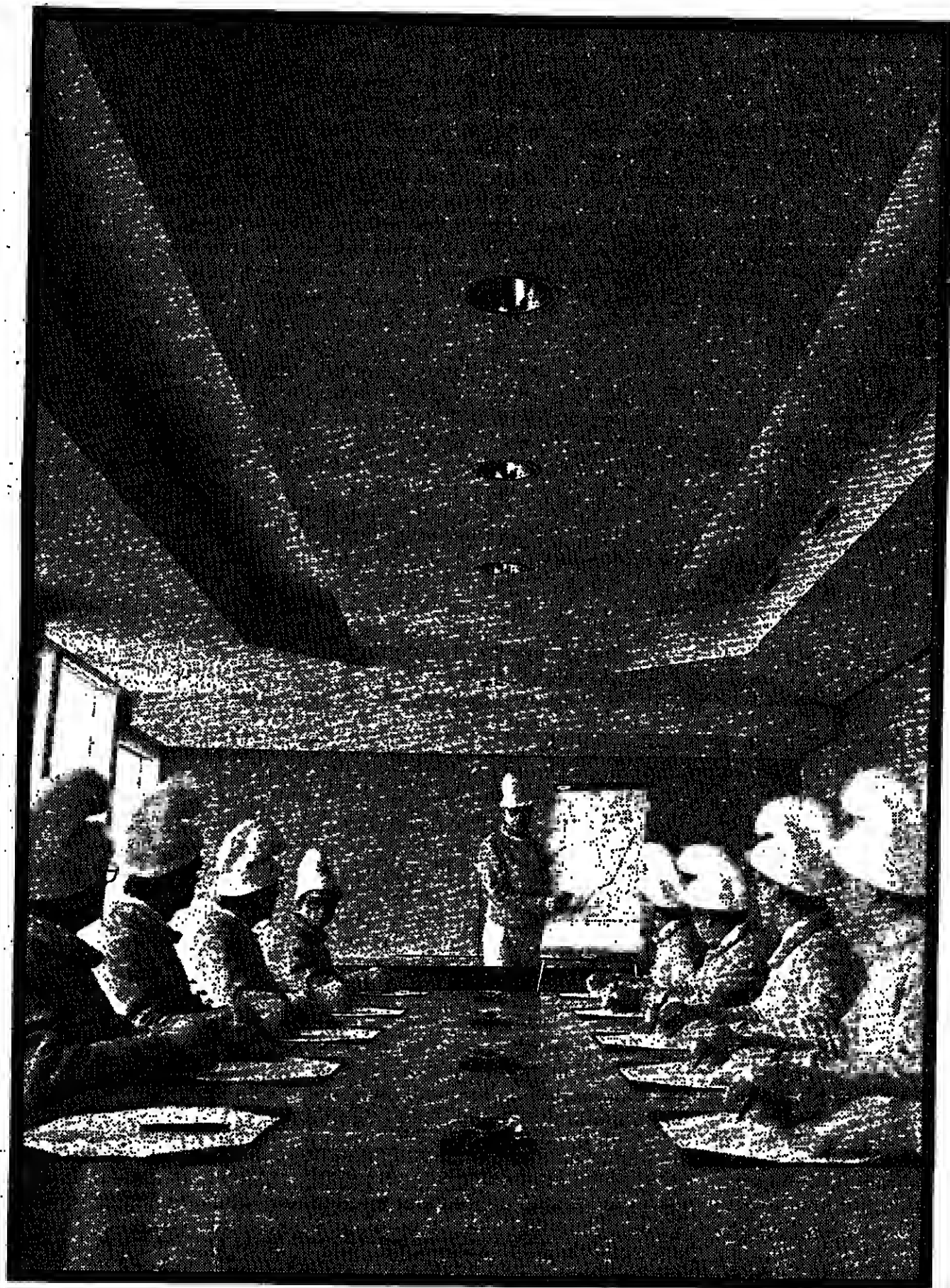
La responsabilité financière des architectes est allégée...
La responsabilité financière des architectes est allégée...
La responsabilité financière des architectes est allégée...
La responsabilité financière des architectes est allégée...

PLUS GRANDS
FRONTIERES



FRONTIERES
134 55 30

Inutile d'avoir une cervelle de schtroumpf pour comprendre le redémarrage économique lorrain.



Il vous suffit d'être
français, allemand, belge,
japonais ou simplement vous-
même, pour apprécier ou
encore profiter du redémar-
rage économique lorrain.

Que se passe-t-il en
Lorraine actuellement ?

Le lancement d'une
idée consistant à implan-
ter un parc d'attraction
schtroumpf a fait large-
ment son chemin dans
l'esprit des médias, du public
et des principaux intéres-
sés : les lorrains.

Mais ce parc n'est pas tout. A preuve, le mouvement embrayé depuis
plusieurs années par bon nombre de grandes entreprises françaises et étran-
gères qui se sont installées ou s'installent en Lorraine. Renault, Citroën, Peugeot,
Clarion, Cilas-Alcatel, Thomson, U.A.P. sont aujourd'hui présentes dans la
région. Le sens de l'accueil, une longue tradition de travail bien fait, un éven-
tail de compétences humaines qui ont su se renouveler, un niveau de produc-
tivité extrêmement concurrentiel, une expérience industrielle exception-
nelle : telles sont sans doute les principales raisons de ce renouveau économique.

entières au service des industriels désireux de s'installer en Lorraine.

Vous voyez que ce n'est pas bien schtroumpf de comprendre le renouveau
économique lorrain. Et que c'est encore moins schtroumpf d'en profiter.

LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU GROUPE SACILOR
SOLODEV. TEL : 16 (8) 736.12.11
SODILOR. TEL : 16 (8) 285.32.01

**GROUPE
SACILOR**

C'est aussi le printemps pour la Lorraine.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU PS

Les « si » de M. Jospin

De notre envoyé spécial

Metz. — M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, après avoir passé une partie de la journée du mardi 11 juin au Parlement de Strasbourg, participait à Metz à une rencontre avec la presse locale, puis à un dîner-débat avec des élus et des militants socialistes. Il a précisé ses positions sur la préparation des élections législatives de 1986 et sur l'attitude à adopter vis-à-vis du PCF.

M. Jospin a réaffirmé qu'il convient, pour les élections législatives, d'ouvrir les listes du PS « de façon raisonnée ». Si le premier secrétaire du PS a cité le MRG et les noms de M. Huguette Bouchardau, ou de M. Olivier Stira, il estime qu'il n'y a pas de force politique, à gauche ou au centre, qui justifie cette ouverture à « vingt, trente ou quarante personnes ». M. Jospin estime, de surcroît, que les personnalités que le PS peut accueillir sur ces listes ne lui apporteront pas « 5 % ou 10 % » de voix supplémentaires.

Dans ces conditions, M. Jospin est franchement hostile à toute idée de « dissolution » du PS dans un « front républicain », où le mot « socialiste » n'apparaîtrait pas, ce qui serait faire peu de cas des efforts accomplis pour « reconstituer une grande force socialiste en France ».

A propos des élections elles-mêmes, M. Jospin affirme en substance : « si le PS est à 30 %, si le PC

se ressaisit un peu, si donc la gauche est relativement proche de la majorité, si la droite classique n'a pas à elle seule la majorité et que l'extrême droite est maintenue hors du jeu politique, alors nous serons capables d'entraîner derrière nous, de créer une dynamique au Parlement, et le PS pourra conduire une politique sur la base de ses propres propositions ».

Parlant de la direction du PCF, M. Jospin a estimé qu'elle « revient à son discours d'avant 1981, à sa tentation ancienne de la division ». M. Jospin a souligné qu'en 1986, « il y aura un choix à faire sur la politique économique et sociale » entre la droite et la gauche et que la direction du PC, ses militants et son électeurat, devront se situer clairement. En attendant, M. Jospin ne souhaite « pas de guéguerre du PS en direction du PC ». Ainsi, il regrette la mise en cause, dans l'Unité, de l'attitude de M. Georges Marchais pendant l'Occupation (le Monde daté 9-10 juin).

Pour M. Jospin, c'est « typiquement ce qu'il ne faut pas faire ». Face à la politique « sectaire, dure, critique, anti-unitaire » du PCF, M. Jospin affirme que si « une certaine euphorie unitaire » a vécu, le PS doit cependant rester fidèle à « l'esprit unitaire » de son congrès constitutif d'Épinay, en 1971.

J.-L. A.

LA PROCÉDURE DE DÉSIGNATION DES CANDIDATS

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a rappelé, mardi 11 juin à Metz, que la procédure de désignation des candidats du parti pour les élections législatives et régionales « n'est pas ouverte » dans les fédérations. L'adoption définitive des listes se fera soit au congrès, soit lors d'une convention nationale extraordinaire. Le choix n'est pas dénué d'implications politiques, dans la mesure où la constitution des listes, et notamment la représentation des minorités du parti, est l'un des éléments actuellement en débat au sein du PS.

Une commission chargée de déterminer une méthode de constitution des listes électorales du PS a été créée pour tenter de trouver une solution acceptable par tous. Après un premier constat de désaccord (en particulier avec les rocardiers sur le rôle respectif des commissions exécutives fédérales et des militants) devant le bureau exécutif (le Monde daté 19-20 mai), cette commission de la méthode a donné naissance à une commission élargie, qui se réunit tous les jeudis, afin d'effectuer un « tour de France » des situations électorales.

Samedi 15 juin, les premiers secrétaires fédéraux du PS seront consultés et le comité directeur, le 6 juillet, devrait en principe dégager une proposition de procédure.

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

« Si nous gagnons les législatives, nous ferons disparaître aussitôt le statut Fabius », déclare M. Dick Ukeiwé

Dans une interview publiée par la Croix daté du 12 juin, le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, M. Dick Ukeiwé, déclare : « Si nous gagnons les législatives en 1986, nous ferons disparaître aussitôt le statut Fabius et organiserons un référendum avec cette question : « Voulez-vous, oui ou non, rester Français ? ». Le sénateur RPR ajoute

que, en attendant, son parti, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République, « si tout se passe normalement, atteindra la barre des 70 % », élections régionales qui auront lieu sans doute le 8 septembre. Mais, a-t-il ajouté : « Nous ne participerons à ce scrutin qu'à condition que les électeurs puissent voter librement. »

La « résistance » de M. Lafleur

Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Lafleur, a raconté « sa » Nouvelle-Calédonie aux militants RPR des Hauts-de-Seine conviés, mardi soir 11 juin, à un dîner-débat organisé par le maire de Levallois-Perret, M. Patrick Balkany. Le député du territoire a fait huer la « promotion-évaluation » de M. Edgar Pisani, qui, a-t-il dit, a remplacé à la conduite du dossier « M. Fabius, M. Rénier ». Evoquant sa courte expérience parlementaire, il a souligné : « Avec les députés socialistes je croyais avoir tout vu, mais quand j'ai vu Pisani alors j'ai compris qu'il pouvait y avoir beaucoup plus mal... On ne pouvait pas trouver plus mal, plus mauvais, plus infatué de lui-même que Pisani ».

M. Lafleur a affirmé à son auditoire que le gouvernement envoyait généralement en Nouvelle-Calédonie « des ratés à qui l'on promet des fonctions ». Selon lui, le successeur de M. Pisani appartenait à cette catégorie : « M. Wibaux avait demandé à aller au Liban, quelques mois après il a demandé à en repartir. Il avait un besoin urgent de trouver une place ». Le député RPR n'accorde donc pas grand crédit au nouveau haut commissaire : « S'il n'est pas aussi mauvais que Pisani,

il n'est certainement pas très bon parce qu'il applique la politique du gouvernement, c'est-à-dire qu'il a pour mission de conduire la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance. Qu'il le fasse avec prudence et aussi plus de diplomatie, cela me paraît évident, mais il faut le voir à l'ouvrage... »

Cet avis tombait à pic ! Sur le coup de 22 heures, en effet, le président du gouvernement territorial, M. Ukeiwé, revenu le jour même à Nouméa, est intervenu dans le débat en direct, par la grâce du téléphone, et, après avoir exprimé la volonté « des Mélanésiens loyalistes » de « rester des hommes libres », le sénateur RPR a justement demandé à son collègue parlementaire quelle attitude il devait adopter à l'égard du successeur de M. Pisani : « J'en profite pour te dire que Wibaux a demandé que je le reçoive, cet après-midi, à mon bureau. Qu'est-ce que tu me conseilles de faire ? ».

M. Lafleur a concilié à M. Ukeiwé de se montrer conciliant dans la mesure où « il y a un progrès par rapport à Pisani... ».

Cela dit, M. Lafleur compte beaucoup sur l'appui de l'opposition métropolitaine pour combattre « ce gouvernement qui a condamné la population calédonienne par idéologie et par fantasmes ». Au passage il a remercié chaleureusement M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, pour son appui constant. Souhaitait-il que ses amis descendent dans la rue à Paris, comme ils l'avaient fait dans la « guerre » scolaire ? « Mon espoir est que les métropolitains le fassent », répond-il.

Le président de la République ne mérite-t-il pas, au fond, d'être traduit devant la Haute Cour de justice ? « Ça vaut effectivement la Haute Cour », dit-il.

Dans l'immédiat le mouvement anti-indépendantiste va s'employer à remporter les élections régionales, pour « survivre » ensuite jusqu'à

l'échéance législative de 1986 : « Alors, si l'opposition gagne, la Nouvelle-Calédonie sera sauvée. Mais elle ne pourrait certainement pas survivre à cinq ans de plus de socialisme abruti. Nous sommes déterminés à résister jusqu'en mars 1986, au-delà je ne sais pas ce que nous sommes capables de faire... »

Existe-t-il chez ses partisans locaux la tentation du terrorisme ? « Oui », déclare M. Lafleur, « il y a des gens qui sont tentés par la violence et je le redoute. Je souhaite qu'on mette un terme à la violence mais il ne doit pas y avoir deux poids et deux mesures. Il faut commencer par arrêter ceux qui sont à l'origine de ces violences. »

Le député RPR condamne les fabricants de bombes et les racketteurs arrêtés ces jours derniers à Nouméa : « Nous n'avons rien à voir ni avec les racketteurs, ni avec les gens qui posent des bombes. Ceux qui viennent d'être arrêtés aient été démasqués, tant mieux ! »

En revanche, le président du RPR estime que l'inculpation du chef du service d'ordre de son parti, M. Henri Morini, accusé de complicité dans une tentative de vol, n'est qu'« une provocation de plus de la part du haut-commissariat ». M. Lafleur défend son collaborateur en affirmant que celui-ci, contrairement à la plainte déposée contre lui par M. Pisani après les affrontements du 8 mai à Nouméa, a joué, ce jour-là, un rôle modérateur.

Pour le député RPR, qui demeure, c'est le pouvoir socialiste qui génère la violence. Il en veut pour preuve son cas personnel : « Je vous assure que je suis un modéré, un non-violent. Ils ont fait de moi un agitateur qui n'est plus disposé à tout subir sans réagir ! »

M. Lafleur a été encouragé à persévérer par l'assistance, et le maire de Levallois-Perret lui a remis la médaille de sa ville.

ALAIN ROLLAT.

Nouvelles brèves

● L'Élysée et Matignon associés à la préparation du « contrat de législature » du PS. — Un représentant de l'Élysée et un représentant de l'Hôtel Matignon participent au groupe de travail d'une trentaine de dirigeants et d'experts du PS qui est chargé d'élaborer le « contrat » de législature que le PS doit adopter lors de son prochain congrès, ou lors d'une convention nationale extraordinaire quelques semaines après le congrès de Toulouse. M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS, chargé des études, dirige ce groupe de travail.

● Post-scriptum. — M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS chargé des études, a présenté, lundi 10 juin, une nouvelle publication du PS, intitulée Post-scriptum, qui vise à « corriger », quand le besoin s'en fera sentir, les chiffres mis en avant par les dirigeants de l'opposition. Le premier numéro de Post-scriptum présente des « corrections » à l'« état économique et social de la France » établi par M. Raymond Barre et au « pacte pour la France » du RPR.

De son côté, M. Jospin, premier secrétaire du PS, a annoncé, mardi 11 juin à Metz, que le PS va diffuser, à des centaines de milliers voire à un million d'exemplaires une analyse critique simple, en deux ou quatre pages, des propositions de l'opposition.

● M. LABBÉ : listes séparées. — M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a souligné, mardi 11 juin, que « la proportionnelle oblige chacun à se présenter sous ses propres couleurs ». Par conséquent, il y aura « peut-être » des listes d'union de l'opposition dans certains départements, mais, ceux-ci seront « largement minoritaires ». « En raisonnant plus large, nous rattrapons mieux (...). Nous n'allons pas vers une confédération RPR-UDF ».

● M. BOUCHARDEAU : pas question de rejoindre le PS. — « La droite a confisqué une partie du marché intérieur des idées, il est anormal que, pendant ce temps-là, la gauche s'occupe seulement de gérer les affaires du pays », a déclaré le 11 juin à Besançon M. Huguette Bouchardau, ministre de l'environnement. L'ancienne dirigeante du PSU a estimé qu'elle n'entend pas rejoindre le PS parce que sa présence au sein de celui-ci « ne ferait pas, a-t-elle précisé, avancer le débat politique ». — (Corresp.)

ERRATUM. — Une coquille a déformé les statistiques sur les acquisitions « automatiques » de nationalité, dans la première édition du Monde du 12 juin. Il fallait lire : « En 1983, les articles 23 et 44 n'auraient « produit » respectivement que vingt mille et dix-sept mille nationalités françaises ».



L'AMOUR PAR MINITEL : LES SECRETS DES MESSAGERIES CONVIVIALES.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

VIVRE EN BANLIEUE

Envoyez 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 120 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Contrôle de constitutionnalité et délimitation des compétences

TABLE ANALYTIQUE DES DÉCISIONS 1958-1984

Publié sous le haut patronage du Conseil constitutionnel

Toute la jurisprudence du Conseil constitutionnel de 1959 à 1984 :

- présentée de façon ordonnée ;
- chaque solution dans le cas d'espèce ;
- trois index pour faciliter la recherche.

« Un guide bientôt indispensable à tous les juristes et politistes. » — L. FAVOREU.

« Un ouvrage indispensable pour qui veut savoir comment se développe l'Etat de droit. » — O. DUHAMEL.

Imprimerie nationale - 300 F
Vente directe dans les magasins de l'imprimerie nationale ou par correspondance : Boîte postale 637, 95806 DOULAI CEDEX.

VOL PARIS-TORONTO SANS ESCALE. TOUS LES PACHAS SONT LÀ !

Ils y viennent tous. Vous y viendrez aussi. Comme tous les pachas. Paris-Toronto sur Air Canada en Première Classe et Classe Affaires, c'est fait pour vous. Vous que le luxe et la volupté attirent irrésistiblement. Vous pour qui la bonne chère et le confort moelleux sont les ingrédients indispensables à un bon vol. Alors, vous êtes prêts pour Paris-Toronto? C'est tous les jeudis, samedis et dimanches. Et même les vendredis entre le 21 juin et le 6 septembre. Départ de Paris 14 h 25. Arrivée à Toronto 16 h 25. Entre temps, vous aurez fait une véritable croisière. Comme des pachas. Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

AIR CANADA 
Les plus exigeants nous choisissent.

société

JUSTICE

LE RAPPORT DES EXPERTS MÉDICAUX SUR L'AFFAIRE DE L'HOPITAL DE POITIERS

Nicole Berneron est morte après une insufflation massive de protoxyde d'azote due à un sabotage au respirateur

M. Pierre Hovner, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Poitiers, dispose aujourd'hui du rapport de synthèse du collège des experts sur les causes de la mort, voici plus de sept mois, de Nicole Berneron, l'hôpital de Poitiers. Deux médecins anesthésistes-réanimateurs sont toujours inculpés d'assassinat et le chef du département d'anesthésie-réanimation de l'établissement, d'homicide involontaire. Ce rapport de syn-

thèse cosigné par les neuf experts, est le fruit d'un long travail expérimental, une véritable première, ayant pour but d'établir, le plus scientifiquement possible, les causes de la mort de Nicole Berneron (1).

Il est acquis que le collège conclut à un décès par asphyxie secondaire à une insufflation massive de protoxyde d'azote par, insufflation rendue possible par une inversion des

tuyaux sur le respirateur pratiquée avant l'intervention chirurgicale.

Ce nouvel élément contredit totalement les conclusions des deux spécialistes parisiens d'anesthésie-réanimation qui, dans un document officiel, estimaient qu'une telle hypothèse n'était guère solide. Il survient aussi après le rapport de synthèse des policiers chargés de l'enquête qui concluait à la culpabilité du docteur Diallo.

De simples présomptions

De notre envoyé spécial

Les défenseurs du docteur Diallo entreprennent alors de démontrer que de telles conclusions étaient scientifiquement infondées. Ils demandent à deux spécialistes d'anesthésie-réanimation - les professeurs Pierre Viars (groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière) et André Lienhart (hôpital Saint-Antoine) - de rédiger un rapport scientifique sur cette question. Au vu des pièces du dossier de la défense, ces deux spécialistes devaient alors conclure que l'hypothèse retenue par les professeurs Lassner et Cara n'était « ni la seule, ni la plus probable ». Et pourtant, précisément, c'est cette hypothèse que retient le collège des neuf experts, hypothèse retenue après que le collège eut, sur la demande du juge, entendu les docteurs Diallo et Archambeau, ainsi que les professeurs Viars et Lienhart.

Travail expérimental

Il restait à expérimenter le plus scientifiquement possible le résultat des analyses initiales des docteurs Le Breton et Garat. Ces derniers avaient établi, au départ, que la saturation du sang de Nicole Berneron en protoxyde d'azote ne correspondait pas à 6,2 % de la saturation complète. Déjà les professeurs Lassner et Cara concluaient, le 4 janvier dernier : « Les gaz inhalés par M^{me} Berneron contenaient bien une trop forte proportion de protoxyde d'azote, alors que le débit-mètre de protoxyde d'azote du respirateur se trouvait fermé. C'est-à-dire que l'inversion des tubes souples conduisant les gaz au respirateur a bien été antérieure à l'anesthésie de M^{me} Berneron ».

Les conclusions catégoriques de collège des experts s'appuient aussi sur un long travail expérimental tendant à établir, le plus précisément possible, qu'elle était la concentration de protoxyde d'azote dans le sang de Nicole Berneron au moment de sa mort. Des expériences ont ainsi été menées sur le chien et les prélèvements sanguins ont été faits sur un malade anesthésié dans un grand service parisien « de manière, nous a-t-on précisé, à établir la cinétique des concentrations en protoxyde d'azote dans le sang et dans l'air expiré aux différents stades d'une anesthésie conduite normalement ».

« Au total, nous a confié un expert, le décès de M^{me} Berneron est bien la conséquence d'une insufflation massive de protoxyde par et seule l'inversion des tuyaux antérieurs à l'intervention chirurgicale permet de l'expliquer ».

Aucune preuve de culpabilité

Quelles conséquences tirera-t-on de conclusions aussi accablantes, puisque l'enquête de police a, pour sa part, établi qu'une telle inversion ne pouvait correspondre qu'à un sabotage et non être le résultat d'une erreur ou d'une intention ? Forcé est, d'une part, de constater que les conclusions du collège s'opposent à

celles du docteur Diallo, qui depuis le début de l'affaire soutient que Nicole Berneron n'est pas morte des conséquences d'une inversion des tuyaux sur le respirateur, ses défenseurs développant, pour leur part, l'hypothèse d'une asphyxie accidentelle consécutive à un défaut de ventilation et de surveillance, soulignant, par là même, la responsabilité de l'infirmité aide-anesthésiste présente dans le bloc opératoire pendant l'absence du professeur Mériel.

Conforté dans son intime conviction, le magistrat instructeur devra prendre de nouvelles décisions. On peut penser que le travail minutieux du collège des neuf experts lui permettra de refuser toute nouvelle demande de contre-expertise ou de complément d'expertise - sauf, peut-être, en matière psychiatrique - ces dernières ayant déjà été faites après la remise aux experts du rapport Viars et Lienhart.

De nouveaux interrogatoires de médecins pourraient prochainement être décidés. Reste toutefois aujourd'hui que s'il comporte bien un faisceau d'indices et de présomptions, le dossier ne contient aucune preuve formelle de la culpabilité des deux médecins inculpés d'assassinat, les policiers étant, pour leur part, convaincus de la culpabilité du docteur Diallo et pas loin de croire à l'innocence du docteur Archambeau.

Au vu des nouveaux éléments du dossier, la principale question est de savoir si les cas des deux médecins seront joints et, d'autre part, si le magistrat instructeur modifiera les chefs d'accusation. Ce n'est, en effet, pas le moindre des paradoxes soulevés par cette affaire sans précédent, que d'imaginer qu'on pourrait, en définitive abandonner l'inculpation d'assassinat pour les « voies de fait » entraînant la mort sans intention de la donner, ou pour « l'administration de substances toxiques » voire pour l'homicide involontaire.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le collège des docteurs Roger Junqua, Véronique Gasc-Villemonais (médecins légistes), Jean Payen, Philippe Babin et Louis Ordel (médecins légistes et anatomo-pathologistes), Roger Le Breton et Juliette Carat (médecins légistes et toxicologistes), Jean Lassner et Maurice Cara (anesthésiologistes).

LA COUR DE CASSATION REJETTE LES POURVOIS FORMÉS PAR DEUX MILITAIRES CORSES

La Cour de cassation a rejeté, mardi 11 juin, le pourvoi formé par Jean-Michel Rossi, un militaire corse condamné par la cour d'appel de Bastia, le 19 septembre 1984, à deux mois de prison pour détention d'armes et de munitions de première catégorie.

Jean-Michel Rossi soutenait que les policiers effectuant une perquisition, sur une commission rogatoire délivrée pour reconstitution de ligue dissoute, n'avaient pas qualité pour effectuer la saisie d'une arme et établir une procédure. Dans son arrêt, la Cour de cassation note que, si les officiers de police judiciaire, pratiquant dans un domicile une perquisition ordonnée par commission rogatoire d'un juge d'instruction, n'ont pas le droit d'y opérer une saisie se rapportant à une autre infraction, ils ont le pouvoir de constater un délit flagrant et de saisir toute pièce à conviction s'y rapportant.

Un second pourvoi formé par Jean-Michel Rossi et Remy Delaitre a également été rejeté. Il concernait un arrêt de la cour d'appel de Bastia, du 25 octobre 1984, condamnant le premier à cinq ans de prison, et Remy Delaitre à trois ans de prison, pour « destruction volontaire d'un bien immobilier par l'effet d'une substance explosive en bande organisée », à la suite d'un attentat contre une vedette de la gendarmerie de Calvi, le 5 novembre 1983.

Lisez

Le Monde
classés et documentés

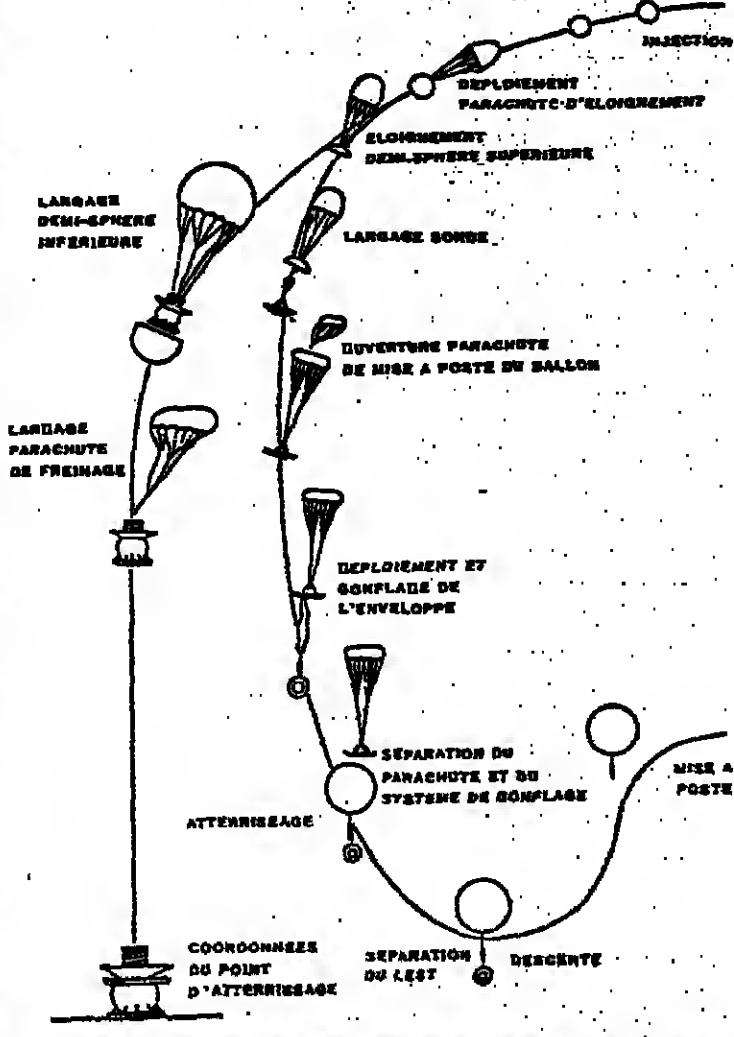
SCIENCES

UNE EXPÉRIENCE FRANCO-SOVIÉTIQUE RÉUSSIE

Le tour de Vénus en ballon

En réussissant à poser en douceur, mardi 11 juin, une plate-forme d'instruments scientifiques Vega-1, à la surface de la planète Vénus, les Soviétiques ont une nouvelle fois confirmé qu'ils étaient les cham-

ps de l'étoile du Berger. Résultat : nombre de « premières » soviétiques qui vont du premier survol de Vénus au premier atterrissage en douceur, en passant par les premiers clichés en couleur de la planète et par l'ana-



Les deux sondes Vega que les Soviétiques ont lancées en direction de Vénus se composent de deux parties : un module de descente qui pénétrera dans l'atmosphère de la planète et se posera en douceur sur le sol de Vénus et un véhicule principal qui continuera la route en direction de la comète de Halley qu'il survolera en mars 1986. La première partie de cette mission vient d'avoir lieu, et le module de descente de Vega-1 (à gauche), piloté par une descente de nuit, s'est posé en douceur sur le sol de Vénus après avoir été ralenti par un parachute.

Pas de temps auparavant, un autre parachute - dit « d'éloignement » - a arraché au module de descente un équipement composé d'un ballon-sonde (à droite) qui, après avoir été gonflé, s'est envolé en direction de la comète de Halley, séparant du module de descente, et s'est automatiquement mis à poste à une altitude comprise entre 53 et 55 kilomètres d'altitude.

plions de l'exploration de cette planète. Non que les Américains aient, dans le passé, complètement délaissé l'étude de Vénus, mais plus simplement parce que les Soviétiques ont longtemps fait de cette planète leur terrain réservé. Les chiffres dans ce domaine, parlent d'eux-mêmes, puisqu'une vingtaine de sondes automatiques ont été lancées en un peu moins de vingt-cinq ans en direction

lyse des premiers échantillons de son sol.

La plate-forme soviétique a, pendant sa descente, effectué des analyses de l'atmosphère de Vénus. Après s'être posée, elle a transmis pendant vingt et une minutes diverses informations, notamment sur la nature du sol de la planète. Comme les sondes qui l'ont précédée, elle a été, par la suite, mise hors d'usage par la température de 460 degrés qui règne au sol. Mais l'étude de Vénus continue, et c'est là une nouvelle première que les Soviétiques ont accomplie, avec l'aide des techniciens et des scientifiques français. Au cours du sa descente, l'engin a largué, avec succès, un ballon-sonde de 3,4 mètres de diamètre dans l'atmosphère de Vénus.

L'opération peut paraître banale, mais elle est en réalité beaucoup plus difficile qu'il n'y paraît. Tout d'abord en raison de la manœuvre de déploiement du ballon dont les spécialistes reconnaissent qu'elle est délicate à mener même sur Terre. Difficile aussi en raison de la présence, à l'altitude où le ballon doit se poser (entre 53 et 55 kilomètres), de nuages contenant des gouttelettes d'acide sulfurique et de vents particulièrement violents, puisque des points de 360 kilomètres-heure ont été enregistrés dans les couches les plus hautes de l'atmosphère vénusienne.

Aussi ce ballon fabriqué par les Soviétiques et porté d'expériences françaises, a-t-il peu de chances de résister à de telles agressions au-delà de soixante heures. C'est ce que devait confirmer rapidement le réseau de poursuite au sol (vingt radiotélescopes sur les cinq continents) que la communauté internationale a mis en alerte pour suivre le ballon largué par la sonde Vega-1 : pour suivre aussi celui qui sera largué le 15 juin par la sonde Vega-2, laquelle est déjà dans la banlieue de Vénus. De ce suivi de trajectoire, sur environ 10 000 kilomètres, et du dépouillement des mesures faites par les appareils installés dans la nacelle des ballons, pourra-t-on déduire, outre les conditions exactes régnant dans l'atmosphère de la planète, l'origine du phénomène de super-rotation des nuages de Vénus : ceux-ci tournent, en effet, considérablement plus vite que le globe lui-même. C'est toute la question.

J.-F.A.

AU CONSEIL DE L'EUROPE

25 000 francs de dédommagement pour... un meurtrier

C'est, apparemment, le monde à l'envers. Un meurtrier, un Français, recevra bientôt 25 000 francs de dédommagement pour n'avoir pas été jugé assez tôt par la justice italienne. 25 000 francs qui seraient pu aller aux parents de la victime, à la veuve, à l'orphelin.

Les faits datent de 1976. Recherché en France pour un meurtre et une tentative de meurtre, un chauffeur de taxi de Clermont-Ferrand, Daniel Vallon, est arrêté à Gènes, en Italie, où il s'est enfui. Au gouvernement français qui réclame son extradition, la justice italienne dit « non ». En France, Daniel Vallon risque la guillotine, un supplice qui existe en Italie, pays foncièrement abolitionniste, un haut-le-cœur. Petite leçon d'humanité...

Daniel Vallon sera donc jugé en Italie. Mais le procès se fait attendre. L'instruction traîne en longueur. Les commissions rogatoires délivrées par la justice italienne à la magistrature française tardent, retardées par de multiples détours. En 1982, Daniel Vallon est enfin jugé. Il écope de quatorze ans d'emprisonnement. Six ans après les faits !

C'est beaucoup de temps, surtout pour une affaire aussi simple. Habituellement convoqué, Daniel Vallon se voit la Commis-

sion de Strasbourg. Ce n'est pas la première fois que celle-ci est saisie d'une telle affaire, fondée sur l'article 5 de la convention européenne des droits de l'homme qui prévoit qu'un détenu a le droit d'être jugé dans un délai raisonnable ».

Après d'autres détours, le dossier arrive entre les mains des juges de la Cour de Strasbourg. Lucke, l'Italie préfère arrêter les faits. Elle offre 6 millions de lires de dédommagement à Daniel Vallon, dont 1 million est allé à son avocat. De quoi améliorer l'ordinaire du meurtrier dans la geôle italienne, où il est toujours incarcéré.

La courte histoire de la Cour européenne des droits de l'homme a été émaillée de condamnations de ce genre pour non-observation du « délai raisonnable ». Cette affaire a toutefois la mérite de rappeler aux magistrats italiens comme à leurs collègues français qu'on ne détient pas des années sans juger une personne présumée innocente. Le respect de cette présomption d'innocence peut paraître un luxe de pays démocratiques, surtout quand il apparaît a posteriori que le présumé innocent est coupable. Mais la démocratie n'a pas de prix.

BERTRAND LE GENDRE.

VACANCES D'ÉTÉ
LE PLUS ANCIEN SPECIALISTE DES SEJOURS LINGUISTIQUES
O.S.F.B. depuis 1928
accueillie les jeunes, en
• Grande-Bretagne • Allemagne
• Espagne • États-Unis
PENDANT TOUTE L'ANNÉE
SESSIONS INTENSIVES POUR ADULTES
DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE
RICHARD ORGANIZATION OSFB
7 rue de l'Eperon 75006 PARIS - Tél. (1) 325.76.31 M^{me} ODEON

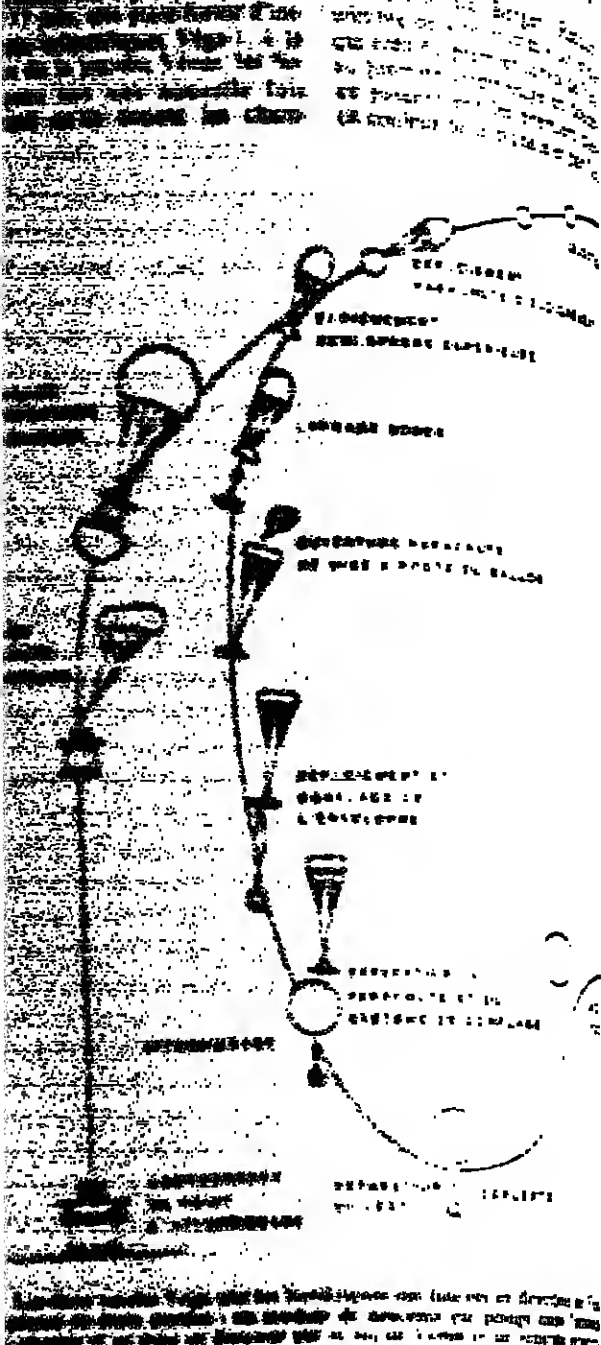


هكذا من الأصل

SCENES

L'EXPERIENCE FRANCO-SOVIETIQUE PÉLOUSE

Le tour de Vénus en ballon



Le tour de Vénus en ballon, une expérience franco-soviétique, a été menée à bien. Le ballon, qui a été rempli d'hydrogène, a été lancé à bord du vaisseau spatial Vénus 15. Le ballon a survécu à la descente et a été récupéré par le vaisseau spatial Vénus 16. L'expérience a permis de recueillir des données précieuses sur l'atmosphère de Vénus.

Le tour de Vénus en ballon, une expérience franco-soviétique, a été menée à bien. Le ballon, qui a été rempli d'hydrogène, a été lancé à bord du vaisseau spatial Vénus 15. Le ballon a survécu à la descente et a été récupéré par le vaisseau spatial Vénus 16. L'expérience a permis de recueillir des données précieuses sur l'atmosphère de Vénus.

MÉDECINE

SELON UNE ENQUÊTE NATIONALE

Un donneur de sang sur mille a été en contact avec le virus du SIDA

Selon une étude du centre de transfusion de l'hôpital Cochin, cinq donneurs de sang sur mille seraient porteurs d'anticorps dirigés contre le LAV, le virus du SIDA. Cette enquête a porté sur sept mille cinq cents donneurs, parmi lesquels on a retrouvé trente-huit cas séro-positifs. Une autre enquête, faite par le Centre national de transfusion sanguine, sera publiée dans quelques jours. Elle montre que la proportion de donneurs positifs est plus faible (0,1 %) qu'à l'hôpital Cochin. Le recrutement de cet hôpital, situé au centre de Paris, pourrait en partie expliquer la différence.

« L'inconscience des pouvoirs publics »

Ces résultats signifient tout d'abord que, dans un certain nombre de cas, des anticorps dirigés contre le virus du SIDA sont transmis à des malades par l'intermédiaire d'une transfusion sanguine. Une simple projection mathématique faite à partir de l'étude de Cochin montre, selon le docteur Leibowitch, de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, qu'environ cinquante personnes habitant la région parisienne reçoivent chaque semaine du sang séro-positif. Un chiffre que les responsables de la transfusion sanguine jugent crédible. L'examen du sang de ces donneurs signifie donc la trace d'une rencontre avec un virus, et non avec une maladie. Cette distinction est capitale, puisque la majorité des patients porteurs d'anticorps anti-LAV ne seront jamais atteints de SIDA.

Cela dit, il existe un risque — très minime mais réel — de

transmission de la maladie par l'intermédiaire d'une transfusion. Un risque suffisamment important pour que les responsables de la santé en France se décident à accélérer la mise en place d'un dépistage systématique des porteurs d'anticorps anti-LAV dans les centres de transfusion sanguine. « La commission nationale de transfusion sanguine se réunira le 20 juin », nous a confirmé le professeur Jacques Raux, directeur de la santé, « et les autorisations d'agrément des trousseaux de dépistage seront très vite délivrées. La situation devrait donc s'améliorer dans les semaines qui viennent. »

N'aurait-on pas pu accélérer les choses et mettre en place plus tôt, fin-août en utilisant des trousseaux de diagnostic américains, ce dépistage systématique ? A la direction générale de la santé, on fait valoir qu'à l'époque, la stoeck de trousseaux français préparés par l'Institut Pasteur était insuffisant. Décider d'une telle stratégie préventive systématique pour très vite se retrouver en situation de manque de réactifs aurait été une mauvaise solution, affirmait-on. Une attitude vigoureuse combattue par le docteur Leibowitch, qui dénonça « l'inconscience des pouvoirs publics ».

Tous les spécialistes que nous avons interrogés recommandent un dépistage systématique dans les centres de transfusion sanguine. A leur avis, le coût de ce dépistage — environ 120 millions de francs par an — ne devrait pas servir de prétexte à un nouveau retard.

FRANCK NOUCHI.

HÉROÏNE D'UN COMBAT POUR L'EUTHANASIE

Karen Quinlan meurt aux Etats-Unis après dix ans de coma

Karen Quinlan, la jeune Américaine âgée de vingt et un ans qui avait sombré dans le coma le 15 avril 1975, à la suite de l'absorption de drogues et d'alcool, est décédée dans la nuit du 11 juin à la clinique de Morris Plains dans le New-Jersey, où elle avait été transportée en mars 1976. Son cas avait défrayé la chronique internationale.

Les médecins du service hospitalier où elle avait été transportée au moment du drame avaient mis en œuvre tous les moyens modernes de réanimation permettant à la jeune fille de survivre artificiellement, en dépit de lésions cérébrales graves et irréversibles. Ses parents s'étaient heurtés à un refus du corps médical lorsqu'ils avaient demandé qu'il soit mis fin à ces moyens « extraordinaires » pour que leur fille puisse connaître une mort digne salvatrice.

Un procès fut dès lors intenté, à la suite duquel la Cour suprême de l'Etat de New-Jersey autorisa, en octobre 1975, le transfert de Karen Quinlan dans un établissement privé choisi par les parents, et le débranchement des appareils de réanimation. Après recours en appel des équipes médicales soignantes, ce transfert avait eu lieu en mars 1976, et Karen Quinlan survécut donc dix ans, toujours dans le coma, de manière végétative.

Une polémique passionnée avait suivi cette affaire, qui devait, pour une bonne part, motiver les larges débats législatifs et réglementaires conduits dans divers Etats ou centres hospitaliers américains. Débats qui ont rapidement conduit l'Etat de Californie à adopter une législation permettant aux patients de refuser certains traitements et même de ré-

diger au cours de leur existence des notes ayant valeur contraignante pour les médecins. Les directives ultérieures de l'Académie médicale suisse, tout comme les « recommandations aux gouvernements » du Conseil de l'Europe, s'inscrivent dans cette même ligne, qui consacrait le « droit des malades » sur leur propre corps, sur leur propre mort et sur les entreprises thérapeutiques des médecins.

En janvier dernier, la Cour suprême du New-Jersey tirait les conséquences logiques de la notion du droit à une mort digne en spécifiant — à propos d'une personne de quatre-vingt-quatre ans — que le corps médical pouvait non seulement débrancher le respirateur mais interrompre toute nutrition par tube de gavage chez les moribonds inconscients. Une telle initiative avait provoqué une tempête en Suisse en 1975, lorsqu'un chef de service hospitalier à Zurich, le professeur Haemmerli, avait été accusé d'euthanasie et suspendu de ses fonctions, pour avoir laissé mourir « en paix » des malades âgés et inconscients dans son service...

Rappelons que les parents de Karen Quinlan (qui se trouvaient dans une situation juridique difficile, la jeune fille étant majeure) avaient été soutenus dans leur combat par un certain nombre de prêtres catholiques, qui témoignèrent à leurs côtés en faveur du droit à la mort digne.

Jusqu'au bout ils se rendirent chaque semaine au chevet de leur fille, en dépit de l'éloignement de la clinique où elle se trouvait.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

RELIGION

Deux évêques français s'associent à un manifeste contre « l'enterrement de Vatican II »

A quelques jours de la sortie en France du livre controversé du cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, *Entretiens sur la foi*, (éditions Fayard), et alors que le conseil permanent de l'épiscopat français, réuni à Paris du 10 au 12 juin, est entièrement consacré à la préparation du synode extraordinaire qui aura lieu à Rome en novembre prochain pour dresser un bilan vingt ans après le concile Vatican II, deux évêques français sont sortis de leur réserve pour appuyer un appel lancé par un groupe de chrétiens contre toute tentative de restauration dans l'Eglise, sous le titre « Oui au synode, non à l'enterrement de Vatican II ».

Cet appel est dû à l'initiative d'un groupe de chrétiens, prêtres et laïcs, de la région de Montpellier. Après avoir passé en revue ce qui constitue, à leurs yeux, les bienfaits du concile, ces chrétiens écrivent : « C'est pourquoi nous ne comprenons pas le constat décevant du cardinal Ratzinger lorsqu'il dit : « Les résultats du concile semblent cruellement opposés à l'attente de tous. » à commencer par celle de Jean XXIII et de Paul VI. On attendait un nouvel enthousiasme, et tant de gens ont fini dans le découragement et l'ennui. »

Le cardinal Ratzinger, poursuivent-ils, en vient à parler de restauration (...). Nous regrettons qu'on abandonne la pratique de la collégialité et de la responsabilité de tous dans l'Eglise pour ne garder que l'exercice solitaire de l'autorité pontificale. Et nous avons de sérieuses raisons de craindre que ces procédés ne passent lourdement sur la liberté de conscience des Pères du synode (1).

Parmi les dizaines de signatures que cet appel a reçues figure celle de Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux. Celui-ci nous a confirmé qu'il a non seulement signé le texte, mais également écrit pour encourager ses auteurs, en souhaitant que « le texte gagne d'autres diocèses ». Mgr Joseph Rozier, évêque de Poitiers, a écrit, pour sa part, dans une lettre de soutien au texte : « Je pense que votre démarche à propos du synode converge avec un certain nombre d'autres, et je souhaite que cela porte du fruit pour le synode qui doit servir la marche en avant de l'Eglise. »

A. W.

(1) Selon le cardinal Ratzinger, ce n'est pas lui-même mais un journaliste qui l'interrogeait qui a employé le mot « restauration ». Le cardinal est prêt, néanmoins, à accepter le mot au sens étymologique de « rénovation » ou « moyen de retrouver un nouvel équilibre » (Le Monde du 14 mars).

DÉFENSE

● Nouvel essai nucléaire français dans le Pacifique-Sud. — La France a fait exploser une charge nucléaire de faible puissance dans son centre d'essais atomiques souterrain, situé sur l'atoll de Mururoa, dans le Pacifique-Sud, ont annoncé, mardi 11 juin, des scientifiques néo-zélandais. L'explosion a été estimée à moins d'un kilotonne. Il s'agit du soixante-et-onzième essai français depuis le début des essais souterrains à Mururoa, il y a dix ans, et du quatrième de cette année. La France avait fait exploser une charge de dix kilotonnes la semaine dernière. — (Reuters).

Pour les entreprises qui veulent développer leur activité, le Groupe Sacilor est la solution. Nous vous proposons une gamme complète de produits et services adaptés à vos besoins. Contactez-nous dès maintenant pour en savoir plus.

GROUPE SACILOR

L

SACILOR

L'ESPRIT D'INDUSTRIE EN MARCHÉ

ÉDUCATION

CRAIGNANT UNE «NORMALISATION» PÉDAGOGIQUE ET RELIGIEUSE

Les parents de l'école Bossuet demandent le départ de la directrice

Un conflit particulièrement vif secoue l'école Bossuet, établissement catholique sous contrat d'association situé dans le quartier du Luxembourg à Paris, 51^e rue Madame. Les enseignants du «petit collège» qui regroupent les classes élémentaires ont fait grève mardi 11 juin et 30 % des parents n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école, à l'appel de leur association, pour demander le départ de la nouvelle directrice, M^{me} Orlando.

Cette école se caractérisait par l'originalité de ses méthodes pédagogiques qui faisaient un large part au travail individuel dans des ateliers et par le rôle joué par les parents qui assumaient en particulier la catéchèse. Or il semble que la direction diocésaine ait voulu mettre un terme à cette orientation, puisque le directeur du «petit collège», le Père Jean-Michel Di Falco (qui était à l'origine de cette expérience) et son adjointe M^{me} Corinne Le Roy, qui en était le maître d'œuvre, ont tous deux été échangés et remplacés par M^{me} Orlando, ancien professeur de mathématiques, ayant travaillé dans une école Montessori.

Si la nouvelle direction affirme son intention de maintenir le projet pédagogique de l'école, elle indique aussi qu'il convenait d'en corriger certains aspects et surtout d'affirmer davantage «l'identité catholique de l'établissement». Le redressement annoncé devait se manifester notamment, indiquent les parents, par l'annonce, pour la prochaine rentrée, de la fermeture de certains ateliers, par le fait que la catéchèse serait désormais directement assu-

rée par la directrice et par les pressions exercées sur certains enseignants pour qu'ils demandent leur mutation.

Les parents reprochent à la nouvelle direction son caractère notoirement et son manque de concertation. Mais ils craignent aussi que cette reprise en main d'une école menant une expérience originale ne traduise une intention plus générale de la direction diocésaine de procéder à une «normalisation» pédagogique, de renforcer le caractère catholique des établissements et de réduire leur propre influence. Or ces parents, dont beaucoup appartiennent à la bourgeoisie intellectuelle caractéristique de ce quartier de Paris, étaient davantage attirés par le caractère novateur de cette école que par son appartenance religieuse.

Le secrétariat général de l'enseignement catholique a publié mercredi 12 juin un texte dans lequel il juge l'inquiétude des parents «compréhensible mais non fondée». Il indique que la direction interdiocésaine «dément tout infléchissement radical de la pédagogie mise en œuvre à Bossuet. La nouvelle directrice a été formée à l'ARAP, organisme de formation des chefs d'établissement et d'enseignants qui fonde son projet sur une pédagogie de l'autonomie et de la responsabilité. Les méthodes mises en œuvre par le précédent directeur, le Père Jean-Michel Di Falco, s'inscrivent tout à fait dans cette optique qui demeurera celle de l'école Bossuet».

F. G.

SPORTS

Après le drame du Heysel

SEPT PAYS EUROPÉENS PROPOSENT UNE CHARTE ANTI VOYOUS

Réunis le 11 juin à l'aéroport d'Amsterdam, les ministres des sports des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, de France, de RFA, d'Italie, de Belgique et du Luxembourg se sont mis d'accord pour soumettre, le 27 juin à Strasbourg, à leurs collègues du Conseil de l'Europe, une charte destinée à lutter contre les agissements des voyous lors d'événements sportifs.

Cette charte prévoit des peines sévères pour les auteurs d'actes de violence, des restrictions pour la vente d'alcool et une nouvelle réglementation pour les stades, avec l'obligation de séparer les supporters des équipes rivales.

La réunion du 27 juin ne sera pas réservée aux seuls représentants des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe afin que les pays de l'Est qui le souhaitent puissent aussi signer cette charte. (Reuters.)

LES FAUX BILLETS DE ROLAND-GARROS

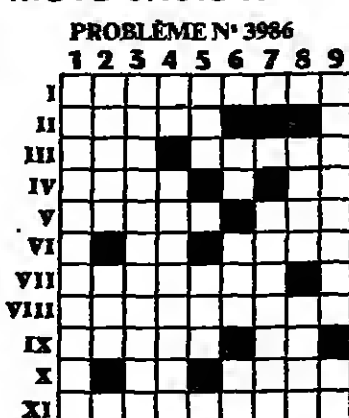
Contrairement à l'information que nous avions publiée sur la fausse dépêche de l'Agence France-Presse, à propos des faux billets de Roland-Garros (Le Monde du 7 juin), M. Didier Morisson, directeur de l'imprimerie Serag à Saint-Gervais-les-Bains, nous indique qu'il n'avait pas connaissance que le travail qui lui avait été commandé concernait des faux. Le juge d'instruction l'a d'ailleurs libéré en liberté. Par ailleurs, M. Morisson nous indique : «Je n'ai jamais été interpellé pour des affaires de vol, recel et maquillage de voitures, et mon casier judiciaire est vierge».

● **TENNIS**: retraite de Vilas. - Battu 6-3, 6-4 par le Yougoslave Goran Prpic (26^e) au classement ATP, mardi 11 juin, au premier tour du tournoi de Bologne, doté de 75 000 dollars, l'Argentin Guillermo Vilas a annoncé que ce match serait «le dernier de sa carrière».

● **BASKET-BALL**: championnat d'Europe. - L'Italie a battu la France (97-71), mardi 11 juin à Stuttgart.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Peut-être se voir en robe ou sont souvent enrobées. - 11. La guerre des étoiles. - 111. Premiers pas du collectivisme en URSS. On y entre d'un bon pas ou on s'y trouve dans un mauvais pas. - 14. Rois du Danemark. Caractères typiquement français. - 15. Maître d'armes. Tout fret payé. - 16. Participe. Homme de l'art. - 17. Se donne du mal pour la galerie. - 18. N'arrive donc pas à bon port. - 19. N'a peut-être pas le sens du commerce. Terme de chimie. - 20. Personnel. Il eut de riches idées. - 21. «Entre-tien» au sommet.

VERTICALEMENT

1. Le fruit de son travail dépend beaucoup du travail de ses fruits. - 2. On y vient sans raison. Est souvent retenu ou est souvent poussé. - 3. Joue sur les mots. - 4. Possessif. Près du bonnet. - 5. Moment de crise. Reste donc muet. - 6. Démonstratif. Personification du Mal. Abréviation. - 7. Attire les minettes. - 8. Epreuve de «langue». Tube de rouge. - 9. Ramène la flamme mais tue la teodresse. Avant Janvier.

Solution du problème n° 3985

Horizontalement
I. Brio-brac. - II. Remercier. - III. Olim. Ra. - IV. Cité. Pie. - V. Aranté. - VI. Neut. Ont. - VII. Rense. - VIII. Ecole. Ger. - IX. Néré. - X. Ré. Suer. - XI. Ventre.

Verticalement
1. Brocanteur. - 2. Relire. - 3. Imitation. - 4. Cément. Lèse. - 5. AR. Stér. - 6. B.C.G. Est. - 7. RI. Plongeur. - 8. Aérienne. Eu. - 9. Crac. Terte.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 14 JUIN

«Cent tombes célèbres de Flaubert à Breque», une journée en autocar en Ile-de-France et Normandie, 7 h 30. Inscriptions : (1) 387-3041 (V. de Langlade).

«L'Opéra et son musée», 14 h 30, hall (D. Bouchard).

«Le Palais de justice en activité», 14 h 30, musée Cité (M.-C. Lasserre).

«Promenade dans le village de Saint-Germain-des-Près», 14 h 15, musée Saint-Germain-des-Près (M^{me} Rojot).

«Versailles : les salons du ministère des affaires étrangères, la bibliothèque municipale», 14 h 30, 5, rue de l'Indépendance-Américaine, autobus 171.

Dans les ateliers d'un tourneur d'ébène, 14 h 45, guichet musée Arts-et-Métiers (M. Raguenau).

2^e à terminale / étudiants
Une année scolaire aux U.S.A. avec Eurolangues documentation sur demande 38, bd des Capucines 75002 Paris Téléphone (1) 261.53.35

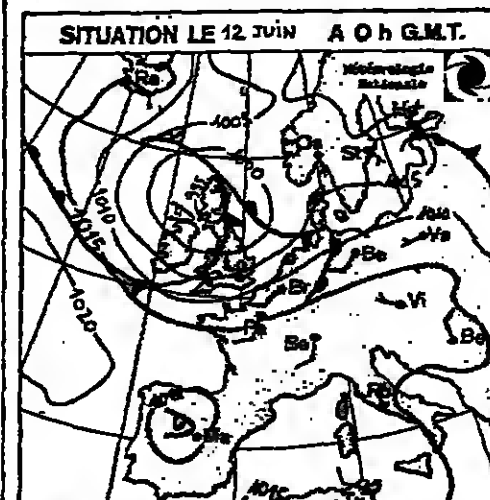
LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur scripte monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 12 juin à 0 heure et le jeudi 13 juin à 24 heures.

Un flux cyclonique de secteur nord-ouest intéressera encore une moitié nord-est du pays avec circulation de masses d'air froid et instable tandis que des masses d'air chaud et orageux remonteront sur l'Espagne et ultérieurement sur le Sud-Ouest.

Jeu, le temps sera encore frais avec des températures minimales en baisse sur le midi nord. Quelques averses se produiront le matin sur les Alpes. De la Normandie au Nord, au Bassin parisien, au Nord-Est et au Jura, ces averses seront plus fréquentes et localement assez fortes, avec des rafales de nord-ouest à cause, encore assez fortes. Ce temps instable, avec alternance



de l'averse et d'éclaircies, devrait persister toute la journée avec des températures maximales en légère hausse.

Ailleurs, le temps sera assésilé avec quelques nuages. Les températures atteindront des maximales de 25 à 27 degrés dans le Sud-Est, 20 à 25 degrés dans le Sud-Ouest, 17 à 20 degrés de la Bretagne à la Vendée et au Centre.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 juin; le second, le minimum dans la nuit du 11 au 12 juin) : Ajaccio, 22 et 10 degrés; Biarritz, 20 et 13; Bordeaux, 22 et 9; Brétail, 15 et 11; Brest, 14 et 11; Cannes, 22 et 13; Clermont, 14 et 10; Clermont-Ferrand, 19 et 8; Dijon, 17 et

EN BREF

CONCOURS

LES OSCARS DE LA VILLETTE. - Pour la troisième année consécutive, la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, attribue ses «oscar». Ce concours, destiné à promouvoir les fabrications et créations françaises de jeux et jouets à caractère scientifique et technique, est ouvert aux concepteurs français. Il récompense trois projets ou produits : La date limite d'inscription est fixée au 30 juin, le dossier complet avec des descriptions du produit et maquette doit être remis avant le 30 septembre. Les prix seront décernés le 20 novembre.

★ Inscriptions et renseignements : Claude Gaudet ou Florence Soufflet, Tour Parifrice, 6, rue Emile-Reynaud, 93306 Aubervilliers. Tél. : (1) 839-87-43.

FESTIVAL

LES ESCALIERS DE LA BUTTE. - Le premier festival de la Butte

Montmartre se déroulera du 15 juin au 10 juillet. Neuf compagnies de théâtre et danse se produiront aux arènes de Montmartre et à l'espace Ronsard.

★ Festival de la Butte Montmartre, 14 bis, rue Sainte-Isabelle, 75018 Paris. Tél. : (1) 262-46-22.

LOISIRS

TOUS EN VILLE ! - Les 15 et 16 juin, sur le thème «Orsay dans la rue !», le comité des fêtes de la ville organise diverses manifestations : braderie des commerçants, au centre-ville, spectacles sous chapiteau (clowns et marionnettes), ateliers de maquillage, défilés de chars et d'ensembles folkloriques, nuit du cinéma fantastique, etc. Détails des manifestations, tél. : (1) 907-22-02, poste 262 ou 263.

UNE NUIT AU PARADIS. - Les Etats généraux des étudiants de l'Europe (association universitaire) organisent, vendredi 14 juin à la Conciergerie, leur premier gala international «In Paradis».

du parcours. Prix par personne : 230 F.

★ Renseignements et inscriptions : IFC, 46, avenue de Sevigny, 93600 Aubervilliers-sous-Bois. Tél. : (1) 384-78-17.

VACANCES

CHENILS TROIS ÉTOILES. - Vous partez en vacances et ne savez à qui confier votre chien ou votre chat. La Guide des garderies et pensions pour chiens et chats, édition 1985, vous donne, par département, la liste des garderies susceptibles d'accueillir votre compagnon, avec des précisions sur les services rendus (box, parc, promenade, régime suivant prescription, etc.).

★ Cet ouvrage est mis en vente gratuitement sur demande téléphonique au service Informations consommateurs : (66) 88-63-02, ou en écrivant à : Royal-Canin, BP 4, 30470 Alzayrou.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 12 juin :

UN ARRÊTÉ :

● Accordant la garantie de l'Etat à un emprunt du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises.

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 26 juin 1970, relatif à l'application de la loi du 24 décembre 1969, instituant un régime d'allocation familiale des exploitants agricoles dans les départements d'outre-mer.

● Modifiant le code de la construction et de l'habitation en ce qui concerne les primes de l'Etat pour l'amélioration de l'habitat autre que locatif.

LOTO SPORTIF N° 005

TENNIS	TENNIS
Grilles 1 à 6	Grilles 7 à 8
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

009 003 006 006 006 000 032 014 12 17

Nombre de bulletins gagnants pour une mise de base de 12,50 F

Grand Chelem 2 1 303 905,00 F

Bloc 1 Grilles 1 à 6
+ 5 n° du 520
+ 4 n° du 520
Bloc 1 seul 49 9 880,00 F

Bloc 2 Grilles 7 à 8
+ 5 n° du 520
+ 4 n° du 520
Bloc 2 seul 26 224,00 F

Bloc 2 seul 4 994 93,00 F

Tranche du 520
5 n° du 520 10 3 359,00 F
4 n° du 520 1 213 38,00 F

Jeune ou adulte éloigné, malade, engagé dans la vie professionnelle. Vous pouvez suivre - ou reprendre - des études !

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)
Etablissement Public du Ministère de l'Éducation Nationale
(7 centres d'enseignement - 230 000 élèves)

- Formations scolaires (du cours préparatoire à la terminale).
- Enseignements technologiques et professionnels.
- Certaines formations universitaires conduisant au DEUG, à la capacité en droit, à l'expertise comptable, etc.
- Préparations aux concours du recrutement relevant du ministère de l'Éducation nationale (carrières administratives et de l'enseignement).
- Concours administratifs et techniques d'autres départements ministériels et Collectivités territoriales : police, SNCF, métiers sportifs, secteur paramédical et social, administration départementale et communales, etc.
- Formation dans le domaine de l'informatique.
- Actions de formation continue et de promotion sociale, dans le cadre de conventions avec des organismes publics ou privés (loi du 16 juillet 1971).

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 241 à 600 F
POUR OBTENIR TOUS RENSEIGNEMENTS : ÉCRIRE A

CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Berry
75585 PARIS CEDEX 12



هكذا من الأصل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Rembrandt, Véronèse, Patinir
mais aussi les objets de la vie quotidienne juive
à travers les âges illustrent l'exposition
« De la Bible à nos jours ». Mais, hélas
les manuscrits de la mer Morte sont absents.

La Bible mère des arts

LE RENDEZ-VOUS DU GRAND PALAIS

AUX carrefours les plus passants de Paris, l'affiche de l'exposition capte le regard. Elle plaie, avec son côté superlatif à la Cecil B. de Mille, voire à la *Deux heures moins le quart* avant Jésus-Christ, de Jean Yanne. Elle vous a un de ces côtés « Construction de la tour de Babel » qui séduit le chaland. Même choc « monumental » avec le catalogue, coûteux (250 francs), pavé doré de quelque cinq cents pages.

Les dépliant distribués, les articles de presse parus avant même l'inauguration, le 6 juin, de la manifestation par le président François Mitterrand, ont fortifié l'attente d'une super-exposition d'une ampleur vraiment biblique : « Pour la première fois à Paris, les manuscrits originaux de la mer Morte », proclame le prospectus officiel : « Dieu est au Grand Palais », clameur en lettres géantes un hebdomadaire parisien ; « L'un des manuscrits originaux présentés à l'exposition [provenant] d'une grotte de Qoumrane », ne craint pas d'annoncer un très sérieux organe juif français.

Qoumrane est ce lieu-dit escarpé de la rive nord-ouest de la mer Morte (aujourd'hui en Cisjordanie occupée — depuis 1967, — par Israël, mais auparavant rattaché au royaume hachémite de Jordanie) où, en 1947, un berger bédouin à la recherche d'une de ses brebis découvrit par hasard dans une grotte une jarre pleine de manuscrits.

Ces documents, ainsi que d'autres mis au jour ensuite sur le site de Qoumrane, écrits en hébreu ou en araméen

(la langue de Jésus) avec une encre à base de noir de fumée en général sur de la peau de Pergame (en grec : *pergamène*, d'où le mot parchemin) ont considérablement enrichi la science biblique des origines du christianisme.

Une partie notable de ces manuscrits, dont l'ensemble est considéré comme la découverte la plus importante du siècle pour le monde judéo-chrétien (et on pourrait sans doute ajouter pour l'islam puisque les musulmans se placent aussi dans la filiation abrahémique), se trouve aujourd'hui conservée dans deux musées de Jérusalem (parties arabe et juive).

La charge émotionnelle, spirituelle, historique de ces documents sans prix, miraculeusement parvenus lisibles jusqu'à nous, est tellement respectable qu'on ne peut que regretter — malgré tout le battage fait autour de l'exposition du Grand Palais, qu'aucun original des deux cents textes de Qoumrane n'y soit présenté, à l'exception d'un fac-similé du Rouleau d'Isaïe, l'un des sept premiers documents découverts. Car il s'agit d'un fac-similé. Deux manuscrits originaux sont bien venus du Musée d'Israël à Paris : un parchemin noirci où l'on distingue encore des caractères hébreux reproduisant quatorze lignes du Psaume 82 de la Bible et un papyrus d'un beau jaune doré mais très « mité » où une certaine dame Babata s'exprime en grec, en araméen et en nabatéen sur une affaire compliquée d'hypothèques et d'intérêts.

Le premier de ces documents mérite bien le qualificatif de biblique et est

certainement d'un grand intérêt scientifique, mais il ne provient ni de Qoumrane ni de la période antichrétienne comme la plupart des fragments de l'Ancien Testament découverts dans ce dernier lieu. Il a été trouvé à Massada, à 30 kilomètres de Qoumrane, et date du premier siècle de notre ère. Quant à la Lettre de Babata, elle n'a absolument rien de biblique, même pas son époque puisqu'elle date d'environ 135 de l'ère chrétienne.

Il n'y a donc pas, *stricto sensu*, au Grand Palais de documents que le grand public connaît depuis trente ans sous le vocable de « manuscrits de la mer Morte », même si les deux parchemins, au reste rares et captivants, qui sont offerts à l'ardente curiosité du public viennent bien de sites proches.

Passé la déception, il y a en revanche au Grand Palais une fort bonne exposition hétéroclite au bon sens du terme, et qui vaut tout à fait le déplacement, afin d'y contempler une série d'œuvres d'art françaises ou étrangères, juives ou non, parfois d'ailleurs à notre portée puisque plusieurs viennent de Paris (comme les Rembrandt des musées Jacquemart-André et Cognac-Jay) mais qui sont ordonnées ici dans une perspective « biblique » finalement pas plus arbitraire, et peut-être même moins que beaucoup d'autres. Qui connaissait le blème *Judith et Holopherne* de Véronèse, du Musée des beaux-arts de Caen ? Qui n'a eu plaisir à voir ou revoir l'idyllique *Paysage avec le repos pendant la Fuite en Egypte* de Patinir

Temple moabite, IX^e-VIII^e siècle av. J.-C. Mont Nébo (Jordanie).

(seizième siècle) amené de Lugano (collection Thyssen) ?

On se penchera aussi avec plaisir sur ces pièces exceptionnelles peu connues comme la Bible Foa (seizième siècle) dont les enluminures hébraïques charment jusqu'au siècle dernier de leur éternelle fraîcheur une famille judéo-italienne, la première carte en hébreu de la Terre sainte (Amsterdam, 1621) ou encore ces deux dalles en marbre du onzième siècle gravées de versets bibliques et provenant du mausolée du prophète Ezéchiel en Mésopotamie, quoique ayant été retrouvées vers 1940 au Liban.

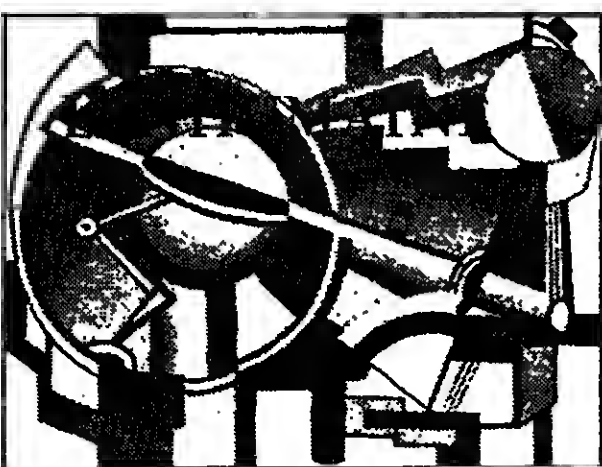
Sont réunis en tout plus de trois cents objets touchant de près ou de loin à la Bible, depuis la minuscule grenade d'ivoire qui devait orner, il y a trois mille ans, la houlette d'un prêtre du temple de Jérusalem jusqu'à des créations d'artistes israéliens contemporains, en passant par les désormais inévitables (mais toujours savoureux) orientalistes du XIX^e siècle, les menus objets de la vie quotidienne juive à travers les âges et les continents et la Palestine ottomane comme si on y était encore, avec les photos de Bonfils. Bref, un ensemble plein de bonnes surprises

qui touchent tantôt au grand art, tantôt au témoignage émouvant.

En outre, autour de cet hommage rendu à l'Ancien Testament inspirateur des beaux-arts, le 9^e Salon des indépendants, dans le cadre duquel se déroule l'exposition « De la Bible à nos jours », a organisé l'éblouissante sara-bande des artistes juifs de l'École de Paris du début du siècle : Pissarro, Modigliani, Chagall, Zadkine, Soutine, Kisling, etc. Ce dernier écrivait de Venise en 1953 à la Société des artistes indépendants : « Je vous adresse toutes mes bonnes intentions, en sachant bien que vous ne pourrez pas les exposer. » En effet... Et les manuscrits de la mer Morte, nous irons, si Dieu veut, les voir l'été prochain à Jérusalem.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

* « De la Bible à nos jours, trois mille ans d'art », Grand Palais, Paris, Salon des indépendants, 6 juin-28 juillet 1985. Tél. : (1) 246-45-03. Commissaires de l'exposition : M^{me} Solange Auzias de Turme (France) et M. Yona Fischer (Israël). L'aspect « biblique » de la manifestation est organisé par le comité français Terre d'Israël présidé par M. Joseph Roubiche. Deux « Que sais-je ? » complètent fort bien le catalogue : l'*Art juif*, de Gabrielle Sed-Rajna et les *Manuscrits de la mer Morte*, de E. M. Laperrouz.



« L'Inhumaine »

LES FÉRIES DE MARCEL L'HERBIER

naufraque (un vrai). Jean-Christophe Desnoux, vingt-sept ans, n'a pas cherché à ressembler à Milhaud, ni même à extrapoler dans ce sens-là. Au contraire : « En écoutant, dit-il, les œuvres pour piano à deux ou à quatre mains de ce compositeur, on a l'impression qu'elles coïncident avec n'importe quel film muet. » Ancien élève des Arts décoratifs, où il est toujours technicien vidéo, Desnoux a appris la musique à Nîort, dans les Deux-Sèvres, et non point, comme il se doit, au Conservatoire de Paris, puis il a joué les piano-bars ici ou en Martinique. De cabarets en performances peinture-musique, d'environnements sonores en morceaux pour courts métrages ou vidéo ; bref, dans les marges mal reconnues sinon périlleuses de la « pluridisciplinarité », cette gueuse, et aussi en passant par les studios électroacoustiques du GERM (2), il a accumulé des sons, des idées de rythmes, il s'est fabriqué une palette de couleurs bien à lui.

On lui a demandé un peu par hasard — à l'occasion d'un festival de films scientifiques dans la Val-de-Marne — de concevoir un accompagnement sonore pour *L'Inhumaine*. Le hasard fait bien les choses : un type des Arts déco pour le plus art déco des films, et non point un routier patant des orchestrations sur mesure, c'est bien trouvé. Dans un aspect quasi pieux de ces images où le noir est si noir et le blanc si blanc, où l'on peut distinguer à leurs reflets la texture d'un velours et celle d'une soie, où les plantes vertes semblent respirer, Desnoux ne cherche nullement à renforcer l'incongru de l'action. Il se contente modestement de corres-

pondre à un esprit, à l'atmosphère, il s'inscrit dans l'insolite, refait les degrés multiples de l'œuvre.

Il a tiré de sa phonothèque personnelle des extraits de bandes qu'il intercale et colle à la seconde près comme autant de bruits évidents entre les moments où le piano, sous l'écran, comme s'il prenait le spectateur par la main, il va su-devant des cadences déconcertantes de L'Herbier. Il irradie les suspens pareils à des trous d'air en avion : les sous-titres d'une typographie inouïe, dessinés par Léger, annonçant qu'il va se passer quelque chose. On lit : « Soudain... » et rien n'arrive pendant quarante secondes.

Parfois les enregistrements et le piano se superposent discrètement, parfois le silence s'installe. Puis ravivent des notes lunaires, marines, à l'évidence inspirées de Debussy, mais aussi de Satie — Satie, ce rigolo qui se trouvait justement dans les studios de Joinville lors du tournage de *L'Inhumaine*. Il y eut de quoi rôder : ce qui s'inventait là annonçait *Metropolis*.

L'Herbier joue des surimpressions, pratique avant l'heure la *flash-back*, défie les lois du montage. Desnoux le suit avec une fidélité proche de la naïveté.

Dans le salon où Georges Leblanc fait languir sa cour de ministres, de benquiers, de princes indiens, d'humanistes révolutionnaires — plus l'ingénieur transi Jaque Catalain, — L'Herbier montre un orchestre de jazz, des cracheurs de feu africains, des saltimbanques jongleurs : Desnoux, donc, passe tout bonnement des airs de jazz

L'Inhumaine, de Marcel L'Herbier (1923), renaît de son silence grâce au compositeur Jean-Christophe Desnoux. Ce monument du muet attend que les autorités concernées prêtent l'oreille.

Décoration : FERNAND LEGER (laboratoires) MALLET-STEVENS (architectures) Pierre CHAREAU (meubles) Cl. AUTANT-LARA (jardin) Adapt. décoral. : ALBERTO CAVALCANTI Adapt. musicale : DARIUS MILHAUD Adapt. littéraire : PIERRE MAC ORLAN Phot. et Tirage : Georges Specht et Georges-Maurice

C'EST le chef-d'œuvre de Marcel L'Herbier. C'est beau, et même pis. On est sorti dans un état de béatitude littérale de la projection de *L'Inhumaine*, accompagnée en direct par Jean-Christophe Desnoux, tantôt au piano, tantôt lançant à points donnés des bandes pré-enregistrées. C'était le premier lundi soir de ce mois de juin, dans le cinéma du musée au Centre Georges-Pompidou. Deux heures quatorze minutes de jubilation.

Il y avait là M^{me} Marie-Ange L'Herbier, la fille du cinéaste, sa « providence » comme il disait. Elle a donné son accord : elle a signé le contrat passé entre les Archives du film et le producteur Patrick Brunier, patron de la Boite à images, assez optimiste pour penser que *L'Inhumaine*, redécouvert à neuf, ne sera pas seulement un film muet sonorisé de plus, mais autre chose, et autrement.

Le partition de Jean-Christophe Desnoux, encore à l'état de maquette, d'heureux bricolage construit avec les moyens du bord, est un matériau inspiré, véritablement sensible, et déjà s'accorde avec l'impressionnisme visionnaire de l'« auteur de films » qui aimait tant Debussy (1).

L'Herbier, ce cinéaste rêvant de cinéphonie, dès 1921, pour un autre film, *L'Eldorado*, avait demandé à un certain Marius François Gaillard une musique ori-

ginale. Ensuite, lors de la sortie en 1928 de *l'Argent* — le parlant allait arriver — il mit au point des disques synchrones, où il faisait entendre à des clameurs de foule spéculant à la Bourse, à des moteurs d'avion.

Au générique spectaculaire de *L'Inhumaine*, dont les décors furent signés Fernand Léger, Mallet-Stevens, Claude Autant-Lara, Alberto Cavalcanti... parmi ces noms-là qui deviendraient célèbres un peu plus tard, ne figurait pas seulement celui de Pierre Mac Orlan, l'adaptateur. Darius Milhaud, rien moins, était aussi dans le coup. Il écrivit pour trois moments précis de l'histoire de la trise étrange et séduite Claire Lascot, cantatrice fortunée et bourreau des cœurs, trois petites partitions pour percussions. Les premières notes, si l'on en croit la légende, ne devaient arriver qu'au bout d'une heure, timbales et tambours, au pic du drame, cet instant longuement annoncé où l'on voit du haut d'une falaise fatale la torpédo de l'ingénieur Enar Norson, soupirant éconduit, se précipiter vers l'eau ténébreuse. Deux autres séquences — dans le laboratoire futuriste du même charmant Enar, pas mort du tout après son faux suicide — devaient être également illustrées de sons.

A une brève près, le partition de Darius Milhaud a disparu dans un

bier avait engagé trois mille figurants, les enfermant une journée entière sur le thème : « Aimez-vous la musique moderne ? » Passe une bande dans le registre chahut, lui succèdent des applaudissements. Treize minutes d'applaudissements enregistrés avant que le piano ne se fasse réentendre en direct. La troisième fois, la belle découvrant les prodiges futurs de la télévision dans le sillon des machines mises au point pour le bien-être futur de l'humanité (sons synthétisés) à la voix de la chanteuse Tania : complainte fragile de l'utopie. Quant à la musique « codée » entendue dans la tombe du mort-vivant, ce n'est autre qu'un extrait de Weber, car on la détestait en ce temps-là ; Schoenberg passait tout juste.

Aujourd'hui, Desnoux, qui répète qu'il ne s'agit bien que

images de L'Herbier. En attendant, une version sonorisée pourrait être établie quel que soit le lieu, et passer en permanence dans un endroit fixe — pourquoi pas au Musée d'art moderne ? Il y aurait des amateurs, tous les jours.

Les deux possibilités ne s'excluent pas. Ce qui s'est passé pour le *Napoli* d'Abel Gance, ou *L'Eldorado* du même L'Herbier prouve toutefois que les séances de muet en concert, pour être exceptionnelles, ne sont jamais, hélas ! que des feux d'artifice.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) Marcel L'Herbier, en 1937, réalisa un film sur la musique de *Children's Corner* et, en 1965, un hommage à Debussy.

(2) Groupe d'études et de recherches musicales.

JEAN-LOUIS Benoit

« LES POINGS FERMÉS », PREMIER FILM



JEAN-LOUIS BENOIT est un auteur qui fait peu de bruit et qui travaille et réussit, sans que son nom forcément parvienne aux oreilles de tout un chacun. Il y a trois ans, son court métrage, *l'Apache*, enchantait les Festivals de Hyères et de Clermont-Ferrand. Ecrivain et metteur en scène de théâtre (1), il est aussi un complice d'Arthur Joffé, ce jeune cinéaste imaginaire et avisé dont on attend *Haram*, pour le mois de septembre. Jean-Louis Benoit, lui, présente maintenant son premier long métrage, *Les Poings fermés*.

Comme dans *l'Apache*, un enfant en est le héros. Un enfant qui joue au soldat et à la mort, parce qu'il a sous la main un compagnon obsédé, qui s'en revient de la guerre, la grande et la vraie, celle de 14-18.

Envoyé par sa mère à la campagne (son père est à l'hôpital, dans le coma), l'enfant se retrouve dans le silence d'un plateau hanté par le vent, au bord d'une voie ferrée. C'est un mirage de gare qu'habite Mme Cazal (Marie-Hélène Dard) et sa fille, la muette souriante. Le train qui dépose l'enfant chez elles est lui-même un chargement de fantômes, combattants hagards, morts-vivants.

D'un de ces convois descend Henri, le fils, le rescapé. Chargé de dépositions terribles, illuminé de visions indéchiffrables, il va continuer de se battre, de tuer, de menacer, de hurler et pleurer, parce que le sang lui manque, parce qu'il lui faut des ennemis.

Comme s'il était dans un décor de théâtre, Jean-Louis Benoit procède par ellipses : ce n'est pas l'illusion du cinéma (le réalisme) qui l'intéresse. Sans doute croit-il que ses signes et ses pistes sont suffisants, que le spectateur saura déchiffrer les regards, saisir les plaisirs et les douleurs, se contenter des mots d'explication, le cérémonial d'Haut, la participation fidèle et tranquille à la fois de l'enfant, la complexité de la muette, sont autant de simulations.

Jean-Louis Benoit aime les images de l'enfance associées à la mort. Les Poings fermés : une atmosphère plus qu'une histoire.

Des figures étranges complètent le quatuor, bizarre comme l'atmosphère. Peu importe alors le sujet. Ce n'est plus tout à fait l'histoire qui nous retient, ni l'enfant, ni même l'enfance, ni l'homme fou de guerre. C'est une façon de diluer le temps dans l'espace, de faire glisser la caméra latéralement, comme si la raison se perdait, s'oubliait, d'un objet, d'un visage à l'autre.

Pour cette recherche du côté de la perception, pour sa sensualité particulière, *Les Poings fermés* était une expérience à tenter.

CLAIRE DEVARREUX.

* Voir les films nouveaux.

(1) Récemment : *les Incurables* (Le Monde du 15 mars).

Le caravagisme

LA PEINTURE COMME « OFFICE DES TÉNÉBRES »

par ANDRÉ CHASTEL

L'ITALIE méridionale n'en finit pas de célébrer Caravage. Et c'est très bien ainsi. Le grand surintendant que fut Raffaello Causa avait compris, comme son maître Roberto Longhi, que cette peinture « noire », et, au sens propre, pathétique, dotée de puissance émotive, de pathos, était d'une certaine manière accordée à notre temps. Nous sommes accoutumés à regarder des écrans lumineux dans les ténèbres. Le gros plan sous les projecteurs, le « close up », régnait dans nos images. Partout, sauf en France, où pour des raisons anciennes et comme viscérales, l'allergie à cette peinture forte semble subsister. Les tableaux ébènes de Merisi de Caravaggio attirèrent la foule des grands jours. L'exposition qui est maintenant ouverte dans les magnifiques salles claires de Capodimonte (1), a été fort bien reçue à New-York. Et autour d'elle gravitent plusieurs manifestations complémentaires qui méritent, comme toujours, l'attention.

Après la mémorable exposition de 1901 à Milan, où pour la première fois le grand jeu des « ténébristes » était déployé, le « caravagisme » apparut décidément comme une des clés de l'art européen. Son rayonnement relie en étoile toutes les grandes manifestations du XVII^e siècle, de Vélasquez à Vermeer, mais à travers des filtres, des glissements révélateurs. L'apparition de cette « manière obscure », et la formation même de Caravage restent à approfondir. On ne peut pas dire que l'exposition de cette année y soit parvenue en dépit d'un long et d'ailleurs passionnant préambule, qui semble y prétendre. Elle a du moins le mérite de remettre sous les yeux cet énorme héritage : une quarantaine de tableaux rassemblée tout ce qui peut voyager de l'œuvre

accompli de 1592 à 1610, en moins de vingt années, par le robuste Lombard au teint sombre. Ce sont — on le sait — des gamins pomponnés porteurs de fruits, de terribles drames bibliques pleins de meurtres (dans une des compositions de Malte qui vient d'être volée, le peintre a même cru bon de fixer son nom dans le sang du Précurseur), quelques allégories provocantes comme *l'Amour vainqueur* (Berlin), ou des nus les plus forts et les plus décents du monde.

Ce peintre était un spadassin. Il a très tôt défrayé la chronique. Mais finalement moins par ses aventures criminelles que par les propos insolents qui secouaient le monde de la peinture. Deux siècles et demi avant Courbet, il ennonce le prestige du « réel » ; un admirateur rapporte qu'il se flattait de mettre autant de métier (*manifattura*) pour un tableau de fleurs que pour des figures. Tout objet pictural doit être doté de la clarté, de la définition serrée, de l'éclat de la nature morte. La merveilleuse *Corbeille de fruits* (Ambrosiana), fraîche comme la vie, reparait dans cinq ou six toiles. Ce qui n'est pas une raison pour attribuer aux années d'apprentissage — toujours mal connues — du peintre deux étalages — la flamande — d'une grande banalité (Galerie Borghèse).

L'image picturale subit une double inversion : l'enveloppe noire au lieu du fond lumineux, qui, comme disent les critiques, enferme tout dans une cave, et la domination au premier plan de la face humaine : visages ridés, rictus, éruptions douloureuses, têtes coupées, mais cela ne va jamais jusqu'à la caricature, et le tableau, flamand lui aussi, de *l'Archange de dans* (Florence), ne rentre pas dans l'œuvre. Pas plus, semble-t-il, que le suave

Caravage : *Judith* (détail), vers 1595, palais Barberini, Rome.



Narcisse (galerie Borghèse), dont la grâce même laisse perplexes. Cet art a enseigné aux peintres à faire surgir de l'ombre les éléments « expressifs » : face, épaule, genou... comme des fragments. L'immense toile des *Œuvres de miséricorde* (Vienne) est parfaitement éloquentes à cet égard. Seules les ailes immenses d'un ange, une des obsessions de Caravage, confèrent une sorte d'« uoi » à l'entassement des « motifs » noyés dans la nuit.

L'introduction au caravagisme est fournie par une longue suite de salles dont l'accrochage est meilleur que la conception. A New-York, ce préambule était à peu près inintelligible. Dans le palais napolitain, dont R. Causa a su rénover l'aménagement, les groupements suivent une bonne scansion : Vénitiens-Lotto, Jacopo Bassano, Tintoret, tous attentifs aux jeux de l'ombre, — et Lombards — avec le grave Savoldo... On progresse donc parmi ceux que le catalogue nomme suivant un usage discutable les précurseurs. Car il s'agit d'un phénomène général, répandu dans toute l'Italie et d'ailleurs aussi dans le nord flamand : l'intérêt pour le rayonnement des torches, pour les nocturnes, les figures à demi éclairées. Cette mode des enveloppements obscurs touchait aussi bien vers 1580 un Cambiaso à Gênes que, à Crémone, les Campi — à qui une grande exposition a été réservée dans leur ville. Elle était si forte qu'elle atteint Rubens, au

cours de ses années d'apprentissage en Italie, Annibal Carrache dans sa *Nativité* (Orléans) et même le doyen des peintres romains d'alors le cavalier d'Arpin qui offrait vers 1593 un *Saint François et l'ange* (Douai) mollement peint mais vaguement enténébré. C'est chez cet homme producteur de tableaux pieux que Caravage, arrivant à Rome sans le son, allait passer quelques mois. Mais justement, tous ces ouvrages ne peuvent pas être présentés sous la même définition du « ténébrisme ». Il y a nocturne et nocturne. Caravage n'était pas l'homme des ombres douces.

On pourrait craindre une grande confusion, si l'exposition avait voulu présenter une thèse. Dieu merci, on a seulement réuni une quantité considérable de tableaux, souvent peu connus, illustrant l'époque, c'est-à-dire la fin du seizième siècle, où la peinture d'église connaissait une activité, on peut dire une expansion, incroyables. Et encore après 1600, quand on pense aux contemporains et aux adeptes du caravagisme avec Manfredi, dont la formidable *Festé de Cupidon* (Chicago) provoquera toujours la stupeur, et l'étonnant *Saint François soutenu par l'ange* de Gentileschi (Madrid) où les accessoires — la robe de bure et les grandes ailes — seraient, d'après un chroniqueur, précisément ceux que le peintre aurait prêtés à Caravage pour un tableau similaire.

LA RÉCUPÉRATION A COUPS DE PROJECTEURS

Ce que Caravage a refusé, c'est le paysage. Un Allemand de Francfort, Elsbauer, fixé à Rome autour de 1600, eut connu un succès européen avec ses petites compositions, vrais nocturnes sur thèmes bibliques, gravés par un confrère hollandais. On pressent tout à coup les projecteurs de Rembrandt. Le Florentin Gentileschi s'y intéressa en peignant sur cuivre — ce qui est typique — un petit paysage autour de *Saint Christophe* (Berlino), aux tons froids coupés d'ombre.

Carlo Saraceni de Venise se livre à des exercices analogues avant de bicoquer, dans son *Saint Roch* effondré sur un rocher au clair de lune (Rome, Galerie Doria), son adhésion au caravagisme. L'enseignement de Merisi

était net : jamais de paysage (la seule exception *la Fuite en Egypte*, absente de l'exposition, démontre bien les raisons de ce refus). Pour lui, la nature s'enferme dans une corbeille.

Si l'on veut se faire une idée de ce que peut la ferveur « campant », avec ses enthousiasmes et sa touchante récupération des ouvrages anciens, il faut se rendre à Crémone avant l'été. La peinture locale du seizième siècle a été regroupée dans sa diversité inégale sous une forme particulièrement solennelle. Crémone était importante : de grands artistes dont Pordenone ont travaillé à décorer la nef de la cathédrale ; des Flamands de passage lais-

saient leurs tableaux ; les Lombards intéressaient par leur vision un peu terre-à-terre ; on y trouvait des femmes-peintres, les cinq sœurs Anguissola dont Sophonisbe, célèbre par ses portraits. Il n'y avait pas que les luthiers, mais les instruments de musique compaient déjà beaucoup : pour les volets d'orgue de l'église de Plasencia, Boccacino a campé dès 1530 un *David* en turban qui tient révéusement une viole. Vers 1550-1560 trois frères, les Campi, occupent le terrain, l'éclectisme est leur fort dans de grands tableaux d'autel pleins de figures et de draperies traversées de nappes d'ombre. C'est là qu'on voit se former vers 1580, dans des scènes garnies de torches ou de braserons l'interprétation « lumineuse » de l'espace, annonciatrice, si l'on veut, de la révolution proche (2).

Pour Naples même, fortement bispanisée après 1600, des panoramas importants ont déjà rassemblé les développements nombreux de la peinture « noire » (3). D'autres expositions sont projetées pour Ribera et Stanzione, qui permettront sans doute de nuancer les choses, en fonction des relations avec l'Espagne, ou avec le grand style élégant de Van Dyck, quand l'heure de l'adoucissement fut venu. Ce qu'on anticipe avec l'œuvre d'un joli peintre du milieu du XVII^e siècle, formé sur place, Bernardo Cavallino (4). Sentimental et rusé, il appartient à la génération terriblement avertie des ressources et des subtilités de l'art. Sur quelque soixante tableaux connus, qu'on se soit d'ailleurs pas très bien mettre en ordre, un seul daté de 1645 : une *Sainte Cécile en extase*, perdue comme une cantatrice émue dans des jeux fugaces d'ombre et de clarté, que domine un drapé bleu intense.

A l'ordre du jour est le rapetissement des formats et des scènes ; des épisodes rares de la Bible comme le *Banquet d'Absalon* ou de la fable *Mucius Scaevola* se déroulent dans une lumière rousse, bizarre, avec des faces douloureuses, des draperies fri-

pées. Les figures glissent et se perdent dans la pénombre brune, où éclatent toujours des bleus inattendus, marque du peintre. Rien de tout cela n'était possible évidemment sans Caravage. Dans une *Mort de saint Joseph* (collection Naples) la composition est dominée par une aile d'ange vue de profil, en coupe verticale, dont le franchissement accusé d'outant mieux son origine que l'accessoire emplumé n'e pas changé depuis 1600.

On voudrait conclure en soulignant le long effort accompli par deux grands responsables des musées napolitains, Bruno Molajoli et Raffaello Causa. Entre le chaos urbanistique et les ravages du « terremoto », le cheminement est difficile. Les accords privilégiés conclus avec les musées américains ont permis beaucoup de choses. L'Institut français et le Centre Jean-Bérard participent à une évolution si souhaitable par l'étude des archéologues et des voyageurs.

Une fondation bravement intitulée *Napoli Novantanove* (Naples 99) en souvenir de la République pérséopéenne (1794) ou pour anticiper la fin de siècle, entend regrouper les bonnes volontés pour aider aux restaurations urgentes et favoriser les études (5). Elle introduit ainsi au milieu du flux irrépressible du tourisme le souci de culture et de dignité nécessaires.

(1) *Caravaggio e il suo tempo*, cent tableaux présentés par N. Spinosa ; introduction par G. Galasso, L. Salerno, R. Spear et M. Gregori, musée national de Capodimonte (jusqu'au 30 juin).

(2) *Les Campi et la culture artistique de Crémone au seizième siècle*. Tableaux, gravures, dessins, présentés par M. Gregori et ses collaborateurs. Ancien hôpital de Santa Maria della Pietà (jusqu'au 28 juillet).

(3) *La peinture à Naples (1600-1705)* a été présentée en 1982 à New-York puis à Londres, enfin au Grand Palais en 1983.

(4) *Bernardo Cavallino (1616-1656)*, musée Pignatelli, Naples (jusqu'au 30 juin).

(5) Voir F. Hitzel, « A Future for Naples », *éditorial du Burlington magazine*, novembre 1984.

UNE HEURE AVEC LES SOLISTES DE L'EIC

Jeudi 13 juin - 18 h 30
S. Cherrier, flûte ; B. Sluchin, trombone
A. Neveux, piano ; M.T. Ghirardi, guitare
G. Knox, alto ; C. Larson, violoncelle
BOULEZ - DAVIES - CARTER
KURTAG - DEBUSSY

Saint Georges Rompides - Grande salle

INSTRUMENTS HEUGEL



en kit ou montés

Clavicorde «ANTHONY SIDEY»
Epinette «HUBERT BEDARD»
Clavecins «HUBERT BEDARD»

Pour recevoir le catalogue détaillé demandez la documentation 240

INSTRUMENTS HEUGEL
c/o EDITIONS A. LEDUC

175, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS CEDEX 01



AMERICAN CENTER
261, boulevard Raspail
75014 PARIS

AMERICAN IN V.O.
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM
JULY SUMMER SESSIONS
(1) 335.21.50

DERNIÈRE SAMEDI 15 JUIN



laurent terzieff
guérison américaine
de james saunders

avec pastale de boysson philippe laudenbach francine walter

C'est intelligent, un brin cynique, imprévu, assez effrayant et tout à fait cocasse, comme la vie. *le FIGARO* - Débat vécu à la perfection par quatre comédiens. 6. *le NOUVEAU OBS.* - L'un des meilleurs spectacles qu'on puisse voir actuellement à Paris. *le C. Kerbow* - *le QUOTIDIEN* - Étrange et savoureux spectacle. *le CHOC* - *FRANCE-SOIR* - La pièce la plus intelligente, la plus mûre, la plus admirable qu'il nous ait été donné de voir depuis longtemps. *le PARISIEN* - Un coup de foudre. *le THOMAS* - *le CANARD ENCHAÎNÉ*.

سكوا من الأصل

"La femme et le pantin"

LA PLAIE ET LE COUTEAU

On croit connaître Sternberg,
on croit connaître Marlène.
Joseph et Dietrich : leur dernier film
ensemble, leur film préféré et maudit,
revient, dans tout son éclat.
Baroque, évidemment.



AU début du siècle, dans une ville d'Espagne — laquella, peu importe — la foule se livre aux joies du carnaval. Un bel homme brun, masqué, cherche des filles. Sur un char qui passe, il entrevoit, au milieu d'une grappe de ballons, deux yeux éblouissants sous un loup de dentelle. Avec une fronde, l'homme fait éclater les ballons, un à un, et le visage ensorcelé se précise. La bouche sourit comme une promesse, les épaules sont nues, les mains et les bras gantés de la même dentelle que le loup. L'apparition saute du char. Du haut de sa chevelure jusqu'à ses pieds, un voile orné de gros pompons flotte derrière elle. L'homme poursuit la femme sur les marches d'un grand escalier désert, convert d'un fouillis de serpents. Elle disparaît derrière une grille.

C'est ainsi qu'Antonio Galvan (César Romero), républicain en difficulté avec la police, rencontre la danseuse Concha Perez (Marlene Dietrich), qui, après l'avoir agacé, lui glisse un billet de rendez-vous et lui fit oublier toute prudence. Un peu plus tard, Antonio allait apprendre d'un ancien ami, don Pascual (Lionel Atwill), la vérité sur cette Concha Perez, à cause de laquelle celui-ci, officier de la garde civile, avait été révoqué. Mais rien n'y fit.

La Femme et le Pantin, le dernier des films que Josef von Sternberg tourna avec Marlène Dietrich (en 1935) a souffert, depuis sa première sortie, d'une malédiction qui l'a écarté du grand public. En France, on avait pu le voir en « Cinéma de minuit » de FR 3, en novembre 1976. Mais cette nouvelle sortie en salle (distribution Action, avec la Fondation Appie pour le cinéma) est une première, on croit connaître Sternberg, on croit connaître Marlène, et ce film-là réserve tant de surprises qu'il faut tout redécouvrir.

Le roman licencieux de Pierre Louys, publié en 1898, est l'histoire d'une jeune coquette affolant les sens d'un homme qui l'aime et la désire, et auquel elle se refuse constamment. Pour le film de Sternberg, rebaptisé *The Devil Is a Woman*, l'adaptation fut confiée à John Dos Passos, l'un des grands rénovateurs de la littérature américaine des années 20. La narration à trois, sur des alternances de rythmes, introduit le véritable sujet — les rapports érotiques, très intenses dans leur non-accomplissement,

de Pascual et Concha, — après une exposition qu'on pourrait dire traditionnelle : un homme attiré par une femme peu farouche. L'expérience de Pascual mettant en garde Antonio est sa propre vision, son propre fantasme de Concha, dont il s'est fait, volontairement, le « pantin ». On peut s'étonner que même les intellectuels ne se soient pas avisés, à l'époque, de cette originalité fondamentale.

En Amérique, les critiques s'acharnaient sur Sternberg, comble, selon eux, d'avoir, plus encore que dans *L'impératrice rouge*, noyé Marlène Dietrich dans la décoration, les ornements, les costumes extravagants. Ailleurs, ce fut l'incompréhension. Sternberg ayant conçu les décors, supervisé les robes de Travis Banton et dirigé lui-même la photographie, on eut tendance à ne voir dans sa démarche que la mégalomanie d'un amoureux délirant.

Or, même si Lionel Atwill — qui avait déjà été le partenaire de Marlène Dietrich dans *Le Capitaine des caniques*, de Robert Mamoulian (1933) — ressemble à Sternberg, Pascual n'est pas l'incarnation du réalisateur face à une partenaire qui serait plus Marlène que Concha Perez.

Laissons la piste autobiographique. Femme mystérieuse et fatale, Concha, en faisant souffrir et en humiliant Pascual, retourne le mythe de *L'ange bleu*. Il n'y a plus de déchéance d'un bourgeois décati par une petite poule de bas-train, mais complication d'un amour fou (au sens surréaliste) entre deux êtres qui ne peuvent pas se passer l'un de l'autre. Antonio, avec son physique d'« amant latin » n'est qu'un pion dans le jeu de Concha. Pour Pascual, le désir s'exaspère et brûle en imagination. Pour Concha, cet adorateur

qu'elle mène aux portes de la mort est son préféré. « La plaie et le couteau », en citant Baudelaire. Pourquoi pas ? Le dandysme de Sternberg était baudelaire, et sa mise en scène est celle d'un rêve, bercé par le thème musical du *Capriccio espagnol* de Rimski-Korsakov. Rêve glauque façonné par une utilisation quasi-magique des éclairages.

Pour Sternberg, il n'y avait, au cinéma, ni réalisme ni naturel. La Femme et le Pantin marque la perfection totale de son esthétique baroque. Rigoureusement cadré, presque sans profondeur, chaque plan grouille de détails ciselés en pleine image, associe les personnages aux décors, donne un sens immédiat, fulgurant, à chaque moment du récit (ainsi, au moment du duel sous une pluie battante qui va opposer Antonio et Pascual, Concha affectant de ne se préoccuper que de la position de son parapluie). Ce film est un univers sublime à la gloire d'une actrice.

Avant de rompre leur association de sa propre volonté, Sternberg a terminé, pour Marlène, ce qu'il avait commencé avec *L'ange bleu*. De la beauté, il a tiré un jeu stylisé et varié, une gamme de gestes, d'expressions, d'émotions, dont la modernité nous fascine. A ne voir que les travestissements, les dentelles blanches, les manilles, le chapeau peché sur l'œil et la robe noire de « femme-vampire » de Concha, paysanne, cigarière, chanteuse et danseuse, on se priverait de l'essentiel : la faculté donnée à Marlène — si bien assimilée par elle — d'exprimer l'indifférence, l'ironie, la coquetterie, la fantaisie, la gravité, la passion, l'instinct de vie contre la pulsion de mort qui est dans tout amour.

Génial Sternberg, géniale Marlène. Cinquante ans après, l'éclat inaltérable de ce film, qui était leur préféré, nous éblouit, des yeux au cœur.

JACQUES SICIER.

★ Sortie le 19 juin.

Autres adaptations du roman de Pierre Louys :

- La Femme et le Pantin, de Jacques de Baroncelli (1929), avec Constance Montenegro ;
- La Femme et le Pantin, de Julien Duvivier (1958), avec Brigitte Bardot ;
- Cet obscur objet du désir, de Luis Buñuel (1977), avec Carole Bouquet et Angelina Molina.

Eventails

BELLE ÉPOQUE

Au Musée
de la mode
et du costume,
où l'on en sait
long au sujet
des objets,
un éventail
d'éventails,
le mieux présenté
qui soit.

Si les éventails n'avaient jamais servi qu'à éventer, il est probable que la plupart de leurs utilisateurs seraient déjà morts d'asphyxie. Ce sont des masques (au dix-huitième siècle ils sont troués d'yeux et de hautes), d'audacieuses ex-croissances de parrures, des caches-nuils et méduses pour l'opéra, et pour le bal, des paravents où escamoter ses mots galants, ses fermetés et ses abandons.

Du marabout au du flamant rose, du lophophore ou du coq de roche, quelle est la plume

ses rayons et livré à la ciselure.

Le Musée du costume nous raconte l'histoire de la vie d'un éventail : ce n'est d'abord qu'un copeau d'ivoire des Indes, l'écaillé jaspée d'une tortue marine, la nacre d'une haliotide. La seie, les coutures à ratisser, les grèles et les écouanettes vont les débiter en lamelles. Puis le papier plissé, la soie ou la dentelle, ayant reçu leurs motifs et leurs emblèmes, vont habiller les tiges. Mais un éventail ne doit pas aller seul : nutre son étui de taffetas pâle, il va avec le sac, le



Le Masque (vers 1760).

qui donne le plus beau panorama ? Le gouvernement du Cap de Bonne-Espérance, en Afrique du Sud, publie la courbe ascendante du défilage de ses autruches, entre 1838 et 1911. Voilà pourquoi la nouvelle exposition du Musée de la mode et du costume s'appelle : « L'éventail, miroir de la Belle Époque », désespoir de l'autruche frisée.

Ils sont pourtant splendides, tous ces éventails dans leurs vitrines : crêpeux arragants comme des coiffes d'Indiens, blancs comme des montagnes de chantilly, capricieux comme des queues de paons en colbère, arcs des minires, bouclés ouragans d'aigrettes, scintillants comme des rigoles de métaux en fusion.

Le vocabulaire des éventailistes nous apprend que l'éventail, en se mouvant sur le busse d'une femme et en l'exténuant de bruissements (il peut aussi désigner ou ravir au regard telle parcelle d'un décolleté), lui emprunte la terminologie de son anatomie : l'éventail est muni d'une gorge — généralement d'écaillé blande ou de nacre noire, — d'une tête, d'un œil et d'une épaule. L'ossature de l'éventail, dénué de son panache, n'est pas moins bouleversante que l'instrument froissant : c'est un corps fragile, comme un déshabillé, le rêve exigu d'un physicien, soie démantelée finement numérotée au crayon sur chacun de

gorgierin, les jumelles miniatures. Un éventail, de même, peut aussi bien être porteur d'art ou de frivolité que de réclames, de publicités patriotiques ou religieuses. Il peut être le support d'un poème autographe de Mallarmé ou de Cocteau. Regroupés sous le titre « Les insolites », voici enfin des éventails faux jumeaux d'autres objets, entraînés avec eux un binocle ou se camouflant dans une canne, un rasoir à main, un ventilateur à hélice ou un bouquet postiche. Chaque éventail doit avoir son double, support de jour ou de nuit, de salon ou d'alcôve, allégorique et coquin, déployant de troublantes transparences ou d'irrévocables apaisés.

Une fois de plus, ce n'est pas quand l'objet est assorti à un costume ou prend place dans un portrait en relief qu'il est le plus éblouissant : c'est suspendu dans l'irréalité de sa beauté, devenu presque abstrait, tache de couleurs, sensation de matières. Une fois de plus, les conservatrices du Musée de la mode et du costume ont inventé des œuvres d'art éphémères, posant par exemple dans une vitrine, sur une pyramide de carton, quelques feuilles d'ar froissées sur lesquelles se répand le miroitement hasardeux d'une boîte de palettes renversées.

HERVÉ GUBERT.
★ 10, avenue Pierre-I^{er} de Serbie - Jusqu'au 27 octobre - Catalogue : 140 F.

LE PRINTEMPS DU THÉÂTRE
PARIS 1985

HELENE 1977
SURSEGE / ALTHOMAS / MATHURINS
30 JUIN - 30 JUIN

LE PARADIS SUR TERRE
CHARLOUX / T. WILLIAMS / AQUARIUM
1^{er} JUIN - 23 JUIN

METEOROLOGUES
RAMBERT / ESPACE CARDON
11 JUIN - 22 JUIN

DE Saxe, ROMAN
LAGARCE / MADELEINE
14 JUIN - 22 JUIN

LES SOLDATS
REGY / LLENEZ / BASTILLE
7 JUIN - 15 JUIN

ROUTE 1 AND 9
WOOSTER GROUP / BASTILLE
25 JUIN - 30 JUIN

LES SOLDATS
REGY / LLENEZ / BASTILLE
7 JUIN - 15 JUIN

ROUTE 1 AND 9
WOOSTER GROUP / BASTILLE
25 JUIN - 30 JUIN

MAIRIE DE PARIS
THÉÂTRE MUSIQUE ET DANSE DANS LA VILLE
du 10 juin au 13 juillet 1985, à 21 h 30
sauf les 17, 21, 29 juin et 8 juillet
6, Place des Vosges - devant la Maison de Victor Hugo

LUCECE BORGIA

mise en scène de Robert MANUEL
décors et costumes de D. CARDWELL et Y. OLLIER
Prix des places : 30 F, 25 F (réduits) - Renseignements : 277 19 90

Angers,
Musiques du XX^e
KAGGE
MESSIAEN
XENAKIS
K. TSURUTA
K. JARRETT
YOHIN NO KAI
27 JUIN 7 JUILLET 85

BROR HJORTH
au MUSÉE BOURDELLE
16, rue Armand-Bourdelle
M^{usée} Monopartiment
T.L.S. (sauf lundi) de 10 h à 17 h 40
du 5 juin au 15 septembre

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue Monceau, 75008 PARIS
Tél. : 563-28-85/37-14

HENRI
LAURENS
60 œuvres
1915-1954
12 juin - 20 juillet
Tous les jours sauf dimanche et lundi

2^e Festival
de
L'ANTIQUITÉ
Arts et Loisirs
6 au 16 juin 1985
12 heures à 22 heures

PARC de St CLOUD
Entrée le Parc de St Cloud et le Parc de St Cloud
E. EXPÉDITIONS - 347 38 00

GALERIE DINA VIERNY
36, rue Jacob, 75006 PARIS - 260-23-18
KABAKOV
Jusqu'au 13 juillet

CATHERINE CHARBONNEAUX
ESPACE DROUOT INTERNATIONAL
9, rue Drouot, Paris
ART CONTEMPORAIN Lundi 17 juin à 14 h 30
DAMIEN - INDIANA - MONINOT - REQUICHOT - ROUAN
TITUS CARMEL - VELICKOVIC - VENET
Exposition : Samedi 15 juin de 11 h à 18 h et de 19 h à 21 h le matin de la vente de 11 h à 12 h.
134, boulevard St-Honoré, 75008 Paris - Tél. : 359.66.56

GALERIE ART ET PAIX
35, rue de Clichy (94) - 274-35-86
SERGE GUILLOU
l'Apocalypse
Lun. au ven. 10 à 19 h - sam. 14 h à 19 h
JUSQU'AU 22 JUIN

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 13 JUIN

Eglise des Betteilles, 20 h 30 : P. Soler (Guitarras Flamencas).
Eglise Saint-Edme-de-Mont, 20 h 30 : Ensemble Bach de Paris, dir. : J. Van Wely (Bach).
Lucerne, 20 h : Duo K. et L. Diemel (Beethoven, Schubert).
Gare, 20 h 30 : Vo Yo Ma (Bach).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 45 : Ensemble orchestral Y. Nommick (Mozart, Beethoven, Haydn).
La Table Verte, 22 h : D. Vidal, M. Bourdelle (Brahms, Poulenc, Verdi).
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Quatuor Amadeus (Beethoven).
Eglise Saint-Clément, 21 h : M. Bonin, J. J. Moschini, A. Anderson (Bach, Haendel, Scarlatti).
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (Musique des troubadours et trouvères, musique cléricale).
Radio-France, Grand-Auditorium, 20 h 30 : Quatuor Via Nova (Mozart, Schubert).
Saint-Louis-des-Invalides, 20 h 45 : Ensemble Choral de Paris (Requiem de Mozart).

JEUDI 13 JUIN

Salle Gaveaux, 20 h 30 : R. et M. Th. Longchamps (Chopin, Schubert, Schumann).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Cl. Arrau (Liszt, Beethoven, Schubert).
Centre Beethoven, 18 h 30 : F. Gola, D. Naxos (Faure, Poulenc).
Lucerne, 20 h : F. Sartori, A. Laloue, J. Ch. Guiraud (Brahms, Britten, Hindemith).
Eglise Saint-Edme-de-Mont, 20 h 30 : voir le 12.
La Table Verte, 22 h : voir le 12.
Eglise de la Trinité, 21 h : Chorus du Marais, Chorale M.A. Charpentier, Orchestre de Fontainebleau, dir. : P. Nierl (Poulenc, Haendel).
Eglise Saint-Médard, 20 h 30 : Ensemble l'Orfèvre musicale, dir. : B. Verlet (Bach).
Eglise Saint-Merri, 21 h 15 : Formation de musique de chambre de l'orchestre de Paris (Mozart).
Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h : Chœur et Orchestre de l'École nationale supérieure, dir. : P. Holzer (Haydn).
Eglise Saint-Louis, 20 h 30 : La Chorale de l'Eglise Skarholmen (Chants folkloriques).
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : L. Hager (Nielsen).
Eglise réformée d'Antony, 20 h 45 : C. Mouton (Bach).
Paroisse de Bagatelle, 12 h 30 : Ph. Casard (Schubert, Chopin, Liszt).
Radio-France, Auditorium 104, 19 h : Livre Paroisses Vain.
ATSCAR, 19 h : Saint-Honoré, 19 h : Sébastien Schönbauer (Brahms, Schoenberg).
Espace de Chailly, 20 h 30 : Orchestre de Paris (Haendel).

VENDREDI 14 JUIN

Eglise des Betteilles, 20 h 30 : voir le 12.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 12.
Lucerne, 20 h : voir le 13.
Centre Beethoven, 20 h 30 : G. et Ch. Andrasian, R. M. Negrea (Franch, Enesco, Rachmaninov).
Grande-Halle de la Villette, 18 h 30 : Inter-Valles - Concert IRCAM.
La Sphère, 20 h 30 : Trio d'Anches doubles : J. Querrier, F. Lucia, G. Rousselet.
Rassemblement, 21 h : Trio A. Stocchetti (Satie, Milhaud, Stocchetti).
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (l'Amour courtois au Moyen Âge, airs de cour du XV^e siècle).
FIAP, 20 h 30 : P. Tamborini, M. Garbarini (Prokofiev, Rachmaninov).
Table Verte, 22 h : voir le 12.

SAMEDI 15 JUIN

Lucerne, 20 h : voir le 13.
Eglise Saint-Merri, 21 h : Choral de l'Eglise Sofia (Chants folkloriques).
La Sphère, 20 h 30 : voir le 14.
Radio-France, Grand-Auditorium, 19 h : Choral Audite Nova de Paris (Durufle).
La Table Verte, 22 h : voir le 12.
Eglise Saint-Merri, 21 h : Ensemble Circé (Bach, Schubert).
Théâtre 18, 16 h 30 : J. Simon, G. Moudier (Mozart, Schumann, Schoenberg).
Radio-France, Grand-Auditorium, 19 h : Choral Audite Nova de Paris (Durufle).
La Table Verte, 22 h : voir le 12.

DIMANCHE 16 JUIN

Notre-Dame, 11 h 30 : Pasadena Boys Choir.
Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : J. Wijniski (Bach).
Lucerne, 18 h 30 : CMC (Webern, Nodari, Lefebvre).
Radio-France, Grand-Auditorium, 18 h 30 : « De Concert », création musicale de L. Roquin.
Saint-Pierre de Montmartre, 17 h : Ensemble vocal C. d'Alphonse (Maurice du Calvaire, texte de Ch. Péguy, Pièces d'Orgue de Vierne et Messiaen).
Eglise Saint-Merri, 16 h : N. Lindeloh, B. Silla, B. Andros (Bach, Haendel, Jolivet).
Rond-Point, 11 h : A. Schiff (Bach).
Notre-Dame, 16 h : American Singers.
Saint-Eustache, 11 h : Shawnee Mission Chorus.

LUNDI 17 JUIN

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : voir le 16.
Paroisse de la Défense, 12 h : Orchestre de Jeunes d'Ile-de-France, Orchestre de Jeunes étrangers.
Athènes, 20 h 30 : J. Varady.
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (musique du temps de Saint-Louis, de la guerre de Cent ans).
Radio-France, Auditorium 104, 19 h : C. Roque-Alaina (Kerouard, Terruggi, Coru).
FIAP, 20 h 30 : M. Geoffrey (Guillain, Albeniz, Jolivet).
Eglise réformée d'Antony, 20 h 45 : M. Hayashina (Bach).
Notre-Dame, 16 h : Shawnee Mission Chorus (Musique sacrée).

MARDI 18 JUIN

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Radu Lupu (Beethoven).

Salle Gaveaux, 20 h 30 : M. Chavreau (Tchaikovsky, Liszt).
Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : voir le 16.
Paroisse de la Défense, 12 h : voir le 17.
Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Ensemble orchestral « Harmonia Nova », Orchestre français d'Oratorio, dir. : D. Rouite (Beethoven).
Sainte-Chapelle, 20 h 45 : The Pasadena Boys Choir (Franch, Mozart, Faure).
Eglise Saint-Louis-le-Des, 20 h 45 : Ensemble instrumental A. Stocchetti, Ensemble vocal intermédiaire (Bach, Haydn).
Radio-France, Grand-Auditorium, 18 h 30 : Solistes du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : M. Jasowski (Weber, Ravel, Milhaud).
Eglise Saint-Servais, 21 h : Orchestre P. Kuentz (Bach).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-P. Wallaz, A. Noras, A. Cicolini (Schubert).

Théâtre de la Madeleine, 19 h 30 :

Concert « Surprise Party ».

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Danny Doris Sextet.

CHAPLAIN DES LOMBARDS (357-24-24), 18 h 14 et 15, 22 h 30 :

Sala Gaveaux, 20 h 30 : voir le 12.

DUNOIS (584-72-00), 21 h 14, 15 et 16 : Les Cailles.

ÉCOLE D'ARCHITECTURE DE PARIS (208-79-50), 13 h 21 h : Betty's Book.

FORUM (297-53-47), 12 h 13, 21 h :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

Grande Halle de la Villette (803-00-11), 13 h 18 h 30 :

PLACE DE LA CONCORDE, le 15, à partir de 19 h : A. Bachelard, J. J. Goldmann, K. Kael, B. Lavilliers (Rue de SOS-rocisme).
QUOTIDIEN (271-44-54), 21 h 30, les 14 et 15 : Lionel Cornet Quintet.
REX CLUB (236-83-93), le 14, à 20 h : Sonja Holiday.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : F. Guin Swing Quintet (jusqu'au 14) ; le 15 : René Frane Hot Jazz Quintet ; le 16 : Quintette de Paris.
SUNSET (261-46-60) (D), 23 h : Trio C. Vaudier (dern. le 15) ; à partir de 16 : Groupe Sixun.
XXII^e Festival du Marais (887-74-31)

THÉÂTRE, dans l'enceinte du Festival

Carre polémique de l'Institut de Beaulieu, (D) 19 h 30 : A. quelque chose d'assez bon.

Le 21 h 30 : La légende des sables.

MUSIQUE, Eglise Saint-Merri, le 13, 21 h 15 : Solistes de l'Orchestre de Paris (Mozart).

le 17, 21 h 15 : Jugoslavica Dargemont.

Dir. : H. M. Schütz, Bach.

le 19, 21 h 15 : Ensemble G. Dufay, Dir. : A. Bachelard (de Corbell, Perotin, Dufay).

DANCE, Centre culturel Wilhelms-Brasserie, (D) 20 h 45 : Orage provisoire (A. Paris du 14).

SPECTACLES POUR LES JEUNES, Jardins de l'Institut de Marie (D) 14 h 30 : mer. et sam. à 15 h 30 : Ulysse série pour.

ANCIENNES DE RUES, place de Maréchal-Sainte-Catherine (D, L) 19 h 30 : le 15 à 19 h 30 : Bal Folk avec Tournesol.

le 13 à 19 h 30 : Poésie avec Marc Roger, le 15 à 19 h 30 : Bons Tai Chiwon, le 12 à 19 h 30 : 4 motifs.

Festival de la Butte-Montmartre

(262-46-22)

Aux Arènes de Montmartre, rue Chappe, 75018 Paris, les 15, 16, 17, 18 et 21 à 20 h 30 : Contes d'Andersen.

les 16, 17, 18 et 21 à 20 h 30 : Petrouche, la mort de J.C. Rost, Tant que l'air sera, de R. Soutz ; Impair et passe, de P. Chéreau.

Festival de l'Ile-de-France

(723-79-16)

ECOUEN, Musée national de la Renaissance, le 16, à partir de 16 h 30 : Orchestre de chambre de Fontainebleau (Hacend, Mozart, Vivaldi, Bach).

MILLY-LA-FORET, salle, le 16, à partir de 16 h 30 : Orchestre de chambre J.F. Paillard (Tchaikovsky, Strauss, Wagner).

NOGENT-LE-ROUX, salle, le 16, à partir de 16 h 30 : Ensemble instrumental de France. Dir. : P. Briche (Chevalier-Saint-Gesmes, Messiaen, Ravel, Debussy).

TREUILLY-LE-CHÂTEAU, salle, le 16, à partir de 16 h 30 : Orchestre de chambre de France. Dir. : J. Merrier (Bach, Berg, Mahler).

VITRY, Parc Adolphe-Charbon, le 15, à partir de 16 h 30 : Orchestre de l'Ile-de-France, Ensemble polyphonique de Chailly (Haendel).

En région parisienne

AUVERS-SUR-OISE, Eglise, (038-41-15), le 15 et 21 h : D. My, J. Blanc, R. Dargemont, B. Lavilliers, N. Sauter, C. Tison (Brahms, Schumann).

BOIGNY, MC (831-11-45), le 18 et 21 h : D. Gordon/Pick Up Co.

BOULOGNE-BILLANCOURT, THER (60-44-44), le 12, 20 h 30 : A. Hager, B. Dargemont, B. Lavilliers, N. Sauter, C. Tison (Brahms, Schumann).

BOULOGNE-BILLANCOURT, THER (60-44-44), le 12, 20 h 30 : A. Hager, B. Dargemont, B. Lavilliers, N. Sauter, C. Tison (Brahms, Schumann).

BOULOGNE-BILLANCOURT, THER (60-44-44), le 12, 20 h 30 : A. Hager, B. Dargemont, B. Lavilliers, N. Sauter, C. Tison (Brahms, Schumann).

BOULOGNE-BILLANCOURT, THER (60-44-44), le 12, 20 h 30 : A. Hager, B. Dargemont, B. Lavilliers, N. Sauter, C. Tison (Brahms, Schumann).

BOULOGNE-BILLANCOURT, THER (60-44-44), le 12, 20 h 30 : A. Hager, B. Dargemont, B. Lav

COMMUNICATION

DANS LE CADRE DES DOSSIERS DE L'ÉCRAN

« Des « terroristes » à la retraite » sera finalement diffusé le 2 juillet sur A 2

A l'issue de la réunion, le mardi 11 juin, du conseil d'administration d'Antenne 2, sous la présidence de M. Jean-Claude Hébert, celui-ci publiait le communiqué suivant :

« Ayant pris connaissance des différents éléments du dossier concernant le film Des « terroristes » à la retraite, et notamment du communiqué de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle du 9 juin 1985, le conseil d'administration d'Antenne 2 a arrêté à l'unanimité les nouvelles conditions dans lesquelles ce film sera diffusé dans le cadre normal des « Dossiers de l'écran » précédés d'une présentation replaçant les événements dans leur contexte historique et suivi d'un débat auquel seront conviés les parties concernées. Le président d'Antenne 2 a décidé que le film sera diffusé le 2 juillet 1985. »

L'annonce de la reprogrammation de cette émission controversée - évoquant notamment les activités et la liquidation - du groupe Menouchian, sous l'occupation - suscite des réactions, en majorité favorables. Ainsi, le comité de soutien au film de Moscou - constitué essentiellement d'anciens résistants FTP-MOI, des frères, sœurs, fils, filles, veuves et proches des fusillés ou déportés, manifeste sa profonde satisfaction par la décision prise par le conseil d'administration d'Antenne 2 de programmer le film qui témoigne du combat contre l'oppression nazie et pour la liberté des émigrés communistes, juifs, Arméniens, Espagnols, Italiens, Hongrois, Roumains et Polonais. L'association des fils et filles de déportés juifs de France, se réjouit de cette décision, estimant que ce film témoigne que « les juifs ne sont pas allés à l'abattoir comme des moutons, mais que nombre d'entre eux ont résisté et combattu les armes à la main pour défendre, sur le sol de France, la liberté et la dignité de tous les hommes », déclare le communiqué.

« Bravo, c'est formidable, c'est la démocratie ! », s'est exclamé M. Melnès Minouchian, veuve du résistant fusillé, à l'annonce de la décision, ajoutant qu'elle donnera une conférence de presse sur le « groupe Menouchian », vendredi 14 juin, à 10 heures, au Monoparasse Park-Hôtel (19, rue du Commandant-René-Mouchotte).

Au contraire, le bureau politique du Parti communiste français qualifie de « déshonorante pour ses auteurs » et de « mauvais coup contre l'honnêteté intellectuelle et la démocratie » la décision d'Antenne 2, précisant : « Il s'agit d'un président de la République, des ministres, des dirigeants de parti, tous socialistes, pour (...) obtenir envers et contre tout ce qu'ils n'ont jamais cessé de vouloir : la diffusion du film. (...) Se réclamer comme le font les uns et les autres de la liberté est une escroquerie », poursuit le PCF, qui se déclare « prêt à

toutes les confrontations, à toutes les analyses », avant de demander : « A quand un film sur le rôle du Parti socialiste dans les guerres coloniales ? »

Le PCF met également en cause le rôle joué dans cette affaire par le président de la chaîne, M. Jean-Claude Hébert, qui « après avoir affirmé qu'il se rangeait à l'avis du jury d'honneur, tendait son engagement et fait sienne la volonté du prince ».

M. Jean-Claude Hébert estime, pour sa part, que dans cette affaire chacun a « joué son rôle », et il se réjouit de l'unanimité du conseil d'administration d'A 2, qui a fixé les nouvelles conditions de diffusion de ce documentaire, en « respectant les garanties » demandées par la Haute Autorité. « Je ne suis pas sûr, a-t-il déclaré à l'Agence France-Presse, qu'il aurait été possible de faire l'économie de tout ce débat. En France, dès qu'il s'agit de sujets controversés, les choses prennent vite un tour passionnel. »

Parapluies et liberté

La course au parapluie est terminée. M. Jean-Claude Hébert avait ouvert le sien : la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Laquelle a préempté sur un deuxième : le jury d'honneur. L'engin n'a pas répondu à l'attente de sa créatrice. Troisième parapluie : dans un communiqué, la Haute Autorité déclare qu'après tout elle n'a voulu formuler qu'un avis. Retour à Hébert, qui a recours à son dernier refuge contre l'averse : son conseil d'administration. Le film litigieux passera le 2 juillet, avec beaucoup de commentaires autour. Ouf !

L'article premier de la loi du 29 juillet 1982 proclame solennellement : « La communication audiovisuelle est libre. L'envoi avec la liberté, c'est qu'elle est beaucoup plus difficile à vivre

que la contrainte. Surtout lorsqu'on n'en a pas l'habitude. Il y a des peuples qui ont mis des siècles à y parvenir. La télévision, emmaillottée depuis sa naissance dans des langes bien serrés, a bien du mal à marcher toute seule. D'autant que le cercle de famille n'est guère disposé à applaudir à grande voix ses premiers pas. »

Certains qui ont été héros sur la « censure » seront les premiers, sans nul doute, à réclamer demain si les idées, les mœurs, l'histoire ou les mythes qu'ils chérissent sont mis en cause. L'apprentissage de la liberté d'expression reste à faire. Et M. Antenne 2 n'est pas le PCF ne doit pas rester seul sur les bancs de l'école.

JEAN PLANCHAIS.

Un appel à une démarche unitaire de la presse pour être partie prenante dans la télévision privée

L'apparition des nouveaux médias et la perspective de débats télévisés ont ouvert un débat important au sein de la presse écrite, initié par le « multimédia ». Aux inquiétudes de la presse quotidienne régionale à propos du rapport Bredin, ont succédé celles de la presse hebdomadaire régionale d'information, qui tenait son congrès national les 8 et 9 juin, à Toulouse, et a manifesté son souhait d'investir dans les nouveaux médias.

L'ouverture des stations régionales de FR 3 à la publicité n'a pas eu, « pour l'instant », de conséquences dramatiques, ont reconnu les congressistes en notant cependant que la création de télévisions privées requiert des investissements bien supérieurs aux moyens - limités - des hebdomadaires régionaux.

De son côté, la Fédération nationale de la presse hebdomadaire et périodique (FNPHP), dans un rapport, propose aux journaux de s'organiser en une même structure pour être partie prenante dans la télévision privée.

« Le risque serait de ne pas en prendre. » Voilà qui est clair et résume bien la position de la fédération nationale de la presse hebdomadaire et sa détermination à se lancer tout de suite dans la bataille des télévisions privées. « Il y a une même urgence », disent-ils, « pour les éditeurs à déclarer publiquement leur volonté d'être partie prenante dans ce dossier ». A quoi cela rimerait-il d'attendre davantage ? Rien ne prouve que l'opportunité d'ouverture se reproduise : le rachat ultérieur d'une chaîne pourrait bien s'avérer bon de prix ; et qui dit que ce ne sont pas les groupes audiovisuels qui, d'ici peu, assureront d'acquiescer les entreprises de presse ? Voyez l'Angleterre, où le cher lord Thomson avait pris naguère le contrôle du Times, grâce aux profits dégagés par la télévision écossaise...

Pour la FNPHP, la presse a des atouts : son poids politique d'abord, « sans commune mesure avec son poids économique », sa « puissance de promotion », ensuite, qui en fait le « passage obligé de la commercialisation des chaînes ». Le marché ? Il existe, assure le rapport, en matière d'audience comme en termes d'investissements publicitaires, « fait de transferts, mais aussi de gisements encore inexploités ». La publicité ? Elle couve, et le volume supplémentaire à la disposition des diverses chaînes est compris dans une fourchette de 2,85 à 4,05 milliards de francs. Sans doute l'exemple italien montre-t-il

LA RADIO NRJ-LORRAINE CONDAMNÉE POUR « PUBLICITÉ ABUSIVE ET ILLICITE »

(De notre correspondant.) Nancy. - La radio NRJ-Lorraine a été condamnée le 30 mai par le tribunal de commerce de Nancy à une astreinte de 1 000 F par jour, soit 29 655 F, contre 20 711 F, à Rockin'chair, la suite d'un délit introduit par une autre radio nancéenne, Rockin'chair.

Dans une publication envoyée aux annonceurs de la région, NRJ-Lorraine s'est prévalu du meilleur taux d'écoute de la bande FM (29,65 % contre 20,71 % à Rockin'chair) et avait affirmé se situer, toutes fréquences confondues, en deuxième place (15 % d'écoute moyenne) juste après RTL (19 %), mais avant Europe 1 (12 %) et Rockin'chair (10 %). La radio se fondait sur un sondage réalisé à la demande par une école d'hôtesses nancéenne... « une démarche pour le moins contestable, et une rigueur bien sujette à caution », selon M. Gérard Michel, l'avocat de Rockin'chair.

Ce fut aussi l'avis du tribunal, pour qui, seul, le recours à des organismes spécialisés - tels que IPSOS ou IFOF - peut être garant de l'objectivité du sondage. Un sondage brandi comme une publicité comparative « illicite parce que mise en place et exploitée par un seul concurrent au détriment d'autres concurrents parfaitement identifiables ».

Dans la conclusion de l'ordonnance de référé, le tribunal ne pouvait être plus clair, il est « anormal pour NRJ », a-t-il estimé, de présenter un sondage dont elle a l'initiative exclusive, dont elle ne prouve pas le sérieux et par lequel elle entend démontrer un revirement spectaculaire en sa faveur et en un temps record des taux d'écoute des radios locales alors qu'un sondage antérieur et un sondage en cours de réalisation prochaine peuvent donner à l'ensemble des médias des renseignements fiables et établis avec des garanties pour tous les partenaires concernés. »

A. Co.

J.-L. B.

VENTE A VERSAILLES

TABLEAUX MODERNES

Notamment par : Auguste, Aulante, Boudon, De Bézy, Bissière, Boret, Boudier, Boudin, Breyer, Caillet, Cernad, Chaboud, Chardon, Dufy, D'Espagnat, Fial, Frank Will, Friez, Gall, Gen Paul, Gerson, Grosse, Grosz, Guitman, Hambourg, Hlavin, Isenby, Kaling, Krenn, Lambert, Rucki, Lantieri, Lapierre, de La Vallée, Lebourg, Legend, Leprie, Lhote, Looz, Maciel, Male, Mazzoni, Pissarro, Metzger, Moret, Muthén, Neillot, Nesi, Nequelesman, Osterlind, Oubou, Papazoff, Parturier, Pavil, Paska, Praz, Pringle, Ravier, René, Rodde, Souverbie, Spino, Tisot, Valenti, Vahini, Vinea, Vianick, Vogler, Zao Wen Ki, Zeller.

POINTE SÈCHE PAR PICASSO - TAPISSERIE PAR LURCAT - BRONZES PAR A.-L. BARYE et BOURDELLE

LE MERCREDI 19 JUIN 1985, en soirée, à 21 h, à VERSAILLES, 5, RUE RAMEAU
M. Georges BLACHE, commissaire-priseur, tél. : (1) 950-55-06
Exposition le max. 15 juin de 14 h à 18 h, les 16, 17, et 18 juin de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h - Exposition en soirée, le samedi 22 juin de 21 h à 23 heures.

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Le docteur Michel WURM et M^{me} née Ariane DROIN,

sont heureux de faire part de la naissance de

Clément,

le 2 juin 1985.

32, rue des Montagnards, 63400 Chamalières.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Alexandre ALLAN,

née Christian Edmond,

veuve de M. Alexandre ALLAN,

surnuée à Auch le 25 mai 1985.

Mrs May Cruickshank, sa sœur,

17, Craigmillar Road,

Glasgow G 42 9 JZ.

M. Mark Sholl,

Paris, Et ses amis.

- Ville-d'Avray, Jean-Les-Fins.

M^{me} Henri Bazin,

sa mère,

M^{me} Jean Bazin,

son épouse,

M^{me} et M^{me} Daniel Devaux,

sa sœur et son beau-frère,

Jean-Pierre et Françoise Devaux,

sa sœur et son beau-père,

M. Roger Sirven,

son beau-père,

Et toute la famille

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean RAZIN,

ingénieur civil

de génie maritime,

surnuée à Ville-d'Avray le 11 juin 1985,

dans sa cinquante-septième année, munie

des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses auront lieu

le vendredi 14 juin, à 14 heures, en

l'église Saint-Nicolas-Saint-Marc de

Ville-d'Avray, où l'on se réunira.

51-55, rue de Sévres,

92410 Ville-d'Avray.

M^{me} et M^{me} Bernard Enschwiller

et leurs enfants,

M^{me} et M^{me} Paul Kessler,

leurs enfants et petit-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Germaine BLOCH,

surnuée le 7 juin 1985, dans sa quatre-

vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité.

- M^{me} Françoise Carpentier,

M^{me} Marie-Thérèse Carpentier-

Gramont,

M. Roger Carpentier

Et toute la famille

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Albert CARPENTIER,

née Jeanne Halmet,

surnuée à son domicile le 31 mai 1985,

dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu en l'église

Saint-Louis d'Hyères le lundi 3 juin.

Ville Rochelle,

Route de Toulon,

83400 Hyères.

Nos abonnés, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du « Carnet

du Monde », sont priés de joindre à

leur envoi de texte une des dernières

bandes pour justifier de cette qualité.

- M^{me} Jacques Déchin, son épouse, M^{me} Patrick, Vincent, Emmanuel Déchin, M^{me} Bénédicte Déchin, ses enfants, M. Pierre Déchin, ses enfants et petits-enfants, M. Yves Boisson, ses enfants et petits-enfants, Les familles Déchin, Moafle, Gaudet, Boisson, Fosseux, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Jacques DÉCHIN,

surnuée le 11 juin 1985, dans sa

cinquante-cinquième année.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le vendredi 14 juin, à 15 h 30, en l'église Saint-Martin de Noët (Orne).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

116, rue Saint-Dominique,

75007 Paris.

- M^{me} Jean-Pierre Fonterne,

Laurent, Marie-Christine et Thierry

Fonterne,

M. et M^{me} Marius Serange,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre FONTERNE,

architecte.

- Sa famille a la douleur d'annoncer

le décès de

Anne de JAEGER,

docteur ès lettres,

chargée de recherche au CNRS,

surnuée le 19 mai 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 22 mai 1985, à Clamart.

- M^{me} Yves Lebigre,

son épouse,

M^{me} Corinne Lebigre,

sa fille,

M. et M^{me} Philippe Ruhl

et leurs enfants,

sa sœur, son beau-frère et ses beaux-

parents, M. Guillemette Torras-Sastre,

son beau-père,

M. et M^{me} Guy Radolf

et leurs enfants,

ses beaux-frères, belle-sœur, neveux

et nièces,

M. et M^{me} Henri Jegou,

ses beaux-parents,

Les familles Lebigre, Rougerie,

Chapou, Simonnet,

Les amis d'histoire, les radio-

amateurs, le Yacht-Club de l'Océan, les

Archers de la Terre brûlée

Et les amis

ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves LEBIGRE,

F 6 BHJ,

décédé en son domicile, le 10 juin 1985,

à l'âge de cinquante ans, muni des sacre-

ments de l'Eglise.

Et vous priez d'assister ou de vous

souvenir d'intention aux cérémonies reli-

gieuses qui seront célébrées le jeudi

13 juin, à 9 heures, en l'église Notre-

Dame de la Nativité, sa paroisse, rue

Charles-Péguy, à Louviers-sur-Yvette, et

à 17 h 45, en l'église Saint-Denis, à

Saint-Denis-d'Orléans.

Réunion à l'église.

L'inhumation aura lieu à Saint-

Denis-d'Orléans, dans le cimetière de

la famille.

6, rue des Ancêtres,

91120 Louviers-sur-Yvette.

2 bis, canton de la Rampe,

17650 Saint-Denis-d'Orléans.

Lisez

Le Monde et L'Éducation

PLM LOMÉ

HOTEL SAKAKAWA

PLM est présent au Togo avec un de ses plus beaux hôtels : le Sakakawa. Cet établissement de 225 chambres, suites et bungalows est magnifiquement placé sur la plage, à 5 km du centre de Lomé (il n'y a pas d'embouteillages !). Entre l'hôtel et la mer, vous trouverez une des plus grandes piscines d'Afrique de l'Ouest, ainsi que des courts de tennis, un club d'équitation, un terrain de volley-ball. L'hôtel comprend 3 bars, dont un bar-restaurant très agréable au bord de la piscine, un casino, une boîte de nuit, un restaurant gastronomique et une salle de cinéma vidéo.

Allez passer une semaine de repos à Lomé ! Cette capitale a su garder son charme africain, et d'un instant à l'autre, vous pouvez vous retrouver dans le cadre de l'Afrique traditionnelle à l'Afrique de demain.

POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS : Hôtel Sakakawa - B.P. 2282 Lomé - Togo - Tél. : (228) 21-85-80 - Télex : 5364

Paris - Tél. : 228-22-86 - Télex : 643261

Toujours l'Automobile

ans ses tournes

Une conversation

AUTOS

DYNAMISER LE SECTEUR

... (text continues with automotive news and advertisements)

سكوا من الأصل



Togo: l'Afrique sans ses tourments (II)

La visite du président Eyadéma à Paris, du 10 au 13 juin, permet de faire le point sur les relations du Togo avec la France qui est son premier fournisseur, son premier client et son principal bailleur d'aide. Peut-être en raison de la stabilité du régime — le général Eyadéma est au pouvoir depuis 1967 — le Togo apparaît comme un havre de paix dans la région. (Voir notre premier supplément paru dans nos éditions datées 9-10 juin.)

Doté de quelques ressources, notamment la phosphate, il doit néanmoins mener une dure bataille pour le développement. Il a souffert ces dernières années de la chute des cours de sa principale exportation ainsi que de la sécheresse, mais sans connaître la famine. En 1983, il a fait son entrée dans le « club des pauvres » : les « pays moins avancés » (PAM). La même année, sa dette extérieure atteignait des proportions alarmantes.

Depuis, Lomé s'est engagé dans une politique de redressement économique au prix de lourds sacrifices demandés à une

partie de la population. Le Togo a respecté les engagements pris à l'égard du Fonds monétaire international, dont il est considéré comme un des meilleurs « élèves » africains. Il a obtenu des conditions favorables de réajustement de sa dette auprès des membres du Club de Paris. Le taux de croissance du PIB, après avoir été négatif, redevient positif.

Pour poursuivre ses investissements productifs, le Togo doit faire appel à des financements extérieurs. Pénalisée par la Banque mondiale et le PNUD, préparée au cours d'une réunion à Paris en janvier, une conférence des bailleurs de fonds pour le développement du Togo se tiendra à Lomé du 26 au 28 juin.

Une autre rencontre internationale importante aura lieu dans la capitale togolaise quelques jours plus tard, du 4 au 6 juillet : la huitième conférence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Une conversion au libéralisme économique

Le Togo est un des pays africains viables économiquement. A moins qu'il ne perde totalement le contrôle de sa croissance démographique — déjà préoccupante — il conservera pendant plusieurs années la capacité de nourrir sa population. Estimée actuellement à quelque trois millions de personnes, celle-ci dispose de 56 600 kilomètres carrés de terres généralement cultivables. D'autre part, les ressources minières sont importantes à l'échelle du pays : le phosphate (environ 2 % de la production mondiale), le calcaire et le marbre sont exploités. La qualité de l'infrastructure des transports (routes et port de Lomé) constitue un troisième atout ; il n'y a pas au Togo de régions isolées, difficiles à administrer ou à mettre en valeur.

Pendant dix ans, le Togo a disposé des ressources nécessaires pour une politique de développement volontariste, fondée sur des plans quinquennaux (1966-1970 et 1971-1975). Il s'agissait de créer les infrastructures nécessaires pour l'intégration des différentes régions, les réformes agraires visant à l'autosuffisance alimentaire et la formation d'un tissu industriel moderne.

Le troisième plan (1976-1980) mettrait davantage l'accent sur le développement du secteur tertiaire, qui, aujourd'hui, contribue pour moitié à la formation du PIB, dont 25 % pour le commerce et le tourisme. Mais sur un montant initial prévu de 282 milliards de

francs CFA (1 franc CFA = 2 centimes), seulement 206 furent effectivement débloqués. En effet, il fallut réviser en baisse des objectifs établis après le quintuplement du prix du phosphate en 1974. La chute des cours, à partir de 1975, ne fut que partiellement compensée par la hausse de ceux du cacao et du café, autres exportations principales du pays, qui baissèrent eux aussi par la suite.

Après une période d'euphorie, qui engendra quelques imprudences, le Togo s'aperçut que ses richesses étaient tributaires de contraintes : l'évolution erratique des cours des matières premières, en ce qui concerne le phosphate ; les aléas climatiques en ce qui concerne les cultures d'exportation.

Austérité dès 1979

Le quatrième plan (1981-1985) ne put être mis en œuvre en raison du cumul de facteurs externes et internes défavorables. La dette extérieure s'alourdissait du fait de la montée du cours du dollar, alors que la crise économique mondiale suscitait la baisse des recettes d'exportation. La fermeture des frontières décidée par les pays voisins avait des effets négatifs sur l'activité commerciale, qui, au Togo, dépendait traditionnellement du cadre des frontières nationales. La sécheresse de 1983 compromettait les récoltes de cacao

et de café qui constituent les deuxième et troisième recettes d'exportation après le phosphate.

En fait, pour pouvoir bénéficier d'un réajustement de certaines échéances de la dette extérieure en accord avec le Fonds monétaire international et le Club de Paris, le gouvernement togolais avait pris des mesures d'austérité dès 1979. Les dépenses d'investissement publiques passèrent de 108 milliards de francs CFA en 1978 à 42 milliards en 1980.

A partir de 1983, le programme de stabilisation financière et de restructuration de l'économie établi en accord avec le FMI et la Banque mondiale vise à réduire de moitié le déficit des finances publiques afin de permettre un réajustement de la dette extérieure. La cote d'alerte avait été atteinte en 1982 avec des arriérés de paiement de cette dette s'élevant à plus de 30 milliards de francs CFA au titre des montants ayant déjà fait l'objet d'une consolidation par le Club de Paris et les banques commerciales engagées au Togo. Au 31 décembre 1983, l'encours total de la dette extérieure s'élevait à 314 milliards de francs CFA.

L'examen de conscience des planificateurs togolais s'accompagne d'une conversion au libéralisme. Dans l'euphorie du « boom » phosphaté, de grands espoirs avaient été fondés sur les sociétés d'Etat. Une révision décevante s'est opérée : on reconnaît maintenant, à

Lomé, que les entreprises nationales créées dans les années 70 pèchent par inefficacité et excès d'ambition. Les sociétés d'Etat sont ou seront rendues au secteur privé. Les investisseurs étrangers sont invités à prendre le relais d'une épargne nationale souvent insuffisante. Le ministre des sociétés d'Etat est en fait chargé de leur liquidation ; c'est un homme issu du secteur privé, jugé parfaitement compétent par les experts internationaux.

En décembre 1984 un groupe américain s'est déjà vu confier la « location-gérance » de l'ancienne aciérie nationale. Les installations de stockage des hydrocarbures sont sous le contrôle de la Shell. Il n'est pas question de maintenir en l'état l'ancienne raffinerie de pétrole, lourdement déficitaire. Les sociétés qui traitaient le textile, les matières plastiques, les détergents, l'huile d'arachide et les produits laitiers seront confiées au plus offrant et de larges facilités fiscales seront accordées aux investisseurs étrangers. Seul le secteur « stratégique » de phosphate, des produits agricoles exportables, de l'eau et de l'électricité restera sous le contrôle de l'Etat.

En dehors du capital international, les PME togolaises sont encouragées à développer leurs activités par une simplification des réglementations en vigueur. L'exaltation des valeurs de la libre entreprise s'accompagne de mesures visant à diminuer la charge de la fonction

publique. Les salaires des fonctionnaires ont été bloqués. Ceux qui ont dépassé la cinquantaine sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite. En 1984, l'administration et les sociétés d'Etat employaient quarante-cinq mille fonctionnaires ; tous ont dû verser un impôt de « solidarité » retenu à la source et constituant 5 % de leurs émoluments.

Amorce de redressement

Les mesures d'assainissement ont déjà commencé à porter leurs fruits. Le service de la dette a été ramené en 1984 à 45 % du budget (contre 50 % en 1983) et à 56 % des recettes d'exportation (contre 61 %). Tous jours en 1984, le produit intérieur brut (PIB) est estimé à 291,6 milliards de francs CFA, en hausse de 2,3 % pour la première fois depuis quatre ans. Les exportations ont représenté 35,8 % du PIB, et les importations 42,3 %. Il faut souligner qu'une part importante des marchandises importées est réexportée parfois de façon clandestine et échappe aux statistiques douanières.

Des achats accrus de la part de certains pays, la France notamment, et la prospection de nouveaux marchés expliquent ces bons résultats constatés dans les exportations de phosphates. Leur volume pour l'année dernière est évalué à 2,9 mil-

lions de tonnes, soit une progression de 45 %.

D'autre part, une bonne saison des pluies laisse prévoir cette année de biens meilleures récoltes qu'en 1984 : 15 000 tonnes de cacao (+ 58 %), 35 000 tonnes de coton (+ 45 %) et 8 000 tonnes de café (+ 400 %). De très bonnes récoltes de riz, ignames, mil et maïs ont été enregistrées, entraînant une baisse sensible des prix sur les marchés et favorisant une hausse du pouvoir d'achat en général.

Il y a des excédents alimentaires par rapport à la consommation nationale, et la France songe à acheter une partie de ceux-ci pour les redistribuer aux pays du Sahel affectés par la sécheresse. Cela permettrait de faire de considérables économies de transport et de soutenir le marché togolais. La Communauté européenne a déjà acheté des excédents de maïs togolais pour les acheminer au Niger.

Depuis le lancement de la « révolution verte », en 1977, un effort considérable a été accompli en faveur du secteur agricole, qui emploie 750 000 personnes, soit 80 % de la population active totale, et a représenté 32,4 % du PIB en 1984. A l'inverse de beaucoup de pays de la région, le Togo est autosuffisant en produits vivriers, à l'exclusion du riz, du blé et du sucre.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(Lire la suite page 25.)

AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

A l'heure où la situation de l'Afrique se détériore, l'autosuffisance alimentaire devient plus que jamais la préoccupation numéro un de l'ensemble des pays du continent noir. En nation avisée, le Togo, qui compte 80 % d'agriculteurs, n'a pas attendu l'apparition de la crise pour agir et recueillir les fruits d'un travail auquel toute la population a participé. Avant même que soit déclenchée l'alarme de 1976, où la sécheresse a durement frappé le Sahel, et donc le nord du pays, le chef de l'Etat avait accordé la priorité au secteur rural. Les mesures énergiques qu'il a prises ont poussé les paysans à produire plus, ont freiné l'exode rural et permis une meilleure harmonisation du marché. Bref, elles ont garanti la sécurité alimentaire du Togo.

Proclamée l'Année du paysan, 1975 marque incontestablement la première étape du développement rural togolais. Ayant instauré la paix et réalisé l'unité nationale, le général Eyadéma signifiait alors que l'agriculture était l'affaire de toutes les couches sociales et qu'elle constituait le fondement de l'économie.

Dès le 1^{er} janvier 1975, les paysans furent exhortés de la façon suivante, mesure concrète que les intéressés accueillirent avec enthousiasme. Ce premier geste fut soutenu par une vaste campagne de sensibilisation : tout au long de l'année, le gouvernement organisa des expositions agricoles à Lomé et dans les chefs-lieux de préfecture, encouragea les paysans et invita les jeunes à retourner à la terre.

Le deuxième acte capital fut entrepris lors du séminaire de la production vivrière de 1977. Exhortant les Togolais à « porter un coup décisif à la pauvreté et à la misère », le chef de l'Etat lançait la « révolution verte ». Avec un objectif : parvenir à l'autosuffisance alimentaire. « Dans cinq ans, les populations devront disposer à tout moment et sur tout le territoire des biens alimentaires qu'ils auront eux-mêmes produits », déclarait-il. Le pari allait être tenu dans les délais fixés.

DYNAMISER LE SECTEUR RURAL

D'emblée, les Togolais se mirent au travail. Responsables politiques et techniciens agricoles sillonnèrent le pays pour expliquer aux paysans la nécessité d'augmenter les superficies et de diversifier les cultures vivrières. Ces campagnes, renouvelées chaque année, ont fortement contribué à mobiliser les masses et améliorer les résultats sur le terrain.

Parallèlement, un train de mesures a été décidé pour dynamiser le secteur rural. Ainsi, les organismes agricoles ont été restructurés de façon significative et plusieurs institutions ont été créées. Le pays a notamment vu naître la Société togolaise du coton (Sotocot), la Société nationale de développement de la culture fruitière (Togofruit), la Société nationale pour le développement, la rénovation et le développement de la cacaoyère et de la caféière (SRCC) et l'Office national des produits vivriers (Togograin) qui achète, stocke et redistribue les céréales à des prix abordables.

Pour inciter les paysans à produire plus, l'Etat subventionne désormais à 50 % le prix des engrais et des pesticides, ce qui grève chaque année le budget national de 1 milliard de francs CFA. Certes, l'emploi des engrais n'est pas encore très répandu pour les cultures vivrières ; aussi explique-t-on aux agriculteurs qu'ils peuvent, grâce à ces produits, doubler ou même tripler leurs rendements. Mais les campagnes d'information ne sont efficaces que si elles s'adressent à des hommes avertis. C'est pourquoi le général Eyadéma a annoncé en 1980 la création de centres de formation de jeunes agriculteurs dans chaque région économique.

Ces centres reçoivent des jeunes du niveau de la classe de troisième et les prennent en charge pendant deux ans. Une fois formés, les élèves pourront obtenir des prêts de la Caisse nationale de crédit agricole qui leur fournira un capital de départ pour exploiter 5 hectares. Il ne s'agit donc pas seulement de fabriquer de nouveaux diplômés mais de former des jeunes capables de produire de manière efficace.

Ce type d'intervention n'est d'ailleurs pas le seul que pratique la Caisse de crédit agricole. Créée en 1967 et restructurée en 1973, elle s'adresse aussi aux groupements et coopératives (la notion de prêt et son remboursement n'étant pas encore bien perçue par le paysan individuel). Les prêts à court terme, ou prêts de campagne qu'elle octroie, servent à financer les moyens de production et la commercialisation, tandis que les prêts à long et moyen terme sont surtout consentis pour l'élevage, la culture du cacao et du café. Les dispositions d'incitation à produire plus ne se limitent pourtant pas au seul financement et à la formation. Pour stopper l'avance du Sahel, de la désertification (et par là améliorer la pluviométrie), l'Etat a décidé de reboiser.

D'où l'initiative, prise en 1977, d'instaurer chaque année une « journée nationale de l'arbre ». Acte symbolique qui réintègre le reboisement dans les mœurs et qui a permis la mise en place de pépinières comme celle de Bouassé.

Enfin le gouvernement n'organise toute une série de concours et d'expositions pour stimuler les agriculteurs et récompenser les paysans ouverts au progrès.

ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION

De telles mesures n'ont pas manqué de porter leurs fruits. Très vite, le Togo a enregistré un accroissement substantiel de sa production vivrière et une baisse des prix. Ainsi le volume des récoltes de maïs est passé de 123 000 tonnes en 1976 à 160 000 tonnes en 1981, celui du mil de 107 000 tonnes à 120 000 tonnes et ce malgré des conditions climatiques très défavorables lors de l'année 1980. En ce qui concerne les prix, le kilogramme de maïs a diminué de 79 F CFA en 1976 à 33 F CFA en 1978, celui du gari est descendu de 108 F CFA à 52 F CFA et le litre d'huile de palme de 456 F CFA en 1977 à 234 F CFA en 1980. Des résultats, on le voit, qui sont loin d'être négligeables !

Il ne suffit pourtant pas de produire, il faut aussi mettre les produits à la disposition des consommateurs en tout temps et en tout lieu. On sait qu'en Afrique noire une partie des récoltes est souvent perdue faute de moyens de transport et de stockage. Sans compter les spéculateurs qui interviennent trop souvent entre le producteur et le consommateur. Comme bien d'autres, le Togo n'a pas échappé aux pratiques malhonnêtes de ces « rapaces ». Profitant de la relative abondance des récoltes, ces derniers ont acheté à bas prix leurs produits aux paysans, puis exporté frauduleusement les denrées à

l'étranger ou stocké le fruit des récoltes pour provoquer une fausse pénurie et faire grimper artificiellement les prix. Quelques commerçants peu scrupuleux ont également acquis des productions avant les récoltes aux agriculteurs, qui sont souvent incapables d'évaluer la valeur de leurs produits sur pied.

Face à de telles pratiques, qui compromettent l'économie d'un pays, le général Eyadéma a choisi de frapper un grand coup. Partant en guerre contre « les pêcheurs en eau trouble qui sabotent les efforts de la nation », il n'a pas hésité à prendre de rigoureuses mesures.

Alors que le commerce des produits vivriers était jusque-là totalement libre, le gouvernement a choisi de donner sur les marchés priorité d'achat à Togograin. Des contrôles de police des douanes et de la gendarmerie ont été organisés pour freiner l'exportation illégitime des produits vers l'étranger, et la vente sur pied des récoltes est désormais interdite sous peine d'amende pour le vendeur et de sanction plus lourde encore pour l'acheteur.

Une grande campagne d'explication (meetings politiques, articles de presse à l'appui) a été engagée pour convaincre le paysan de participer au maintien de la sécurité alimentaire de tout le pays. On démontra à l'agriculteur qu'il est de son intérêt de vendre le sac de maïs à 6 000 F CFA à Togograin pendant la récolte malgré les 8 000 F CFA proposés par les spéculateurs. Car, en période de soudure, Togograin pourra éder ce même sac à 8 000 F CFA alors que le commerçant exploiteur en réclamera 19 000 F.

Pour soutenir la mission de Togograin en lui permettant d'acheter et de stocker, le gouvernement lui a d'abord alloué une subvention de 620 millions puis il a créé un Fonds de solidarité nationale alimenté exclusivement par une souscription volontaire. Ainsi la dernière campagne a permis de réunir un total de 276 millions de francs CFA, offrant à Togograin la possibilité d'acquiescer quelque 10 000 tonnes de produits vivriers.

Cette politique agricole a aidé le Togo à franchir le seuil de l'autosuffisance alimentaire. Aujourd'hui, les populations sont à l'abri de la pénurie. Mieux, les prix ont considérablement baissé sur le marché. Comme le souligne fièrement le quotidien togolais : « Dans le Togo de la nouvelle marche, chaque habitant peut cueillir les fruits de l'arbre planté par tous. »

Reste à pérenniser les résultats obtenus en matière de production et de commercialisation, à se garder des spéculations et à parer aux aléas climatiques en développant l'hydraulique villageoise. Conscient de ces problèmes, l'Etat entend bien poursuivre l'effort entrepris depuis 1975. Mais il souligne aussi l'importance du pari qu'il a gagné. Car le Togo a effectué un pas immense vers le progrès.



Depuis le lancement de la politique d'autosuffisance alimentaire, les produits vivriers abondent sur les marchés.

HOTEL SARAH

PLM-ETI



L'histoire mouvementée d'un pays convoité

Le Togo, un des membres les plus sûrs de la famille francophone d'Afrique noire, est en fait une ancienne possession allemande. Seul gain territorial de la France en Afrique avec le Cameroun après la guerre de 1914-1918, il fut longtemps l'objet des convoitises européennes au dix-neuvième siècle. La population togolaise était constituée à l'origine d'une majorité de fugitifs qui tentèrent, aux quinzième et seizième siècles, d'échapper aux guerres que se livraient les Aschantis au Ghana actuel et les Moss en Haute-Volta.

Aux rivalités africaines vont succéder rapidement celles des Européens. Des voyageurs britanniques, portugais, hollandais et danois visitent le littoral et se livrent à différentes opérations commerciales. Les premiers Français actifs sont des commerçants maritimes, spécialisés dans la vente de l'huile de palme au Dahomey, qui s'installent en 1864 à Petit-Popo puis à Porto-Seguro. Ils sont suivis par d'autres compatriotes et se trouvent en rivalité avec des Allemands, déjà installés depuis 1856 et bientôt soutenus par Bismarck.

Un territoire partagé

Entre Paris et Berlin, c'est à qui obtiendra au plus vite sa zone de « protectorat ». En 1883, Jules Grévy signe un décret qui instaure en principe ce protectorat sur les territoires de Petit-Popo, Grand-Popo, Agoué et Porto-Seguro. Mais un an plus tard, le 5 juillet 1884, un émissaire allemand, le Dr Nachtigal, signe un accord avec le représentant de M'lapa III, chef traditionnel de l'actuelle localité de Togoville. Cet accord garantit à M'lapa III l'indépendance de son territoire en échange de la liberté de commerce pour les Allemands. Togoville était à l'époque un simple village qui a donné son nom au pays.

La zone sous influence allemande s'étend rapidement avec le ralliement des notables de communautés

voisines et bientôt, malgré les conventions passées naguère avec la France, le pavillon est hissé à Porto-Seguro. A la conférence de Berlin en 1885, Paris renonce à ses « droits » sur ces territoires. La conférence trace les zones d'influence respectives de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne (entre Lomé et Aflao) et de la France. L'Allemagne s'est taillé la part du lion sur le littoral, mais il lui reste à conquérir le nord du pays où les populations kabré et konkomba lui opposent une résistance farouche pendant plus de quinze ans.

Même après la « pacification », les Européens se risquent rarement au nord en raison de l'insécurité. Au sud, la colonisation allemande, marquée par une discipline sans faille, aboutit vite à des résultats économiques non négligeables. Plusieurs lignes de chemin de fer sont tracées pour l'exploitation du coton et du cacao. Avant la Grande Guerre, les convois ferroviaires atteignent Atakpamé, à environ 200 kilomètres vers le nord.

Le Togo est le seul pays au monde dont la capitale, Lomé, est pratiquement située sur une frontière. C'est là le résultat du partage intervenu après la défaite allemande. Une première division a lieu en 1914 après une guerre plus rapide en Afrique qu'en Europe. Aux termes d'une convention signée à titre provisoire le 30 août entre les gouverneurs de la Gold Coast (aujourd'hui le Ghana) britannique et du Dahomey français, Lomé et les riches terres à cacao de la région de Palime passent sous administration britannique ; la France se voit attribuer la partie la plus pauvre du pays. Cette partition est rectifiée en juillet 1919 par le Conseil suprême allié, composé de la France, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de l'Italie ; la décision de ce Conseil sera entérinée en 1922 par la Société des Nations. Henry Simon, alors ministre des colonies, peut se féliciter de la nouvelle donne : Paris, indique-t-il, obtient « la partie principale du Togo, son entier front de mer, le port de Lomé et les voies ferrées qui en partent ».

L'article 119 du traité de Versailles stipule que Berlin « renonce à

tous ses droits et titres sur les possessions d'outre-mer ». Le legs involontaire de l'Allemagne est assez considérable pour l'époque. Un wharf, à Lomé, permet le trafic maritime malgré le caractère peu hospitalier du littoral pour les bâtiments de fort tonnage. Le réseau routier compte plus de 1 200 kilomètres de voies carrossables. Quelques trois cent quarante établissements dispensent un enseignement moderne ; jusqu'en 1912 la scolarisation avait été confiée aux missions catholiques et protestantes, qui formaient un embryon d'élite locale.

Revendiqué par Hitler

D'une superficie de 33 900 kilomètres carrés, le Togo occidental, sous mandat britannique, est rattaché administrativement à la Gold Coast. Le Togo oriental, sous mandat français, s'étend sur 56 000 kilomètres carrés. Il est administré de façon autonome jusqu'en 1934, année où des mesures d'austérité décidées à Paris aboutissent à une certaine fusion des personnels avec le Dahomey. A partir de 1936, le gouverneur de l'Afrique occidentale française (AOF) assume notamment les fonctions de commissaire de la République pour le Togo.

Le mandat est confié à la puissance de tutelle « dans l'intérêt des habitants du territoire pour accroître leur bien-être matériel et moral et favoriser le progrès matériel et moral, mettre fin à l'esclavage et au commerce des esclaves ainsi qu'au travail forcé ou obligatoire sauf pour les travaux de services publics éventuels et sous condition d'une rémunération équitable, contrôler le trafic des armes, des munitions et des spiritueux, empêcher l'exploitation des populations en surveillant les conditions de travail, enfin assurer la liberté de commerce et des cultes ainsi que l'établissement des missions sous réserve du maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs ».

La partition du territoire n'est pas profitable à une partie des habitants arbitrairement séparés de part et d'autre de la frontière établie par les autorités européennes ; c'est notamment le cas des Ewés, des Mampons, des Mobas, des Konkombas et des Akposos. Toutefois, sur le plan économique, la colonisation n'a pas que des aspects négatifs. La voie ferrée est prolongée vers le nord ; des terres jusqu'alors désertiques sont mises en exploitation pour la culture du maïs et de l'igname. La crise de 1930 constitue un coup dur pour un territoire dont le commerce extérieur n'avait cessé de progresser.

La France, inquiète des revendications hitlériennes sur le Togo, essaie de se concilier les sympathies des chefs coutumiers pour consolider ses positions. En janvier 1933, à Lomé, des émissaires dues aux excès de la fiscalité avaient constitué un salubre avertissement. Déjà une élite africaine fait du Togo un des pays les plus vivants du continent. En 1936, les « évolués » se mêlent aux Européens au sein d'un cercle des amitiés françaises dont le vice-président n'est autre que Sylvanus Olympio, un homme d'affaires dont la famille est originaire du Brésil, futur président de la République. Le Togo est en pleine ébullition intellectuelle et politique quand éclate la seconde guerre mondiale qui ouvre pour le pays une période de contraintes et de réquisitions.

Une assemblée territoriale est élue à la fin des hostilités ; majoritaire au sein de cette assemblée, le Comité d'unité togolaise (CUT) fait preuve d'un esprit frondeur à l'égard des autorités de tutelle de 1946 à 1948. Les activités de Nkrumah au Ghana ont un écho au Togo, dont les Nations unies surveillent attentivement l'évolution. Le double collège est supprimé par la loi du 6 février 1952 ; un conseil de gouvernement est mis en place par la loi du 16 avril 1953. Les grandes lignes de la loi-cadre Defferre apparaissent déjà en filigrane dans ces mesures préparant une émancipation progressive de l'Afrique francophone.

La République autonome du Togo, étape transitoire, est proclamée le 30 août 1956. Le premier

ministre en est Nicolas Grunitzky, chef du Parti togolais du progrès (FTP), député du Togo à l'Assemblée nationale française depuis 1951. La France conserve la responsabilité des relations extérieures, de la défense et de la monnaie. Tout le reste, y compris le maintien de l'ordre public, est de la compétence du gouvernement togolais.

Alors que s'accroît le processus conduisant à l'indépendance, Sylvanus Olympio voit sa popularité grandir parmi le peuple ewé, dont il a demandé la réunification avec ses frères du Ghana en portant l'affaire jusque devant l'ONU. Son parti, le Comité d'union togolaise (CUT) gagne les élections d'avril 1958 et le gouverneur français fait appel à lui pour succéder à Nicolas Grunitzky.

27 avril 1960 : l'indépendance

Ce sera là le dernier acte de souveraineté française. L'indépendance est proclamée le 27 avril 1960. Sylvanus Olympio devient président de la République. Son parti recueille 97 % des voix lors des élections législatives de 1961, résultat trop spectaculaire pour ne pas être contesté. Très vite les querelles s'enveniment entre les habitants du Sud et ceux du Nord, qui s'estiment victimes de discriminations de la part d'un régime autoritaire.

Le 13 janvier 1963, des militaires nordistes tentent de s'emparer du chef de l'Etat ; celui-ci est abattu au moment où il allait se réfugier dans une ambassade étrangère. Le pouvoir est confié à son ancien rival malheureux, Nicolas Grunitzky. Le nouveau chef de l'Etat s'efforce d'abord d'associer davantage les nordistes à la vie politique en mettant en place un gouvernement bicéphale. Les tensions reviennent nombreuses du Ghana et du Dahomey après une amnistie générale. Les relations avec la France sont bonnes, et le Togo devient un des membres actifs du Conseil de l'Entente et de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM).

L'image du pays à l'extérieur est toutefois ternie par l'instabilité politique sur le plan intérieur. L'expérience bicéphale se révèle difficile, la méfiance est manifeste entre le président et le vice-président. Après des péripéties diverses, l'armée s'installe définitivement au pouvoir, le 13 janvier 1967, quatre ans après le premier coup d'Etat, « pour éviter que le pays ne sombre dans l'anarchie la plus complète ». La Constitution est abolie, l'Assemblée dissoute ; un comité de réconciliation nationale porte, trois mois plus tard, le lieutenant-colonel Gnassingbé Eyadéma à la tête du gouvernement.

Originaire du Nord, le nouveau maître du pays s'entoure essentiellement de compagnons d'armes de la même région au sein de l'équipe dirigeante. En 1969, un parti unique, le Rassemblement du peuple togolais (RPT) se donne pour programme l'union nationale. En janvier 1972, un référendum est organisé pour légitimer le pouvoir du président Eyadéma, confirmé dans ses fonctions par le suffrage universel. Les joutes politiques qui ont marqué les premières années d'autonomie du Togo sont finies ; le pays gagne en stabilité, mais l'opposition, souvent active à l'étranger, peut contester ce type de légitimité.

J. G.

BIBLIOGRAPHIE

Pour l'histoire détaillée du Togo, on peut se reporter notamment aux ouvrages suivants :

Histoire du Togo, de Robert Cornevin, Berger-Levrault, 1959.

Le Togo aujourd'hui, de Maurice Firaux, Jeanne Afrique, 1977.

Histoire de l'Afrique noire, de Joseph Ki-Zerbo, Hatier, 1972.

Les Cinquante Afriques, de Claude Wanthier et Hervé Bourges, Seuil, 1979.

(Publicité)

LE TOGO : L'AFRIQUE EN RACCOURCI

Mince bande de terre entre le Ghana (à l'ouest) et le Bénin (à l'est), le Togo est l'un des plus petits pays d'Afrique. Ses richesses naturelles, la diversité de ses paysages et des ethnies qui y vivent en font pourtant l'un des pôles touristiques du continent noir.

De la côte forestière à la frange sud du Sahel, il satisfait tous les goûts. Tourisme balnéaire, randonnées au séjours culturels : le visiteur n'a que l'embarras du choix. Il pourra s'abandonner aux délices des palaces, intégrer un village de vacances, faire étape dans un simple matelot de brousse.

Chaleureuse, cette Afrique en raccourci allie la gaieté de l'accueil aux avantages du monde moderne. Grâce à de bonnes dessertes aériennes et à un réseau routier bien ramifié, le Togo se découvre en effet dans les meilleures conditions. Le gouvernement a d'ailleurs lancé ces dernières années un vaste programme d'investissements destiné à doter le pays d'infrastructures touristiques de qualité. La capitale a été équipée d'établissements dans bien des villes africaines rêvées, et plusieurs hôtels ont surgi en plein cœur du Togo.

L'effort a été payant et les fruits de la politique dynamique du général Eyadéma commencent à être récoltés : plus de 100 000 étrangers viennent chaque année au Togo, et les recettes du tourisme ont atteint près de 4 milliards de francs CFA dès 1980.

Lomé : une capitale colorée

Tout voyage au Togo commence à Lomé. Vitrine du pays, la capitale permet d'apprécier de prendre la mesure de cette petite nation. Contrairement à certaines autres villes africaines, elle n'a pas l'aspect d'une exotisme artificielle placée sur un territoire où d'immenses régions restent sous-développées.

A moins de sept heures de vol de Paris, à quelques heures de route de Lagos, d'Accra et de Cotonou, Lomé offre un merveilleux dépaysement, un ensoleillement exceptionnel pour la côte (le soleil y brille pendant huit mois, d'octobre à juin) et la gentillesse de ses quatre cent mille habitants. Mieux : elle a su garder un cachet typiquement africain et conserver sa taille humaine. Ici, pas de buildings écrasants mais une terre rouge, des espaces verts, des maisons basses très colorées et des cooriers. D'un charme discret et quelque peu démodé. La joie de vivre flotte dans l'air, simplement. L'Européen y trouve aucune agressivité et peu de mains tendues dans l'espoir d'un « cadeau patron ». Le Togolais, qui a côtoyé les Portugais dès le XVI^e siècle et qui fut deux fois colonisé, a conservé sa fierté et sa personnalité.

Sur toute la côte du Bénin, Lomé est renommée pour ses plages de sable fin et ses promenades ombragées le long du littoral. Mais c'est au grand marché que l'on sent battre le cœur de la ville. Là, tout près de la cathédrale du Sacré-Cœur, le touriste est plongé dans un univers de cris, d'odeurs et de couleurs. Le va-et-vient est incessant, des étages spécialisés dans les tissus où règnent les « Nanas Benz » aux petits étals des vendeurs de fruits ou de piments.

Côté hôtelier, la capitale est extrêmement bien équipée. De par sa situation géographique et sa politique de diplomatie, Lomé est en quelque sorte devenue la « Genève de l'Afrique ». Nombre de conférences et de congrès internationaux s'y déroulent régulièrement : les deux dernières conventions entre la CEE et les pays en voie de développement ont ainsi été signées en son sein.

Aussi les dirigeants l'ont-ils doté d'établissements ultramodernes de classe internationale tels que l'hôtel de la Paix, le Sarakawa et surtout l'hôtel du Deux-Février qui sont conçus pour recevoir touristes, hommes d'affaires et congrès en tous genres. Selon ses goûts ou ses moyens, le visiteur dispose donc de palaces ou du petit hôtel qui compense souvent l'absence de luxe par la chaleur de l'accueil. Mais quel que soit le mode d'hébergement, il convient d'essayer la cuisine togolaise — délicieuse — et de ne pas négliger les brochures de l'office vendues en plein air au détour d'une rue.

De la côte au nord du pays

De Lomé, il est possible d'entreprendre une foule d'excursions, d'escapades d'un après-midi ou de plusieurs jours.

La découverte du lac Togo, à 28 kilomètres de la capitale, s'impose. Très apprécié des autochtones, cet endroit idyllique offre au visiteur la possibilité de se baigner sans crainte, de faire de la voile ou du ski nautique et d'admirer les superbes oiseaux aquatiques. De là, une traversée d'une quinzaine de minutes en pirogue conduit à un village pittoresque, Togoville, où l'on peut visiter la concession du chef coutumier (il est alors recommandé de se faire annoncer). D'autres promenades sont proposées dans la région, soit sur le circuit des phosphates, soit vers la forêt Togodo et le fleuve Mono.

Mais la richesse du pays réclame une incursion vers le nord, chose d'autant plus facile à réaliser que le Togo s'étire sur 700 km seulement du Nord au sud et que ses routes sont très praticables. En sortant de Lomé par la voie qui conduit à Ouagadougou, le touriste se dirigera vers Notse, ville historique du peuple Ewé. Les régions du plateau du Sud-Est présentent un intérêt indéniable : entre Kpalimé, Atakpamé et Badou (triangle du café et du cacao), elles regorgent de forêts-galeries, de cascades et d'horizons étendus.

Au centre du pays, le visiteur découvrira la réserve de Fazo-Malakassa, la richesse du folklore en pays Bassar Tem et Tchamba. C'est pourtant le nord du Togo qui fascine le plus. De Lama Kara, des excursions sont organisées vers la vallée des Tamberma encore miraculeusement préservée, le parc national de la Kara et enfin les grandes plaines de l'Oti et de Togo. La région de Kara, une des plus typiques du Togo, vaut le détour et même un aller et retour dans la journée à partir de Lomé.

A ces sites parfois magiques s'ajoute une flore et une faune extrêmement diversifiées et colorées. Côté végétation, le visiteur rencontrera tout ce que l'on espère trouver sous les tropiques : les palmiers à huile et les cocotiers, l'acajou, le teck, le kapokier et le baobab. Le Togo possède les grands arbres de la forêt fluviale et les orchidées, les bibiscus et les philox et fleurissent toute l'année.

La faune est elle aussi très riche et se prête aux meilleurs safaris-photos. Outre les oiseaux tropicaux, ceux qui veulent rencontrer le gros gibier africain feront le guet au parc de Kéran. Là ils croiseront des gazelles, des antilopes, des buffles, des singes, des éléphants, etc. A condition, bien sûr, d'être patients car les animaux ne se laissent pas toujours photographier aisément.

Un pays de traditions

Mosaïque humaine, le Togo compte une multitude d'ethnies et de dialectes locaux. On dénombre ainsi près d'une quarantaine de dialectes pour une population d'environ deux millions et demi d'habitants. Ce qui a évidemment donné naissance à une culture basée, comme la plupart des sociétés africaines, sur la tradition orale.

Cherchant à garder au Togo son authenticité, le gouvernement a d'ailleurs remis les fêtes traditionnelles au goût du jour et rétabli l'enseignement des langues locales (le kabré et l'ewé) à l'école.

LES PRINCIPAUX HOTELS DU TOGO

A Lomé

- Hôtel du Deux-Février Sofitel, l'un des établissements les plus prestigieux de l'Afrique de l'Ouest. Il est géré par la chaîne Sofitel. Téléphone à Lomé (228) 21-00-03. Téléc 5347.
- Hôtel Sarakawa (5 étoiles luxe), géré par la chaîne PLM-ETAP. Téléphone à Lomé (228) 21-65-90. Téléc 5354.
- Hôtel de la Paix (4 étoiles luxe), géré par la chaîne Cordial. Téléphone à Lomé (228) 21-52-97. Téléc 5252.
- Hôtel le Bénin (de classe internationale). Téléphone à Lomé (228) 21-24-85. Téléc 5264.
- Hôtel Tropicaire (village de vacances), géré par la Société Touristik togolaise. Téléphone à Lomé 21-34-06/07. Téléc 5269.

Dans le reste du pays

- Hôtel du Lac (au bord du lac Togo), B.P. 201 Agbodrafo. Téléc 5269.
- Hôtel Kara (à Lama-Kara, dans le Nord). Téléphone à Lama-Kara 96-60-20 et 96-60-21.
- Hôtel Fazo (en plein cœur du Togo), géré par le groupe PLM. Réservation à l'hôtel Sarakawa à Lomé.
- Grand Hôtel du trente-Août (Kpalimé).
- Roc Hôtel (Atakpamé).
- Nouvel Hôtel Central (Sokodé).

Le pays compte trois agences de tourisme importantes :

- Togo Palm Tours (directeur M. Agbassou Kaffi Sanvi), 1, rue du Commerce, B.P. 3316 Lomé. Tél. : 21-57-84. Téléc : 5278 Patou.
- Togo Tourisme (directeur M. Kodjo Atanachawo), 1, avenue de la Libération, B.P. 7543 Lomé. Tél. : 21-09-32. Téléc : 5277.
- Togo voyages (directeur M. Laa Abala Djondjo), 13, rue du Grand-Marché, B.P. 1078 Lomé. Tél. : 21-12-77. Téléc : 5238 Togova.

هكذا من الأصل

Les « nanas Benz », piliers du commerce

Il y a une catégorie sociale que les mesures d'austérité décidées au Togo n'affectent pas trop. Ce sont les « nanas Benz », les commerçantes de Lomé, ainsi surnommées parce qu'on les voit plus souvent installées dans une Mercedes que dans une R5. Elles occupent sur le marché un créneau qui réveille à la fois la crainte et la convoitise : la vente des tissus-pagnes non seulement à leurs sœurs togolaises, mais aussi à toutes les coquettes de l'Afrique de l'Ouest.

Il est bien difficile de comptabiliser le chiffre d'affaires des maisons d'import-export tenues par ces femmes. L'apparence modeste des boutiques qu'on peut visiter rue du Marché, dans le centre de Lomé, ne doit pas tromper : les affaires sérieuses se traitent hors de la vue du commun des chalandes. Au moins une trentaine de ces commerçantes dépassent un chiffre de vente annuel de 100 millions de F.CFA.

A l'époque coloniale le commerce des tissus-pagnes était entièrement aux mains des importateurs européens représentés par les maisons de commerce de la place. Ensuite, ces maisons ont progressivement abandonné la commerce de détail aux Togo-

mutuelle hors des usages commerciaux d'Occident. En principe, la fermeture des frontières décidée naguère par certains voisins du Togo aurait dû gêner considérablement ce négoce. Apparemment, en Afrique, il y a toujours des accommodements possibles pour pallier la folie passagère des gouvernements.

Les mères togolaises ne prennent nullement ombrage de la place qu'occupe les « nanas Benz ». Les autorités vantant volontiers au visiteur leur « contribution à l'essor économique du pays » et présentant leurs activités comme une preuve « de la promotion

sociale de la femme togolaise ». Celles-ci ne se contentent plus de détenir 80 % du commerce pratiqué sur les marchés, elles étendent leurs activités à l'artisanat, aux transports, à la restauration et à l'hôtellerie. Elles s'installent aussi dans les professions libérales et la fonction publique.

Plusieurs associations de femmes ayant des responsabilités économiques constituent un puissant groupe de pression. Il y a quelques années, Lomé fut même la première capitale africaine administrée par un « maire en



J. G.

(« Togo d'aujourd'hui », Maurice Pélissier, Éditions Jeune Afrique.)

Une conversion au libéralisme économique

(Suite de la page 23.) De vastes programmes d'aménagement des zones rurales ont été lancés sous l'impulsion des directions régionales du développement rural (DRDR) installées dans chacune des cinq régions économiques du pays. Financés par des organismes internationaux (FED, PNUD, Banque mondiale) les programmes visent à mettre un frein à l'exode rural et au vieillissement de la population agricole. Certains de ces programmes gagnent toutefois à être coordonnés par l'action concertée des organismes d'aide, qui agissent souvent en ordre dispersé.

Parmi les principaux programmes, il y a celui de la mise en valeur de la vallée de la Kara, communément appelé « projet-FED » puisqu'il est financé à 75 % par le Fonds européen de développement. Un autre projet, visant au développement de la riziculture irriguée, est celui de la vallée de l'Ouèmé dans le nord du pays. La Chine finance un programme sucrier à Anié, à l'est de la région des plateaux. Il devrait permettre la production de 6 000 tonnes de sucre par an.

Pour inciter les paysans à augmenter les superficies exploitées et accroître les rendements, différents avantages sont consentis aux exploitations dont les propriétaires font preuve d'innovation. Les paysans sont exonérés, depuis 1975, paiement de la taxe civique. D'autre part, l'Etat subventionne le prix des engrais et des pesticides pour 50 %, ce qui représente une charge annuelle de plus de 1 milliard de francs CFA.

Les recettes budgétaires de l'Etat togolais proviennent essentiellement des contributions de l'Office togolais des phosphates (OTP) et de l'Office des produits agricoles du Togo (OPAT), autrement dit elles sont tributaires du niveau de la production et de la commercialisation des deux principales ressources nationales. En 1984, elles se sont élevées à 88,6 milliards de francs CFA, en hausse de 14,5 % par rapport à l'année précédente. Les dépenses courantes, hors amortissements au titre de la dette publique, étaient de 76,5 milliards de francs CFA.

Le Togo s'est assigné des objectifs immédiats par un « programme d'ajustement structurel » pour les années 1985 et 1986. Il s'agit de consolider la balance des paiements pendant la période transitoire au cours de laquelle les mesures d'ajustement et d'assainissement n'auront

pas encore porté tous leurs fruits. Pour y parvenir, l'accent sera mis sur la promotion des investissements privés, notamment dans les PME, la réforme de l'administration en vue de son adaptation au contexte économique nouveau, le redressement des entreprises publiques.

La stratégie du développement jusqu'à la fin de la décennie 80 repose sur la réussite de cette période d'ajustement transitoire. Il y aura peu de projets nouveaux jusqu'en 1987, à part la poursuite de la réalisation du barrage de Nangbeto, sur le fleuve Mono, qui devrait assurer au Togo l'autonomie en électricité et favoriser l'irrigation.

A moyen terme, les études en cours visent à la valorisation des res-

sources locales, notamment par la production d'acide phosphorique, et à l'exploitation plus ambitieuse de la position géographique du pays, l'intensification du trafic du port de Lomé pouvant profiter non seulement au Togo mais aussi au Mali, au Niger et au Burkina, sans débouchés sur l'Atlantique.

Fort du soutien du FMI et de la Banque mondiale, le Togo demandera à ses bailleurs de fonds traditionnels de lui fournir 326 milliards de francs CFA pour un programme d'investissements productifs évalués à près de 500 milliards de 1985 à 1990.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Un pays facile à découvrir

LES dimensions du Togo, six cents kilomètres de long, cinquante à cent cinquante kilomètres de large, sont un étroit pour un pays qui se veut être une Afrique miniature et qui possède sur son sol quelques-uns des paysages qui font la richesse touristique du continent noir. Il est vrai qu'il est en plus étonnant de pouvoir visiter ce pays en moins d'une semaine par des étapes qui excèdent rarement deux cent cinquante kilomètres, en se plongeant chaque fois dans une Afrique bien particulière.

Au Sud, la bande côtière, basse et sablonneuse, est couverte de cocotiers. La frontière chamanne touche les faubourgs de Lomé, la capitale. C'est une ville encore paisible, construite le long de la mer et dominée par les trente-cinq étages un peu incongrus de l'hôtel du 2-Février. Alors que la plage de Lomé s'étend chaque année un peu plus vers la mer (le Monde du 4 février 1985), le magnifique hôtel Sarakawa, de deux cent cinquante chambres, rassemble sa clientèle internationale autour d'une piscine, au demeurant moins dangereuse que les rouleaux de la barre côtière.

L'éclosion marine est telle que la route littorale vers le Bénin a souvent disparu ; plus grave, des villages de pêcheurs ont été engloutis.

La plaine méridionale est un peu le grenier à céréales du Togo. Il faut vite se diriger vers les montagnes de l'ouest du pays où il fait plus frais (la température moyenne du Togo est d'environ 30°). Le mont Agou est, avec ses 986 mètres, le point culminant du pays : une

montagne à la végétation dense et tropicale où l'on cultive le café et le cacao.

Plus au nord encore, la forêt tropicale offre toutes ses splendeurs et ses senteurs lourdes. Les possibilités d'écotourisme sont rares, mais l'aménagement touristique du Togo permet quelques somptueuses surprises, comme le charmant hôtel de Fozzo niché en pleine montagne au milieu d'une réserve où vivent éléphants, buffles et antilopes.

Mais c'est dans la savane du parc national de la Kéran, dans le nord du pays, que l'on a la plus de chance, à condition de s'y rendre avant le lever du soleil, de voir lions, panthères et surtout phacochères et antilopes se rendre aux points d'eau.

Un peu plus à l'est, près de la frontière du Bénin, la vallée des Tambouras, construite l'une des plus passionnantes découvertes que l'on puisse faire au Togo. Dans cette région, plus encore que dans tout le pays, on peut retrouver la caractéristique immuable de la vie africaine. Les Tambouras vivent dans des fermes caractéristiques qui font penser à des petits châteaux forts avec leurs tours rondes et leurs meurtrières. Ici le folklore disparaît sous la misère, et les demandes traditionnelles de « cadeaux » aux touristes sont autant d'appels de détresse.

Le Togo se laisse facilement découvrir, et il permet aux touristes pressés de se faire rapidement une idée de ce qu'est l'Afrique, avec ses richesses mais aussi avec ses immenses problèmes.

C. C.



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE DU TOGO

La Caisse nationale de sécurité sociale du Togo est un organisme de droit public ayant pour mission principale l'assurance sociale, tant sur le territoire national qu'international.

La protection sociale togolaise couvre actuellement :

- le régime des prestations familiales, complétée par une importante action sanitaire et sociale. Elle assure financièrement l'assuré social et ses ayants droit en même temps qu'elle contribue à la protection maternelle et infantile en servant :

- des allocations au foyer du travailleur ;
- de l'aide à la mère et aux nourrissons, sous forme d'allocations de maternité, d'allocations prénatales et des prestations en nature ;
- des allocations familiales aux salariés et aux retraités ;
- des indemnités journalières en faveur des femmes salariées ;
- le régime des risques professionnels ; prévention et réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
- la branche des pensions, cherté du service des prestations de vieillesse, d'invalidité et de décès.

Dans la capitale, Lomé, où se trouve le siège, comme dans deux autres villes de l'intérieur du pays, telles que Sokodé et Kara, la Caisse dispose de trois centres médico-sociaux occupés au contrôle médical de ses assurés sociaux et de leurs familles, mais aussi de certains cas sociaux.

La Caisse s'est aussi, toujours dans le cadre de son action sanitaire et sociale, dotée d'un service social ayant pour missions :

- les placements professionnels des adolescents et allocataires en état de chômage pour leur réinsertion sociale ;
- les secours en nature et/ou en espèces aux

familles nécessiteuses ou à certaines organisations humanitaires (villages SOS, pouponnières) ;

- les règlements des conflits familiaux dans l'intérêt des enfants.

La Caisse participe aussi au financement de certains investissements et manifestations socio-économiques d'intérêt national :

- construction d'un centre national d'appareillage orthopédique ;
- construction d'une piscine dans ledit centre pour la rééducation des handicapés ;
- construction d'établissements scolaires ;
- participation aux frais de fonctionnement du Centre national d'éducation ouvrière ;
- intérêt à la formation scolaire et universitaire.

Le régime togolais de sécurité sociale s'applique à tous les travailleurs soumis aux dispositions du Code du travail, sans aucune distinction de race, de nationalité, de sexe et d'origine, lorsqu'ils exercent à titre principal une activité sur le territoire national pour le compte d'un ou plusieurs employeurs, nonobstant la nature, la forme, la validité du contrat, la nature et le montant de la rémunération.

Sont exclus de ce Code les travailleurs et leurs conjoints bénéficiaires d'un régime particulier d'assurance.

Dans sa politique de rapprochement de ses prestations des assurés, la Caisse s'est réouverte sur toute l'étendue du pays. En dehors de ses services à Lomé, la capitale du Togo, où se trouvent la direction générale, le centre de consultation et de renseignements et une direction de l'action sanitaire et sociale, on retrouve à l'intérieur trois agences et sept centres d'informations et de paiements.

Sur l'initiative du Togo, une convention générale de réciprocité en matière de sécurité

sociale a été signée entre les Etats membres de la défunte Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM). Cette convention garantit aux ressortissants du territoire de l'OCAM l'égalité de traitement. En février 1971, par une autre convention générale, le Togo et la France décident de coordonner l'application de leurs législations sociales. D'autres projets d'accord de réciprocité sont en cours entre le Togo et des pays tels que le Ghana et l'Allemagne de l'Ouest.

Le nombre d'assurés de la Caisse est passé de 73 399 au 31 décembre 1979 à 94 780 au 31 décembre 1984, soit un accroissement absolu de 21 381, représentant 29,13 %.

En dehors de son activité de sécurité sociale pure, la Caisse nationale de sécurité sociale est très active dans les domaines financier et socio-économique.

Dans un souci de rentabiliser les réserves techniques, la Caisse investit dans les placements immobiliers. C'est ainsi qu'actuellement elle a réalisé dans la capitale cinq cent quatre-vingt-quatre (584) villas de différents types économiques :

- résidence du Bénin, route d'Atakpamé, face à l'université du Bénin : 371 villas ;
- Baguida, route d'Aného : 213 villas.

Elle dispose également à Kara, préfecture de la Kozah, de vingt-trois (23) villas.

Soit un total de six cent trois (603) villas sur le territoire national.

Direction immobilière, rue de l'Espérance, BP 69 et 199 - Tél. : 21-37-16, Lomé.

Sur le plan financier, la Caisse prend des participations dans les entreprises nationales pour soutenir le développement économique et social du pays. De nos jours, la Caisse nationale de sécurité sociale est présente dans tous les secteurs d'activité (banque, assurance, commerce, etc.).



Siège : rue Georges-Mensah, BP 69 et 199 Tél. : 21-21-43, 21-32-23, 21-51-46 Câble : Caltogo Lomé Tél. : 5257 CNSS TO	
Direction de l'action sanitaire et sociale : BP 69 et 199 Tél. : 21-37-16	
Centre de consultations et de renseignements de Bè : BP 69 et 199 Tél. : 21-59-44	
Pensions vieillesse : BP 69 et 199 Tél. : 21-35-74	
AGENCES : ANEHO : BP 125 - Tél. : 31-01-12 et 31-01-13 SOKODÉ : BP 73 - Tél. : 50-01-76 et 50-01-49 KARA : Tél. : 60-60-64 et 60-60-68	
CENTRES D'INFORMATIONS ET DE PAIEMENTS : TABLIGBO : Tél. : 00-00-34 TSEVIE : NOTSE : Tél. : 04 KPALIME : Tél. : 41-00-48 ATAKAMÉ : Tél. : 40-00-87 BASSAR : DAPANG : Tél. : 70-81-54	

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,78
IMMOBILIER	88,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressivité selon surface de publicité de parution.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

POUR PARTICIPER A L'INGENIERIE DE NOTRE CROISSANCE : UN DIRECTEUR FINANCIER

Professionnel de la Finance, nous comptons sur vous pour participer à notre développement dans un secteur de pointe. Notre croissance très rapide nous amène aujourd'hui à intégrer un Directeur Financier à qui nous confierons les missions suivantes :

- supervision d'une équipe d'une vingtaine de personnes dans les domaines de la trésorerie, de la comptabilité générale et analytique et du contrôle de gestion,
- contrôle des marges et d'une manière générale de la qualité financière des affaires
- ingénierie du haut de bilan, suivi des filiales, mise en place et animation du système de prévisions et de contrôle des réalisations,
- conception et encadrement de l'informatique interne,
- prise en charge et coordination de la planification triennale et de la dynamique budgétaire
- assistance de la Direction Générale et du Président
- contact permanent et privilégié avec les partenaires externes (Banques, Actionnaires, Fournisseurs, Bourse...).

Diplômé de l'Enseignement Supérieur HEC, ESCP ou équivalent vous avez déjà une expérience probante à un poste identique et, si possible, dans un contexte anglo-saxon avec un back-ground bancaire ou de cabinet d'audit.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 730 M à notre Conseil.

ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



COMMISSIONNAIRE - AFFRETEUR
TRANSITAIRE - DECLARANT EN DOUANE
TRANSPORTS INTERNATIONAUX
(Moyen-Orient, Pacifique, Amérique du Sud...)
80 personnes, CA 200 MF.

DIRECTEUR GENERAL

Vous assurez aux côtés du Président, avec une grande délégation, le développement et le profit d'une entreprise fortement implantée sur des marchés spécifiques.

Représentant de notre société aux plus hauts niveaux, vous êtes en relation avec grands industriels, administrations, organismes d'états.

Animateur de l'équipe, vous supervisez toutes les activités de l'entreprise, ainsi que nos réseaux étrangers, actuels ou à créer.

Une solide expérience dans ce secteur, des responsabilités de direction et la pratique courante de l'anglais sont indispensables.

Nous vous remercions de votre offre de collaboration qui sera traitée avec une discrétion rigoureuse.

Veuillez adresser votre dossier sous réf. 919 M à
Mme Berné, Résidence, 80 rue Talbot 75009 Paris

Responsable planification, méthodes et système d'information à la direction de l'informatique de l'Assistance Publique

Cette Direction comprend plus de 200 personnes dans nos services centraux à Paris où nous disposons de deux IBM 4381 et d'un 4341. Nous poursuivons la mise en œuvre d'une politique de décentralisation de l'informatique dans les établissements hospitaliers dans le domaine de la gestion et des applications médicales, nous développons l'emploi de techniques avancées et renforçons le rôle de prestataires internes de services des équipes informatiques. Adjoint au Directeur de l'informatique, vous contribuez très largement à la préparation et à la conduite de cette évolution. Avec l'aide d'une petite équipe de haut niveau, vous avez pour mission de :

- participer à la définition des objectifs (évaluations des projets en termes économiques et en termes de cohérence au regard de l'ensemble du système d'information, élaboration des plans d'actions annuels) ;
- mettre en place de nouvelles méthodes et procédures de gestion de projets et en assurer l'application ;
- procéder à un suivi étroit des activités les plus importantes et, le cas échéant, rechercher avec les responsables concernés des solutions aux problèmes rencontrés.

Vos responsabilités pourraient s'étendre ultérieurement à la coordination des missions d'assistance et de conseil auprès des utilisateurs.

Vous avez 34 ans minimum, vous êtes diplômé(e) d'une grande Ecole et vous pouvez vous prévaloir d'une solide expérience en informatique de gestion. Cette expérience implique le pilotage de projets d'envergure, et, si possible, la conception de schémas directeurs.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/802-2, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI 49, av. de l'Opéra
SELECTION 75002 PARIS

ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE PERFORMANTE appartenant à l'un des tout premiers groupes français dans sa branche (CA. 4 milliards de francs),
CRÉE - dans le cadre de la diversification de ses activités - une filiale :
concentrés et préparations aromatiques, et recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE AGRO-ALIMENTAIRE

PERSPECTIVES IMPORTANTES D'ÉLARGISSEMENT DE FONCTIONS À MOYEN TERME.

Relevant du Directeur Général, il suivra la construction et la mise en place de cette unité hautement automatisée et sera responsable de son démarrage mi-1986.

Il recrutera, animera et contrôlera une équipe d'environ 15 personnes (au début). Il sera responsable de la fabrication, du contrôle qualité, des approvisionnements, de la gestion des stocks et des expéditions ; il participera à la définition des produits en relation avec la Direction Commerciale.

Le poste est situé à 2 heures au Nord-Est de Paris - Logement de fonction assuré.

Le candidat - 35 ans minimum - aura une formation d'ingénieur et une expérience confirmée de production dans les industries agro-alimentaires (arômes, maiterie, brasserie, levure, etc.), chimie fine, pharmacie, etc.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. 20 M, en précisant votre salaire actuel à notre conseil Richard BÉNAÏOUIL - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris.

Les candidats sont assurés d'une discrétion absolue et peuvent indiquer les entreprises auxquelles ils ne souhaitent pas communiquer leur candidature.

RECHERCHONS DIRECTEUR DES TRAVAUX (T.P. ou ASSIMILÉ)

Entreprise parcs et jardins à réstructurer.
Organisation, gestion, contrôle travaux encadrés par :
3 C.D.T., 3 C.D.C., 7 chefs d'équipe, 35 ouvriers.
Intégrer équipe direction, participer toute préparation de projet et à toute prise de décision.

30-40 ans indep. exp. 5 à 10 ans de poste respons. similaires. Rôles conduites hommes terrain. Sans affirmé relations avec les différents responsables de chantier. Fort esprit d'initiative et décision susceptible d'affirmer au sein d'une équipe très motivée par une opération de redressement. Connaissances approfondies en espaces verts.

URGENT adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions à :
S.A. LE PARC FLEURI,
81410 BOURDAN,
Tél. : 489-70-80.

Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes
Membre

UN(E)
DIRECTEUR(ICE)

pour son centre hospitalier (ESSONNE)

78 bis et services d'hébergement à pourvoir pour le 1^{er} avril 86.

Envoyer C.V. et candidature au Secrétaire Général de la F.N.D.R.P., 10, rue Lavoisier, 75116 PARIS.

emplois régionaux

Bull, établissement d'Angers (3300 personnes)
recherche

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

Ingénieur Grande Ecole, option informatique (Centrales, Mines, ENSIMAG...), vous justifiez, de préférence, de deux années d'expérience réussie sur des projets orientés base de données et transactionnel. Vous prendrez la responsabilité d'un projet de gestion, depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre et encadrerez une équipe de réalisation.

Merci d'adresser votre candidature à :

Cit Honeywell Bull
Service emploi
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

Bull

Responsable de nos engagements à court terme

Lyon

Banque privée recherche un collaborateur de bon niveau. Il aura, en étroite collaboration avec le Directeur de la trésorerie, la responsabilité des engagements à court terme et devra s'assurer du bon suivi de l'ensemble des opérations de banque.

Pour mener à bien cette mission, une parfaite maîtrise de l'analyse financière des entreprises est nécessaire.

Ce poste s'adresse à un homme de rigueur et de discernement ayant une expérience réussie de 10 à 15 ans dans la banque.

Oltre ses qualités d'analyste, il devra faire preuve d'initiative.

Toute candidature sera étudiée de façon strictement confidentielle.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite + C.V. + photo, sous la réf. ES/160, à CAPFOR - 70, rue Boileau - 69006 LYON.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

Jeunes Ingénieurs AM ou équivalent

Seita

Prenez tout de suite des responsabilités opérationnelles. La SEITA (8 500 Personnes), leader sur le marché du tabac vous propose des postes « terrain » dans ses usines de l'Ouest, du Centre et du Sud-Ouest.

Avec nous, vous démontrez votre carrière industrielle. Vous aimez animer, gérer, mettre votre marque, créer. Vous vous formerez à nos activités, à nos équipements (machines à cadence rapide, intégrant des automatismes poussés).

Vous jouerez un rôle majeur dans l'encadrement de nos unités.

Une première expérience en production (biens de grande consommation) - même au cours d'un stage - serait un atout.

La taille de notre groupe, la variété de nos établissements permettent une évolution de carrière diversifiée.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite en mentionnant vos prétentions sous réf. 3075 M à Ph. VINCHON à

CORT

65, Avenue Kléber - 75116 Paris

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

MEMBRE DE SYNTIC



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Dowell Schlumberger

Opportunités de carrière pour scientifiques de haut niveau

dans un centre de Recherche & Développement à vocation internationale.

Dowell Schlumberger est une compagnie internationale de services à l'industrie pétrolière spécialisée dans les opérations de cimentation et de stimulation des puits, implantée mondialement et employant à ce jour plus de 8000 personnes. Les techniques mises en oeuvre sur puits sont développées au sein des centres de Recherche Développement de Saint-Etienne et de Tulsa (U.S.A.). Le Centre de Saint-Etienne compte actuellement 120 personnes dont 70 ingénieurs. Il est équipé d'outils expérimentaux très performants et d'un centre informatique puissant. Suite au développement de nouvelles activités et à des transferts, nous cherchons à pourvoir les postes suivants :

Chef de la section fluides polymères et suspensions

Dans le cadre du département Recherche, le candidat retenu sera chargé d'animer un groupe de chercheurs et ingénieurs dans le domaine des fluides complexes (gels, solutions de polymère, suspensions). Il aura à mettre en oeuvre les moyens nécessaires à une meilleure compréhension des mécanismes physico-chimiques, à la fois sur le plan expérimental et théorique (modélisation). Il devra aussi s'intéresser à la rhéologie et aux propriétés de transport de particules dans de tels milieux. Le candidat retenu sera physicien ou physico-chimiste, ancien élève d'une grande école et ayant poursuivi sa formation au cours d'une thèse de doctorat d'état ou de doctorat ingénieur. Agé de 30 à 35 ans, il aura une expérience réussie de plusieurs années de recherche en France ou à l'étranger, justifiée par des publications et une bonne notoriété dans son domaine. De bonnes qualités de contact sont également indispensables.

Ingénieur de recherche - fluides polymères et suspensions

Dans la section décrite ci-dessus, le candidat retenu aura à effectuer des études physico-chimiques et structurales par des méthodes expérimentales (diffraction de rayons X, optique, spectroscopie RMN et RPE, rhéologie) et théoriques (modélisation d'écoulement hydrodynamique de solutions de polymère et de suspensions concentrées). Le poste proposé conviendrait à un jeune docteur intéressé à développer des études à caractère relativement fondamental en milieu industriel. De bonnes connaissances en physique et en chimie sont indispensables.

Chef de la section logiciel d'application

Reportant au chef du Département « Computer et Information », le Chef de section animera une équipe de 7 ingénieurs. Il sera responsable du développement des logiciels d'application permettant d'effectuer la conception et l'évaluation des traitements sur puits. Le poste conviendrait à un ingénieur ayant une solide formation en analyse numérique (modélisation numérique) et une expérience approfondie du développement de logiciels. La connaissance des modèles de réservoirs et des méthodes d'interprétation de puits serait idéale.

Chef de la section traitement des venues d'eaux et récupération assistée

Dans le cadre d'un des départements de développement, le chef de section devra superviser un groupe de scientifiques et de techniciens et développer de nouvelles techniques de traitement des venues d'eau et de récupération assistée dans les réservoirs pétroliers. Le poste conviendrait à un ingénieur grande école ayant une expérience réussie de recherche appliquée dans un domaine similaire. Une connaissance approfondie des processus chimiques, la compréhension des problèmes d'écoulement en milieu poreux et de modélisation de réservoir sont souhaitées.

Ingénieurs de recherche physico-chimie des silicates

Reportant au chef de la section Chimie du Ciment, sera responsable des projets de recherche sur le comportement et les mécanismes d'hydratation des ciments, des silicates solubles, et sur les interactions physico-chimiques entre silicates, calcosilicates et aluminosilicates. Le candidat aura un doctorat ou équivalent en chimie physique ou minérale et une certaine expérience dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : ciment Portland, minéraux silicatés et argiles, gels de silice, silicates en solution ou verres.

Ingénieur de recherche - propriétés acoustiques des matériaux

Reportant au chef de la section Physique du Ciment, l'ingénieur chercheur sera responsable d'études portant sur les propriétés acoustiques des ciments en relation avec les propriétés mécaniques du matériau et les diagraphies effectuées in-situ. Ce poste conviendrait à un ingénieur possédant une thèse (Docteur-Ingénieur 3^{ème} cycle) ou 2-3 années d'expérience professionnelle dans le domaine de la rhéologie et/ou de la mécanique des fluides. Une solide expérience pratique des techniques viscosimétriques expérimentales ainsi qu'une bonne connaissance théorique en mécanique des fluides et des sols est nécessaire.

Ingénieur de recherche en rhéologie des suspensions

Reportant au chef de la Section Physique du Ciment, le chef de projet est responsable de la caractérisation rhéologique des fluides non newtoniens, tels que coulis de ciment et boues de forage. Le candidat sera un ingénieur de haut niveau possédant une thèse de doctorat ou 2-3 années d'expérience professionnelle dans le domaine de la rhéologie et/ou de la mécanique des fluides. Une solide expérience pratique des techniques viscosimétriques expérimentales ainsi qu'une bonne connaissance théorique en mécanique des fluides et des sols est nécessaire.

Pour l'ensemble de ces postes nous recherchons des personnes dynamiques, créatives et ayant de bonnes qualités de communication. Le développement de carrière pourra se faire sur place ou dans un des centres de recherche du groupe, en Angleterre ou aux Etats-Unis ou encore dans un des centres opérationnels de Dowell Schlumberger. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire, particulièrement pour les postes de chefs de section. L'environnement scientifique, les conditions de travail et de rémunération sont très attractives. Merci d'adresser votre candidature accompagnée d'un curriculum vitae au Service du Personnel EFDS BP 90, 42003 St-Etienne Cédex 01 ou pour informations complémentaires, téléphoner au secrétariat du département du personnel (77) 32-64-23 Poste 101.

Bull, établissement d'Angers (3300 personnes) recherche

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS CFAO

Ingénieur Grande Ecole (AM, ESE, ...) vous justifiez, de préférence, de deux années d'expérience CFAO industrielle. Vous connaissez si possible bien l'anglais. Au sein de notre direction technique vous serez chargé(e) de l'étude et de la mise en place de systèmes graphiques interactifs d'aide à la fabrication. Merci d'adresser votre candidature à :

Cii Honeywell Bull
Service emploi
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

Bull

L'Atout de l'Anglais



Premier constructeur européen de systèmes de navigation inertielle recherche pour son centre de fabrication de MONTLUÇON (Allier)

Jeune ingénieur (AM - ECAM - ICAM...)

pour participer au développement et à la réalisation de produits « haute technologie » alliant électronique et mécanique de précision. Une formation complémentaire de type ESE constitue un atout supplémentaire.

Adresser lettre, C.V., photo et présentations, sous la réf. LM, à SAGEM - B.P. 538 - 03108 MONTLUÇON Cedex. (Réponse et discrétion assurées.)

Urgent CENTRE REEDUCATION PROFESSIONNEL

recherche
ENSEIGNANTS
Maintenance matériel informatique.
108.000 F/an.
5 ans expérience.
T. le 17 pour R.V. : (25) 75-29-60.

Ecole Ingénieurs Terres cher- che Ingénieur ou maître de Sciences + DEA, formation physico-chimie, matière. Bourne industriel, motivé dans cadre contrat Et pour doctor, en deux ans sur fatigue matière, compos. Envoyer candidature + C.V. à : M. Petit, ENI Terres, Chem. Avenir, 65012 Terres, POUR USINE DE TRANSFORMATION PAPIER

RÉGION NORMANDE

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Diriger 80 pers. en 2 postes, responsable planning, productivité, contrôle qualité, entretien, travaux neufs. Rémun. fonction expé. Env. C.V., photo, présentations, Réf. Normandie, B.P. 187, 62404 BETHUNE CEDEX.

RÉCHARD - F.G.A. Cabinet d'expertise comptable RECRUTE COLLABORATEURS NOTR (78028), 25, rue Bougeur.

Recherche ADJOINT(E) DE DIRECTION

Formation et expérience administrative, technique et pratique pour élaboration et mise en oeuvre de l'action culturelle. Envoyer dossier + C.V. avant le 17 juin à : MJC MAISON POUR TOUS, 3, rue du 8-Mai, 74100 ANNECY.

SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DU DÉPARTEMENT DU DOUBS

Société d'Economie Mixte du Groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations recherche pour son entreprise de MONTBÉLIARD UN CHARGÉ D'OPÉRATIONS Responsable de la conduite et de la gestion de plusieurs projets de réhabilitation, d'opérations d'aménagement (ZAC, lotissements), de constructions (équipements publics), et de réhabilitation.

Le candidat, de formation supérieure (option urbanisme appréciée), devra posséder une première expérience professionnelle, avoir le sens des contacts, le goût du travail en équipe, et une sensibilité aux aspects sociaux des opérations.

C.V. à S.E.D.D. 1, rue d'Artois, Pénissat, 25000 BESANCON.

chef du service relations sociales

REGION RHONE ALPES - 1000 personnes

Nous sommes un GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS. Nous recherchons pour l'un de nos établissements en plein développement le Chef du Service des Relations Sociales.

Rattaché au Directeur de l'Etablissement, il participe étroitement à la définition et à la mise en oeuvre d'une politique dynamique du Personnel. Les tâches principales sont le recrutement, la gestion prévisionnelle et administrative, l'étude des rémunérations, le plan de formation et la communication, notamment les relations avec les partenaires sociaux et les organismes extérieurs.

Ce poste requiert un candidat de formation supérieure, d'au moins 32 ans et possédant une première et solide expérience dans un poste similaire de préférence en Industrie.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous référence 3345-M à Mamrèges qui transmettra.

Mamrèges

3, RUE D'HAUTEVILLE - 75019 PARIS

Bull, établissement d'Angers (3300 personnes) recherche

INGENIEURS METHODES

Vous êtes généraliste (AM, Centrale, ...) et vous justifiez, de préférence, de trois à cinq ans d'expérience réussie dans le domaine de la production de petite ou moyenne série. Vous avez une bonne connaissance des problèmes d'industrialisation, produits nouveaux, de gestion production et de qualité. Au sein de notre direction technique, vous serez chargé(e) de définir, mettre en place et maintenir, les méthodes et les moyens de production ordinateurs de grande puissance.

Merci d'adresser votre candidature à :

Cii Honeywell Bull
Service emploi
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

Bull

L'Atout de l'Anglais

Jeunes Ingénieurs
ou équivalent

Sola

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



2 OSCARS A L'EXPORTATION

Prix de la performance exceptionnelle
1er CONSTRUCTEUR MONDIAL DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
1er CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELE A ECRAN

recherche pour ses Centres d'Etudes et de Développement de la Région Parisienne (Argenteuil - Eraguy - Pontoise)

Analystes Programmeurs

Niveau BTS/DUT

Gestion :

Ils assureront, en relation constante avec les utilisateurs et dans le cadre d'un centre informatique, la mise en place d'applications diverses sur mini-ordinateur. Réf. 100

CAO :

Ils collaboreront au développement, à la gestion et au couplage d'outils de CAO dans le domaine de la mécanique et de l'électronique sur VAX/VMS. Connaissance souhaitée : base de données. Réf. 200

Temps Réel :

Ils collaboreront au développement de logiciels temps réel sur micro-processeur en Assembleur, Pascal ou C. Réf. 300

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :

SAGEM

Direction du Personnel et des Relations Sociales 6, avenue d'Iéna - 75783 PARIS CEDEX 16.

Maîtrise Informatique

Débutants ou Confirmés

Transactionnel :

Ils collaboreront à l'analyse et la programmation d'applications en langage C sous XENIX. Réf. 400

Temps Réel :

Ils collaboreront au développement d'applications temps réel sur micro-processeur en langage Pascal, C ou Assembleur. La connaissance des télétransmissions est souhaitable. Réf. 500

Logiciel de base :

Ils collaboreront au développement et au suivi de chaînes croisées de développement de logiciels sur mini-ordinateurs. Réf. 600

Importante Société de Service
Quartier Alma-Rive Gauche
URGENT recherche Comptable
minimum 2 ans d'expérience.
- Tenue comptabilité générale
- Tenue des bilans
- Déclarations fiscales
- Comptabilité en temps réel
- Passation des écritures
- Pointage des comptes
Envoyer curriculum vitae +
photo + prétentions, REGIE
PRESSE, Service du Personnel,
7, rue Montessuy, PARIS-7^e.

Le Centre d'Informations Financières organise un stage pour
montrer des
CONSEILLERS
COMMERCIAUX (H.F.)
pour Paris, banlieue ou nord
- ayant goût des contacts à
haut niveau, sera des res-
ponsabilités :
- formation assurée ;
- rémunération motivante.
Tél. : 500-24-03, Poste 41.
Impe Société en banlieue de
Paris recherche pour son Ser-
vice de rédaction de notes
d'information et d'entretien
concernant des matériels
électroniques complexes et
expérimentés.

INGENIEURS- ELECTRONICIENS

Maîtrise EEA et
Licence EEA
Ecrire sous réf. 1076 M
à L.T. ASSCOM
31, bd Bonne-Nouvelle,
75002 PARIS, qui transmettra.

Le Revue Française
(diffusion OJO 102000)
recherche
pour renforcer son équipe

CHEF DE PUBLICITE

Agence spécialisée
(au moins 2 ans d'expérience).
Adresser C.V. et prétentions à
J.P. DUCRAY, Le Revue Française
1 bis, av. de la République,
75011 PARIS.

EDUCATION NATIONALE
L.U.T. VILLE D'AVRAY
1, chemin Desvallières, 92410
recrute

ENSEIGNANT EN ELECTRONIQUE

(INGENIEUR GRANDE ECOLE)
C.H. ARGENTEUIL
RECHERCHE

ASSISTANT(E) SOCIAL(E)

A compter du 1^{er} juillet 1985.
Ad. candid. à M. le Directeur du
C.H. Argenteuil,
1, rue Valéry-Collès,
93107 ARGENTEUIL Cedex.

STÉ EXPERTISE COMPTABLE
PARIS-8 recherche

COLLABORATEUR(ICE)
Confirmé pour traiter
des dossiers PNC
DECs. Exp. min. 2 ans.

Env. C.V. mail, photo et pré-
sent. à Sté GOFPIA, 225, rue
du Fbg-St-Hippolyte, Paris-8^e.

ORI EQUIPE
Première société internationale
de prévisions et de banques de
données recherche pour son
siège de Paris

1 JUNIOR CONSULTANT
Niveau DESS ou équivalent,
très bon niveau en statisti-
ques/économétrie. Forte moti-
vation pour contacts clients.
bonne connaissance de l'an-
glais et de l'espagnol indispen-
sable. Connaissance en micro-
informatique appréciée.

Env. C.V. + photo, à Evelynne Pa-
riat, ORI Europe, 13, rue du
4-Septembre, 75009 PARIS.

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

recherche

EXPLOITANT(E) GRANDES ENTREPRISES

Le candidat, âgé de 28 ans minimum, de formation
supérieure, aura une expérience bancaire d'au moins
4 ans et devra posséder une très bonne expérience de
l'exploitation bancaire, une parfaite connaissance des
produits bancaires, domestiques et internationaux, le
sens du risque et une très bonne maîtrise de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. sous réf. 6965,
Pierre LICHIAU S.A.,
B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02,
qui transmettra.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (3.000 PERSONNES, 950 MILLIONS DE C.A.)

PRINCIPALE FILIALE
D'UN GROUPE EN EXPANSION
(2,7 MILLIARDS DE C.A.)

RECHERCHE

Pour l'une de ses unités situées en Région Parisienne

LE RESPONSABLE DE LA QUALITÉ

Rattaché au Directeur de l'usine, le candidat retien-
dra les activités de production et sera chargé de
mettre en œuvre la politique d'assurance qualité, en liaison
avec les services correspondants du siège.

Il s'agit d'une personne de potentiel possédant :

- Une expérience d'au moins 5 ans acquise dans un service
méthodes ou de production d'un établissement industriel
spécialisé dans la transformation de produits métalliques
de moyennes ou de grandes séries ;
- Une formation d'ingénieur ou équivalente ;
- Le sens du travail en équipe ;
- Une personnalité affirmée.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, prétentions et photo
à : REGIE PRESSE sous n° 307751 M
7, rue de Montessuy 75007 PARIS.

CABINET DE RÉVISION

Membre d'une association internationale
de l'Union d'Audit

recherche

CHEFS DE MISSION

et

JEUNES DIPLOMÉS

(HEC, ESSEC, ESC, équivalent)

Les chefs de mission auront une expérience de 3 ou 4 ans
dans un milieu international. Les jeunes diplômés seront ti-
tulaires du D.E.C.S. avec ou sans expérience profession-
nelle. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Ecrire à REGIE-PRESSE, sous n° 307 736 M,
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

Société du Groupe Schlumberger, FLOPETROL JOHNSTON exerce principalement ses activités dans la production
et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures.
Au sein de la Direction Recherche et Développement, des équipes aux compétences les plus variées (Informatique,
Scientifique, Electronique, Physique, Mécanique...) conçoivent et développent les outils faisant appel aux techniques
les plus avancées. Elle recherche aujourd'hui des

Ingénieurs Grande Ecole ou équivalent

CHEF DE PROJET LOGICIEL SCIENTIFIQUE

Il connaît les méthodes numériques (FEM...), les systèmes
informatiques et les méthodes de programmation les plus
modernes.
Il devra transformer les modèles mathématiques de l'inter-
prétation en un système répondant aux questions de nos
clients. (réf. B 400)

La connaissance de l'anglais sera appréciée.
Ces postes - basés à 30 minutes au sud de Paris - ouvrant de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger,
au sein d'un Groupe International de tout premier plan. Les rémunérations sont motivantes.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à la Direction du Personnel, Etudes et Fabrications
Flopétrol, BP 592, 77005 MELUN Cédex.

INFORMATIQUE TEMPS REEL

Il étudie et réalise des logiciels dans le cadre d'un système
d'acquisition de données multitaques.

Il a de préférence une première expérience au cours de
laquelle il a acquis de bonnes connaissances en logiciel
temps réel ainsi qu'une pratique des matériels et logiciels
DEC (VAX/VMS, FDP11/RX-11). (réf. B 401)

FLOPETROL JOHNSTON

Schlumberger

1 SECTEUR D'ACTIVITE DE POINTE:

L'INFORMATIQUE

C'est ce que nous proposons au responsable (H/F) que nous recherchons pour prendre la tête
d'une petite équipe

Sa mission : l'emploi. ● Adapter les ressources aux postes par la mobilité interne ou le recru-
tement. ● Prévoir les axes de développement du personnel de façon à assurer au mieux les
besoins futurs de la compagnie

Son profil : ● Etudes supérieures en Sciences Humaines. Formation complémentaire en ges-
tion, type IAE, appréciée. ● Expérience confirmée de la fonction en entreprise

Poste basé en banlieue sud. Adresser CV, lettre manuscrite, rémunération actuelle et souhai-
tée sous réf. FP1106 à A. BRODA - 15 rue du Louvre - 75001 Paris.

1 DOMAINE D'INTERVENTION:

LA FONCTION PERSONNEL

ENERTEC SCHLUMBERGER recherche pour son Département Protection et
Contrôle des réseaux, basé à Montrouge, un

Ingénieur Méthodes Tests

De formation Grande Ecole, passionné par l'informatique industrielle, il sera chargé au
sein d'une équipe dynamique et en collaboration avec les Services Etudes, Qualité,
Production ainsi que les différents clients, de l'élaboration des programmes de tests.
Il aura aussi pour mission de définir la stratégie en matière de tests : achats de
matériel, choix de logiciels.

Ce poste très motivant offre de larges perspectives d'évolution au sein d'un groupe de
dimension internationale.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions à ENERTEC, Service du Personnel
BP 620 - 92542 Montrouge Cédex.

ENERTEC

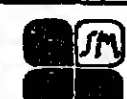
Schlumberger

Nous sommes une société de services, dont l'activité s'exerce dans le domaine agro-alimentaire, ayant d'import-
tantes activités internationales. Nous recherchons pour notre service financier un

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ ET DU CONTRÔLE DE GESTION

Vous êtes diplômé d'une école de commerce (ou équivalent) et avez complété votre formation en comptabilité par
l'obtention du DECS (et si possible de certificats supérieurs de l'expertise comptable). Vous avez une expérience
d'au moins 3 ans de préférence dans un cabinet d'audit où vous avez acquis, outre de solides connaissances tech-
niques, des procédures efficaces de travail et l'habitude de faire face à des situations très diverses. Vous recher-
chez aujourd'hui à valoriser cette expérience en entreprise. Rattaché au directeur financier, vous encadrez une
équipe de 7 personnes et serez chargé de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion et du suivi
de la trésorerie. La connaissance de l'anglais est souhaitée. Votre rigueur, votre capacité d'adaptation et de réelles
qualités d'animateur d'équipe seront les atouts de votre réussite dans cette fonction. Le poste est à pourvoir rapi-
dement à Paris quartier Montparnasse.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que
nous recherchons, écrivez à Josyana Muller sous
réf. 7890 ; elle étudiera avec vous les possibilités
d'une future collaboration.



SERIF MANAGEMENT

47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS

TELEPHONE : 555.11.11

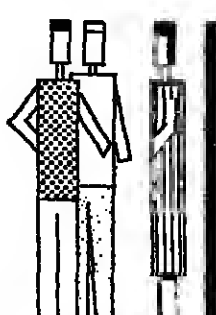
MEMBRE DE SYNTIC

La Bureautique chez un grand
constructeur informatique : serveurs et
stations bureautiques dans un
ENVIRONNEMENT DISTRIBUE,
nouveaux produits tels que TERMINAUX
et leurs EMULATEURS, logiciels de
GESTION TRANSACTIONNELLE.

De taille internationale, notre Compagnie
propose à des Ingénieurs Logiciel HF
des fonctions de CONCEPTEUR et de
REALISATEUR à exercer au sein de
notre Direction Technique, responsabilités
confiées en développement de logiciels
de base et logiciels d'application.

Nous étudierons la candidature
d'Ingénieurs Grande Ecole ou Université
option informatique pouvant justifier
d'une expérience de 3 ans dans deux
des trois domaines suivants :
MINI, MICRO, TELECOM, et ayant
la connaissance des « operating systems »
standards (UNIX, MSDOS...)

INGENIEURS LOGICIEL HF



Merci d'adresser votre
dossier complet (CV, lettre
manuscrite, photo et
prétentions) réf. 4830 à
l'agence DESSEIN,
15 rue du Louvre,
75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Techniphone SA, filiale du groupe Mors, est le leader européen sur les marchés de la télécommunication, téléconduite, téléseignalisation et systèmes d'acquisition de mesures. Nous employons 250 personnes et notre C.A. (120 Millions de Francs en 84) est en croissance de 30 % par an. Notre forte expansion nous amène à créer un poste d'

ingénieur commercial

Pour notre activité PERTELEPHONE, TELECONDUITE et TELESEIGNALISATION.

De formation ingénieur en électronique ou en télécommunication, vous avez une expérience de plusieurs années dans la fonction étude, recherche ou éventuellement commerciale. Après une formation à nos produits, nous vous confierons le suivi et le développement de la clientèle (grandes entreprises privées, publiques et nationales ainsi qu'administrations) française et étrangère. En étroite liaison avec les services techniques et études, vous serez responsable de la rédaction des offres et des cahiers des charges ainsi que du suivi commercial des commandes.

Ce poste, très évolutif, requiert de la rigueur et de l'autonomie mais aussi le goût du travail en équipe.

De courts et fréquents déplacements en France et parfois à l'étranger sont à prévoir. Anglais souhaités.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (LM + CV + photo et prétentions) à :



techniphone sa
M. AUCIAR, Direction Commerciale
801 Antenne, Centre d'Affaires Paris Nord
BP 246, 93150 Le Blanc-Mesnil

RACAL-REDAC

Link Concept to Product
Leader en IAO - CAO - CFAO
ELECTRONIQUE (83/84 : + 40 %)
recherche

INGENIEURS D'APPLICATION HF

Diplômé d'une école d'ingénieur électronique, vous avez acquis en labo, depuis 3 ans au moins, une bonne expérience dans la conception des circuits électroniques et si possible, des simulateurs. Nous vous offrons un job ouvert et vivant : démontrer notre matériel, l'adapter aux besoins de notre clientèle, former et conseiller les utilisateurs. Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais. Mobile et disponible, vous voulez aller de l'avant au sein d'une équipe dynamique. Ecrivez avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre nom, s/réf. RA/MOI, à

michel jouhennaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES (2.500 personnes)

LA SECRÉTAIRE ASSISTANTE DE SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Annel quel rattachée les départements : FINANCES, PERSONNEL, JURIDIQUE.

Outre les tâches classiques d'un secrétariat de direction (steno, comptes rendus, suivi de dossiers, plannings).

Le poste comprend :

Des études, le secrétariat juridique des sociétés du groupe, le suivi des dossiers d'assurances.

Adresser C.V. + photo et prétentions sous n° 89.224 M à **BLEU PUBLICITÉ**, 17, rue Labat, 93407 VINCENNES Cedex, qui transmettra.

DOCUMENTALISTE ou SPÉCIALISTE FICHIERS

Pour recherche et préparation de fichiers, accédez professionnels. Aidez à diriger les équipes de travail et contrôler de production une équipe de 8 à 12 opérateurs. Envoyer C.V. à J.N. TRINH, 17, rue Labat, 93407 VINCENNES Cedex.

emplois internationaux

SOFTWARE TRANSLATION English based company with international network is looking for translators with software programming expertise. Must be fluent french in english with a good command of the language. Please apply in writing giving C.V. details including knowledge of programming languages to box n° 8771, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

Sette licenciement économique

D'UN GRAND QUOTIDIEN, HOMME 31 ANS

CHEF PUBLICITÉ EXÉCUTION

EXPERIENCE 10 ANS
MAQUETTES, PRISES D'ORDRES, RELATIONS CLIENTS-AGENCES, CLIENTS DIRECTS, MISE EN PAGES, DEMARCHES CLIENTS, CHARGÉ DES RELATIONS : PUB-RÉDAC., CHEF/DIRECTION IMPRIMERIE.

Etudier toutes propositions. Faire offres sous n° 6770 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

capitaux propositions commerciales

Pour rachat fonds hôtel classé Paris, en SA, rech. capit. même modestes. Bon placement. Ecr. s/réf. le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

de 5 à 7 C.V.

Partie, vend. Honda civic. Autom. 3 portes. Col. bleu. An. 1980. 27000 km. ARGUS. Tél. 661-94-48 après 20 h.

l'agenda du monde

Particuliers (demandes)

Particulier achète Meubles anciens même en mauvais état. Tél. REPONDEUR : 577-81-00.

Artisans

RENOVEZ votre baignoire à domicile, en blanc ou en couleur. Travail de qualité à moindre frais. **PROTECBAIN** Tél. : 825-11-68.

Bijoux

ACHAT OR BIJOUX ANCIENS MODERNES - BRILLANTS ARGENTERIE - VIEIL OR PERNOY. Joailliers-Orfèvres à l'Opéra 4, Chaussée d'Antin, St-Jacques 37, Victor-Hugo. Ventes, occasions, échanges.

proprietes

PROVENCE Rare et exceptionnel dans parc, arbres centenaires, piscine, tennis. Vente MAS RESTAURÉ mitoyen, 220 m². Vendeur 1 200 000, se retire 850 000 F. avec 300 000 comptant + prêts 13 %. Tél. : (81) 37-05-21.

ST-NOM-LA-BRETECHE SUPERBE PROPRIÉTÉ

217 m² d'habitation. Piscine couverte privée. Salle de culture physique. Parc 1,700 m². TRÈS GRAND STANDING. 2.800.000 F. C.O.P. 984-92-00.

viagers

F. CRUZ - 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-6° Constaté 47 ans d'expérience. Remplacement efficace : Préparation examen. Tél. 249-00-28 ou 249-03-68.

Papiers japonais

Revêtement mureux toute qualité, très grand choix de couleurs, très modernes, possibilités infinies. **OFFRE SPECIALE en JUIN - 40 % sur papier tissé** TECHNIQUES & DÉCORS PARIS, 48, rue Truffaut, 17° métro République, 15, rue Chevalier, 11° métro Nation, 90° LOGNE, 41, rue des Tilleuls, à NICE, TOULOUSE, LYON. Tél. Paris (1) 387-28-02.

Moquettes

A chez **MOQUETTE 100 %** Pure laine Woolmark. Prix : 88 F/m². Tél. : 858-81-12.

Troisième âge

LES CÉDRÉS Hôtellerie 3° âge, service personnalisé, cuis. soignée, pension complète à partir de 50 F p. j. 33, av. L.-Aragon, 94800 Villeneuve St-Georges, 93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-3

économie

REPÈRES

Dollar : effritement à 9,39 F

Sur des marchés des changes extrêmement calmes, le dollar, mercredi 12 juin, a légèrement glissé à 9,39 F, contre 9,42 F, et 3,08 DM, contre 3,09 DM. Les opérateurs attendent la publication de nouveaux indices aux Etats-Unis (ventes au détail jeudi) pour prendre position. A Paris, le franc a continué de s'affaiblir par rapport au deutschemark, dont le cours est revenu à 3,0470 DM, au plus bas depuis seize mois.

Bourses : Londres et New-York inquiètes de l'électronique

Wall Street et la Stock Exchange envisagent d'établir un lien entre elles pour faciliter les opérations boursières transatlantiques face à la concurrence des systèmes électroniques. Quatre personnes doivent étudier les possibilités d'une coopération. L'agence Reuter avait annoncé, la semaine passée, qu'elle négocierait l'acquisition d'une société américaine Institut, dont le système informatisé permet de conclure des transactions boursières sur console sans passer par les bourses de valeurs. A Wall Street, comme au Stock Exchange, on entend maintenir les transactions internationales dans le cadre réglementé de ces organismes. — (AFP.)

Pétrole : 1984, année de la reprise

Après quatre années consécutives de baisse, la consommation mondiale de pétrole s'est accrue, en 1984, de 1,5 %, d'après l'annuaire de statistiques que vient de publier British Petroleum. Selon BP, cette hausse est, néanmoins, inférieure à celle de la consommation totale d'énergie, qui a été de 3,7 % ; le gaz et la houille ayant regagné du terrain. Elle n'a pas empêché, d'autre part, une nouvelle baisse de la part des pays de l'OPEP, qui, de plus de 50 % de la production mondiale de pétrole en 1977, a été réduite à 31,8 % en 1984, avec 18,3 millions de barils par jour.

CEE

La querelle sur les prix des céréales menace la cohésion communautaire

De notre envoyé spécial

Luxembourg (Communautés européennes). — La controverse entre la RFA et les autres Etats membres sur l'ampleur de la baisse des prix des céréales qu'il convient de décider pour freiner la tendance à la surproduction est parvenue le mercredi 12 juin à son point culminant.

Les débats de la veille ayant montré que les positions en présence ne s'étaient nullement rapprochées depuis la session marathon de la mi-mai — les Allemands insistent pour que la baisse soit limitée à 0,9 %, alors que la Commission, approuvée par la majorité du conseil, propose une diminution de 1,8 % —, M. Filippo Maria Pandolfi, le ministre italien de l'Agriculture, qui préside les travaux des Dix, a annoncé qu'il procéderait à un vote mercredi vers la mi-journée. M. Ignaz Kiechle se trouvait ainsi placé dans la position embarrassante qu'il s'efforçait d'éviter depuis que la discussion sur les prix pour la campagne 1985-1986 a commencé.

Une majorité qualifiée incertaine

Le chancelier Kohl, à qui, on le devine, il n'a pas manqué d'en référer, est pour sa part contraint d'arbitrer lui-même, de choisir entre la baisse du prix du blé qui risque de mécontenter ses agriculteurs et la position traditionnelle de la RFA sur le fonctionnement des institutions de la Communauté. Pour M. Kiechle l'alternative est la suivante : ou bien il accepte le vote avec une sérieuse probabilité qu'il s'en dégage la majorité qualifiée (1) nécessaire à l'adoption des propositions de la Commission ; ou bien, rompant avec ce qui a été la position constante des Allemands depuis vingt ans, il invoque l'article 2 du compromis de Luxembourg, celui qui prend acte que la France, contre l'avis des cinq autres Etats membres de la Communauté d'alors, et par conséquent contre l'avis de l'Allemagne, estime que, sur cette question d'intérêt essentiel, elle peut, en cas de désaccord persistant, faire usage du veto pour empêcher qu'une décision ne soit prise à la majorité qualifiée.

« Si le conseil met une délégation en minorité, cela laissera des traces, il y aura des douleurs post-négotiations », a averti, mardi, M. Kiechle, qui a souligné que son pays ne pouvait accepter « le mouvement continu de baisse des prix auquel la Commission semblait disposée pour lutter contre les excédents et faire meilleure figure face aux Américains ».

De fait, la procédure de vote qui est en cours aura, quel que soit son dénouement, un impact sur l'ambiance communautaire. Si M. Kiechle accepte le vote et si la baisse de 1,8 % est confirmée, les Allemands seront furieux et, on peut le penser, ne manqueront pas à l'occasion de le faire payer aux uns et aux

autres. Les conséquences de l'affrontement actuel seront plus graves encore, car elles débordent le cadre agricole si le gouvernement fédéral, usant d'une procédure qu'il a toujours condamnée, met par avance son veto à une décision. Outre le fait qu'il n'y aurait toujours pas de prix des céréales fixés, un tel choix compromettrait gravement le bon déroulement du conseil européen qui doit se tenir à Milan les 28 et 29 juin. Comment le gouvernement de Bonn pourrait-il en effet continuer à plaider en faveur d'une percée institutionnelle, d'un progrès décisif vers l'union européenne après avoir fait un usage des plus contestables du compromis de Luxembourg ? Mardi soir, personne ne se sentait en mesure de tenter un pronostic sur ce que serait finalement l'attitude de M. Kiechle. « Il y a des bruits selon lesquels il pourrait opposer son veto », notait M. Henri Nallet, le ministre français. Cependant, compte tenu de l'enjeu — c'est, répétons-le, vingt ans de politique européenne allemande qui sont en cause —, il se serait tout de même très déconcertant que le chancelier Kohl laissât son ministre de l'Agriculture avoir recours à cette arme extrême.

Il existe une troisième hypothèse, peu vraisemblable, mais qu'on ne pouvait exclure : M. Kohl se résignerait au vote, mais les propositions de la Commission ne recueilleraient pas les 45 voix nécessaires à la majorité qualifiée. En effet, outre la RFA, les Grecs paraissent eux aussi vouloir voter contre, et les Belges, qui préféreraient une baisse des prix des céréales moins forte que celle préconisée par la Commission, hésitent.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Soit 45 voix sur 63. Chacun des quatre grands pays membres, la France, l'Italie, la RFA et le Royaume-Uni, dispose de 10 voix ; les Pays-Bas, la Belgique et la Grèce, chacun de 5 voix ; le Danemark et l'Irlande de 3 voix et le Luxembourg de 2 voix.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
SE-U	9,3865 - 9,3895	+ 195 - 210	+ 370 - 400	+ 1.070 - 1.170
Scm	6,8480 - 6,8536	+ 27 - 53	+ 50 - 92	+ 285 - 306
Yen (100)	3,7523 - 3,7615	+ 125 - 134	+ 229 - 256	+ 711 - 759
DM	3,0431 - 3,0451	+ 116 - 124	+ 225 - 238	+ 675 - 713
Finl	2,7023 - 2,7040	+ 72 - 79	+ 142 - 154	+ 435 - 460
F.B. (100)	15,1042 - 15,1139	+ 103 - 216	+ 303 - 490	+ 891 - 1.172
F.S.	3,6192 - 3,6218	+ 147 - 161	+ 285 - 305	+ 863 - 924
L (1 000)	4,7890 - 4,7942	- 125 - 185	- 249 - 216	- 735 - 652
E. franc	11,8590 - 11,8738	- 271 - 224	- 494 - 418	- 1.135 - 954

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 1/2	7 3/4	7 5/8	7 3/4	7 5/8	7 3/4	7 5/8	7 3/4	7 5/8
SE-U	5 3/8	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2
DM	7	7 1/4	6 13/16	6 15/16	6 11/16	6 13/16	6 11/16	6 13/16	6 11/16
Finl	8	8 1/4	8 11/16	8 13/16	8 9/16	8 11/16	8 9/16	8 11/16	8 9/16
F.S.	2	2 1/4	2 11/16	2 13/16	2 9/16	2 11/16	2 9/16	2 11/16	2 9/16
L (1 000)	13 3/4	14 3/4	12 3/8	13 3/8	12 1/2	13 3/8	12 1/2	13 3/8	12 1/2
E. franc	12 1/2	13 1/4	12 5/8	13 1/4	12 1/2	13 1/4	12 1/2	13 1/4	12 1/2
	10	10 1/4	10 1/16	10 1/16	10 1/8	10 1/16	10 1/8	10 1/16	10 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

5 MILLIARDS DE FRANCS A TROUVER POUR L'UNEDIC

Un relèvement des cotisations est inévitable

« Je tire la sonnette d'alarme », déclare M. André Bergeron pour commenter la lettre qu'il a adressée, le mardi 11 juin, aux partenaires sociaux (CNFP, CGPME, CGT, CFDT, CGC et FO). Le secrétaire général de Force ouvrière, qui agit en tant que président du conseil d'administration de l'UNEDIC, l'organisme paritaire qui gère l'assurance chômage, dresse un bilan inquiétant de la situation financière. L'absence de décision rapide, écrit-il, « mettrait en cause l'existence même de notre institution ». « Dans l'obligation de vous mettre en garde », il réclame la tenue d'une réunion urgente, pour une concertation « sans délai », et à cette occasion, appuie son argumentation de chiffres qu'il n'avait jamais avancés. « La récente décision gouvernementale de majorer de 50 % les allocations de solidarité à compter du 1^{er} juillet, ajoute-t-il, exige un alignement pour les allocations de fin de droits versées par le régime d'assurance-chômage. Il est permis d'espérer que cette circonstance sera mise à profit, conclut le président de l'UNEDIC, pour que soit examinée, sous tous ses aspects techniques et

financiers, la gestion de l'assurance-chômage. »

Par le ton employé, par les données fournies, M. André Bergeron va plus loin qu'il n'a jamais été à propos des difficultés de l'UNEDIC. Depuis des mois, c'est vrai, le retour du déficit était redouté, puis s'était précisé.

Cependant, aucun des partenaires, à commencer par le CNFP, ne semblait vouloir s'en soucier dans l'immédiat. On préférait s'en tenir à la négociation prévue pour le mois d'octobre prochain, quand il faudra réviser la convention de décembre 1983, qui garantissait, affirmait-on, l'équilibre financier d'un système établi sur la cotisation des employeurs et des salariés (1).

L'annonce de la revalorisation des allocations, pour les chômeurs indemnisés par l'Etat, allait précipiter les événements. L'UNEDIC ne pouvait faire autrement que de relever le montant — 43 F par jour — de l'allocation versée aux chômeurs en fin de droits au titre de l'assurance-chômage. Et cela, dès le 1^{er} juillet, avec même effet rétroactif, « ce qui pose des problèmes techniques »,

souligne M. Bergeron. Cet « alignement nécessaire » devrait coûter 1 085 millions de francs pour la seule année 1985 et 2 350 millions pour toute l'année 1986, selon les évaluations de l'UNEDIC, le nombre de chômeurs en fin de droits étant estimé à 330 000.

Les organisations syndicales n'ont pas tardé à faire connaître leur désir d'emboliser le pas au gouvernement. A l'occasion de la réunion du bureau de l'UNEDIC, le 6 juin, elles ont demandé une rencontre au CNFP qui se refusait d'abord à arrêter une date et fit savoir ensuite, le 10 juin, qu'il acceptait d'ouvrir « très rapidement » le dossier, pour la début du mois de juillet sans doute.

Mais pouvait-on espérer, pour autant, régler la question des chômeurs en fin de droits sans aborder le problème de fond, celui du déficit de l'UNEDIC ?

Déficit de trésorerie

Les Etats-majors syndicaux y ont songé, mais la lettre de M. André Bergeron avance une série d'arguments en faveur d'un examen rapide du problème. « Plus nous tarderons, plus cela coûtera cher », dit M. Bergeron. De fait, l'UNEDIC connaît d'ores et déjà un déficit et supporte des frais financiers importants en raison de « la précarité de sa trésorerie ». Sans les « fins de droits », le déficit devrait être de 3 milliards de francs à la fin de l'année. Depuis 1984, précise la lettre, l'UNEDIC a dû faire face chaque mois à un découvert de 2,5 milliards compensés par un pool de banques. Ce découvert a été porté à 3 milliards en 1985. « Nous espérons qu'en cours de l'année, pour le mois de juin, nos possibilités de tirage iront jusqu'à 3,5 milliards. »

Le ministère des finances avait d'ailleurs attiré l'attention des gestionnaires sur ce point. « Il nous est apparu que le risque devenait sérieux nos appels de fonds à découvrir ne rencontrent plus l'accueil nécessaire », poursuit M. Bergeron, qui ajoute que les partenaires sociaux « ne sauraient accepter que leur responsabilité dans une impossibilité d'assurer le fonctionnement régulier de cette institution soit engagée ».

Responsables de la réglementation applicable et fixant le taux des contributions par un régime d'assurance dont ils sont maintenant les seuls maîtres, les partenaires sociaux n'ont d'autre issue que d'augmenter les cotisations pour trouver les 5 mil-

liards nécessaires, la voie de la réduction des indemnités leur étant, a priori, fermée. Selon les évaluations de l'UNEDIC, que cite M. André Bergeron, il faudrait, pour les fins de droits et le déficit, relever la cotisation de 0,80 point, en préférence allant à un partage « de 0,40 pour les entreprises et 0,40 pour les salariés ».

Que penseront les autres organisations syndicales ou patronales d'une telle proposition ? Sans qu'elle se soit officiellement prononcée, la CFDT pourrait accepter une augmentation symétrique. La CGC paraît disposée à demander un tiers plus grand des salariés, et la CFDT avait retenu l'hypothèse d'un relèvement global de 0,5 point. Quant à la CGT, elle refusera sans doute de discuter sur de telles bases.

Restent la CGPME et le CNFP, qui n'ont jamais fait mystère de leur opposition de principe. Soulignant que la contribution des employeurs au financement du système d'assurance-chômage est l'une des plus fortes du monde, l'organisation de M. Yvon Gattaz n'est pas disposée à faire un sacrifice supplémentaire.

En 1983, la précédente convention avait été le résultat de trois mois de négociations épuisantes, qui, elles-mêmes, avaient succédé à une intervention gouvernementale contestée. M. Bérégovoy, ministre de l'économie, pour pallier la carence des partenaires sociaux et mettre fin au déficit, avait dû prendre le décret de novembre 1982 réduisant les prestations chômage. Cette fois, la répartition entre le régime de solidarité de l'Etat et le régime d'assurance financé par les cotisations étant opérée, les organisations syndicales et patronales ne peuvent rien attendre des pouvoirs publics. Ils sont placés devant leurs responsabilités.

ALAIN LEBEAUCHE.

(1) La cotisation pour l'assurance-chômage calculée sur la masse salariale, s'élève actuellement à 6 %, dont 2 % sont affectés au financement exclusif de la préretraite en garantie de ressources, 4,08 % sont payés par les employeurs, 1,92 % par les salariés, une cotisation supplémentaire de 0,50 % étant prélevée sur les revenus supérieurs au plafond de la Sécurité sociale. L'assurance-chômage (UNEDIC) par cotisations dispose d'environ 46 milliards de francs. L'Etat consacre environ 30 milliards de francs au régime de solidarité, la garantie de ressources étant financée par la contribution de 2 % et par une contribution d'Etat qui s'élève, en 1984, à 11 milliards de francs.

AGRICULTURE

EN MARGE DE LA CONFÉRENCE DE L'ALIMENTATION

Les Etats-Unis rejettent l'idée d'une organisation des marchés mondiaux

« Je ne sais pas comment on organise des marchés », a déclaré, le mardi 11 juin, M. John Block, ministre de l'Agriculture des Etats-Unis, venu à Paris à l'occasion du Conseil mondial de l'alimentation (CMA). Se prononçant, une fois encore, devant la presse pour une libéralisation des échanges internationaux, arguant que cette libéralisation ne nuirait pas aux pays en voie de développement, le ministre a répondu par la négative à la proposition que M. Mitterrand avait faite à l'ouverture de cette conférence (Le Monde du 12 juin). Le chef de l'Etat avait insisté qu'il était favorable à une négociation dans le cadre du GATT, qui traite de l'organisation des marchés mondiaux.

M. Block a une nouvelle fois justifié le programme de subventions en nature (BICEP) Bonus Incentive Community Exportation Programme d'une valeur de 2 milliards de dollars. Il a précisé que ce programme avait été élaboré par le Congrès. Aussi, « l'administration américaine ne peut-elle pas faire rapidement marche arrière, même si la Communauté accepte de discuter dans le cadre du GATT », a encore déclaré M. Block.

Pour justifier la contradiction qui existe entre ce programme de subvention et la doctrine libérale réaffirmée dans le document du CMA, le ministre américain, rappelant que la part des ventes des Etats-Unis sur le marché mondial avait diminué de 25 % en quelques années, a déclaré : « Nous essayons seulement d'être compétitif vis-à-vis de la Communauté européenne. C'est aussi compatible avec les règles du GATT que les restitutions versées par les Européens. »

L'Algérie, qui est le premier pays auquel les Etats-Unis ont offert de vendre du blé subventionné dans le cadre du BICEP, n'apprécie guère les commentaires des milieux français spécialisés. Le quotidien *El Moudjahid* écrit en effet que « l'Algérie et le marché algérien ne sont la chasse gardée de personne, si ce n'est des Algériens et d'eux seuls ». Les Etats-Unis « ne cher-

chent nullement à commercer avec nous pour nos beaux yeux, mais si le blé américain répond à ces critères (de prix et de qualité), il fera notre pain comme il fait celui d'autres peuples dans le monde, à l'Est comme à l'Ouest ».

Le « BICEP » dégonflé ?

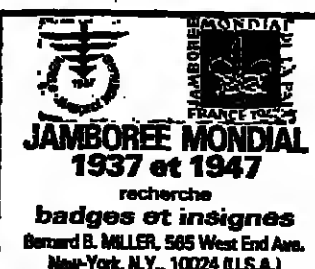
Les Etats-Unis, on le sait, réclament l'ouverture de nouvelles négociations commerciales multilatérales (NCM) consacrées tant aux produits industriels qu'agricoles. M. Frans Andriessen, commissaire européen chargé du dossier agricole, a déclaré, mardi, à Paris, que « la CEE était prête à travailler à l'amélioration des règles et disciplines du GATT concernant tous les aspects du commerce des produits agricoles, en tenant compte des caractéristiques et de la spécificité de l'agriculture et des problèmes auxquels les pays en développement sont confrontés ».

En fait, l'attitude américaine peut renforcer la position de la France qui, sans refuser les NCM, n'entend pas se laisser imposer l'ordre du jour. Le marché algérien d'un million de tonnes de blé n'est pas encore gagné par Washington. M. Block l'avait annoncé trop tôt, montrant ainsi que ce programme était conçu comme une arme politique, dans la négociation en cours. Son cabinet a ensuite précisé que les adjudications n'étaient pas encore faites. Les Algériens proposent aux exportateurs les plus offrants des lots de 100 000 tonnes. Rien dès lors n'empêche les Européens de faire des propositions compétitives pour ne pas se laisser ravir le marché.

En second lieu, il semble que le BICEP soit l'objet de critiques aux Etats-Unis mêmes. Pour un coût prohibitif, il aurait peu d'influence sur le revenu des agriculteurs et sur la diminution des stocks. Si l'arme politique fait long feu parce qu'elle n'amène pas les Européens à composer, le bénéfice au plan économique serait aussi nul.

Certains observateurs enfin ne voient dans ce programme qu'un « coup » de politique intérieure. L'administration Reagan a besoin dans le débat sur le Farm Bill (loi agricole) du soutien des parlementaires inquiets de la situation faite aux exploitants et des conséquences de cette loi, qui prévoit une forte diminution des programmes de soutien. Pour obtenir leur appui, le gouvernement est contraint de faire une entorse à sa doctrine libérale et, en l'imitant, de justifier le système européen des aides à l'exportation.

JACQUES GRALL.



badges et insignes
Bernard B. MILLER, 505 West End Ave.
New-York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

LE QUARANTIÈME CONGRÈS DE LA CFDT

« Jeux de boussolles »

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — « Si notre projet de 1970 n'incontestablement besoin d'un débarras, il y a quelque chose qui a déjà été débarrassé : c'est le nombre des adhérents (...). Passer de l'hyperrevendicatif à l'hyperréaliste représente un tel virage qu'il déboussole les militants et désorienté les travailleurs. » En citant ces propos, restés jusqu'aux confins de la CFDT, le secrétaire confédéral sortant, à la tribune du quarantième congrès de la CFDT, le mardi 11 juin, M. Gigand (Basse-Normandie) a indéniablement réussi son effet.

Curieuse manœuvre qui conduisait l'opposition de gauche à la direction confédérale à « annexer » avec M. Hureau un dirigeant dont les états d'âme n'ont jamais débouché sur une dissidence.

Cet épisode, qui a provoqué un beau tumulte, est significatif de la première journée du congrès : chaque courant — les opposants, les militants « critiques », les « modernistes » — a cherché à convaincre plutôt que de se retrancher derrière ses certitudes. M. Maire lui-même, dont le discours a été accueilli sans manifestation d'hostilité ou d'approbation, a utilisé un registre plutôt unificateur, se réservant de passer à l'offensive jeudi, dans sa réponse aux deux cents intervenants inscrits.

La chèvre de M. Seguin

Les opposants ont été nombreux à faire souffler le vent de la contestation sur divers sujets, depuis l'absence d'action globale sur les trente-cinq heures jusqu'à l'acceptation par la direction de la précarité, « danger numéro un ». Une militante du Rhône a dénoncé une orientation confédérale qui « culpabilise les salariés qui ont un emploi garanti ».

M. Roux (santé) s'en est pris à l'attitude face au patronat. « Il n'était pas possible en période de crise de continuer à jouer la carte chère de M. Seguin face au long dont le but est de remettre en cause nos acquis et nos droits ».

Provoquant comme les opposants un cocktail de huées et d'applaudissements, les « modernistes » ont justifié leur démarche. M. Foucaud (métallurgie) s'est demandé si la priorité à l'emploi était partagée « par tous les militants de la CFDT », estimant que « s'acharner sur la défense des acquis, c'est oublier les chômeurs ».

M. Gagnaire (agro-alimentaire) a plaidé pour « un syndicalisme de négociation » en se préoccupant de l'insuffisance d'attention aux syndiqués de base. « Nous les champions du syndicalisme autogestionnaire, pourrions-nous vivre sans adhérents ? » Mais les principales interrogations sur la stratégie et, surtout, sur le fonctionnement de la CFDT sont venues des militants « critiques », ceux qui, à l'image de ce délégué de la chimie parisienne, veulent « adapter notre syndicalisme sans renierment de notre passé ». Ainsi, M. Bernard Henry, secrétaire général des Pays de Loire, a souligné que l'échec de la flexibilité avait révélé « un énorme décalage entre le terrain et la configuration ». Favorable à un « vaste effort d'adaptation », il a souhaité une clarification de la manière d'aborder les négociations, notant que la CFDT « donne parfois l'impression de laisser passer l'intérêt de l'entreprise avant l'intérêt des salariés ».

Parmi ces militants critiques ou déboussolés, certains voteront. Les quins à Edmond Maire, d'autres laisseront encore planer le doute.

MICHEL NOBLECOURT.

AFFAIRES

CONCURRENCE JAPONAISE ET PRÉVISIONS TROP OPTIMISTES

L'échec de Thomson dans la hi-fi

Après Sony à Dax et à Bayonne, Alcatel à Honfleur, Clarion à Pompey, le groupe japonais Pioneer vient d'inaugurer une usine en France, à Bordeaux, destinée à l'assemblage de trente mille enceintes acoustiques par mois, avec quarante-cinq emplois. Le gouvernement est d'autant plus déterminé à « ouvrir la porte » aux constructeurs nippons, qui contrôlent déjà 50 % du marché français de la hi-fi, que la tentative de reconquête lancée par le groupe national Thomson, se solda par de lourdes pertes et des licenciements.

Correspondance

Moulins. — La décision avait été prise peu avant mai 1981 de se lancer avec détermination sur les mini-chaines hi-fi. Thomson comptait, sur la foi de prévisions du BIPE (Bureau d'information et de prévisions économiques), que de 700 000 chaînes en 1980 le marché français passerait à 1,5 million en 1986. Le groupe se fixa pour objectif de prendre 20 % du marché grâce à une production de 300 000 unités dans son usine de Moulins. La direction en tira les moyens, lançant un programme d'investissement d'environ 200 millions de francs sur cinq ans, afin d'atteindre une productivité comparable à celle des concurrents asiatiques et une importante campagne publicitaire vantant la hi-fi française, « qui prendrait le relais du stéréo », comme disait le slogan, se souvenant à Moulins. Après mai 1981, ce plan volontariste a été considéré comme un symbole de la volonté de reconquérir le marché intérieur.

Les craintes des syndicats

Hélas ! la consommation de chaînes hi-fi a connu son apogée en 1981, avec 870 000 chaînes vendues en France. Dès 1983, et plus encore en 1984, les achats s'effondrèrent (500 000 chaînes vendues l'an passé). La production de l'usine de Moulins n'a pu que suivre la tendance : 130 000 en 1983, 122 000 en 1984 et 95 000 en 1985, « compte tenu de la nécessité de déstocker ». Les résultats sont catastrophiques : le secteur hi-fi de Selmo, la filiale spécialisée de Thomson, a perdu 69 millions de francs en 1984 pour un chiffre d'affaires de 155 millions de francs. A quoi s'ajoutent des pertes liées à d'autres activités de Selmo : low-fi (c'est-à-dire des chaînes de bas de gamme) et l'opération de caméras vidéo sous licence du japonais JVC qui, en 1984, ont enregistré 90 millions de francs de déficit pour un chiffre d'affaires de 249 millions.

Il faudrait arrêter les frais. La direction s'y refuse pourtant pour éviter de frapper encore une région déjà touchée par la fermeture de l'usine de machines-outils Erasmou-Somua et par des licenciements chez le constructeur de grues Potain. Elle a néanmoins élaboré un

plan de licenciements collectifs de 280 salariés sur les 756 de l'entreprise. La direction départementale du travail et de l'emploi en a accordé 252, le 8 juin. Mais du côté des syndicats on craint qu'il ne s'agisse là que d'un premier lot de licenciements avant la fermeture complète de l'usine, que laisse prévoir le départ de nombreux cadres dirigeants.

De surcroît, les autres activités de Selmo n'offrent guère de perspectives réjouissantes. La direction a annoncé un abandon de la low-fi. La fabrication coûteuse de caméras vidéo serait compromise, à terme, du fait de la concurrence des caméras avec magnétoscope incorporé. L'activité, équilibrée quant à elle, de l'électronique automobile (sous-traitance de systèmes d'allumage électronique) serait elle-même « appelée à péricliter » : le seul client — Peugeot — souhaiterait confier ce travail à des motoristes qui soient aussi électroniciens. Pour les syndicats, les importantes restructurations en cours dans l'ensemble de la branche grand public de Thomson expliquent aussi les licenciements chez Selmo. Ainsi le projet de regrouper à Villiers (RFA) toutes les activités de recherche et d'étude de la branche compromettrait la pérennité du service « études » de Moulins, fort d'une quarantaine de personnes.

Le groupe Thomson s'attache à aider à la création de nouveaux emplois à Moulins. Une de ses filiales est chargée de cette tâche : le GERIS (Groupement d'intérêt économique pour les reconversions et l'expansion d'industries et de services). Son représentant à Moulins est opérationnel depuis février dernier, disposant de moyens incitatifs (de 20 à 40 000 francs de prêts par emploi créé, prêts convertibles en subventions quand sont embauchés des licenciés Selmo). Plusieurs projets sont étudiés, dont le plus important est l'implantation d'une fabrique de chaînes en hébreu, qui pourrait générer 200 emplois accessibles à la main-d'œuvre essentiellement féminine de Selmo. Mais rien n'est définitivement acquis, souligne-t-on dans la ville, où le secteur industriel aura perdu en peu de temps quelque 1 000 emplois.

PATRICE ROTIG.

A L'ASSEMBLÉE DES CHAMBRES DE COMMERCE

Mauvais et bons côtés de la décentralisation

On pouvait s'attendre que le gouvernement reçoive une volée de bois vert de la part de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'initiative (APCCI) qui réunissait, les 10 et 11 juin à Paris, son assemblée générale. Le thème retenu pour les travaux était en effet : les relations entre les chambres de commerce et les collectivités locales.

Or, depuis que la décentralisation est en route, et avec l'interventionnisme croissant et inévitable des régions, départements et communes dans la vie économique, les chambres consulaires sont concurrencées voire suppléées sur un terrain où, jusqu'à 1981, elles jouissaient d'un monopole du moins d'une suprématie bien établie. Et avec l'effacement progressif des comités économiques et sociaux (CES) des régions au profit des assemblées élues, elles se voient privées d'un relais et d'une tribune.

Beaucoup pensaient que les présidents des chambres de commerce, qui, en majorité, se reconnaissent dans la droite bien plus que dans la gauche, allaient dresser un réquisitoire contre les lois Defferre. D'autant que le document préparatoire rédigé par les services de l'APCCI à cette occasion n'y va pas de main morte. « Au lieu de simplifier le système existant, la décentralisation n'a fait que le compliquer... Doubles emplois et gaspillages se multiplient... Le produit fiscal moyen par habitant a crû dans les départements de 26,5 % entre 1982 et 1984, le coût des emprunts s'alourdit... », lit-on au fil des pages.

En fait, les responsables consulaires ont fait preuve de modération. « La marche vers la décentralisation est irréversible, et il est souhaitable que cette réforme réussisse », a déclaré M. Pierre Netter, président de l'APCCI, et il faut que nous cherchions à trouver notre place dans le concert de la décentralisation.

● Pernod-Ricard achète une société milanaise de spiritueux et d'apéritifs. — Le groupe Pernod-Ricard a annoncé le 10 juin à ses actionnaires, au cours d'une émission spéciale à TF1, la prise de contrôle à 100 % d'une société milanaise, la firme Ramazzotti, productrice de spiritueux et d'apéritifs (330 millions de chiffre d'affaires en 1984). Ce rachat reste soumis à l'approbation des autorités françaises et italiennes.

tion en développant nos missions essentielles : information, formation et animation. Les complémentarités entre les chambres et les collectivités s'imposent, car les besoins sont immenses. Deux idées doivent nous guider : modernité et nuance.

Une rivalité mal acceptée

Financées par une taxe additionnelle à la taxe professionnelle (un impôt que contestent de plus en plus les entreprises) et par les recettes des services rendus aux usagers (aéroports, zones industrielles, formation des cadres), les CCI acceptent mal la rivalité des collectivités locales les plus actives ou les plus sollicitées, dont la toile d'araignée économique s'étend de jour en jour. « Rassurez-vous, leur a précisé M. Daniel Hoeffel, sénateur (UDF) du Bas-Rhin, président de la commission d'information du Sénat sur la décentralisation. D'une manière générale, les collectivités se sont gardées d'intervenir trop de fois dans la gestion des affaires industrielles. Elles ont fait preuve de prudence, et c'est bien... »

L'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing a lui aussi critiqué de nombreuses modalités de la réforme (fonction publique territoriale, partage prochain des directions de l'équipement, confusion régionale-département), mais il a qualifié la loi du 2 mars 1982 de « méritoire ».

Les chambres de commerce sont donc invitées désormais à faire leur aggrégation et à se comporter comme des partenaires d'égal à égal avec ces nouveaux acteurs du jeu économique que sont les villes et les conseils généraux et régionaux. Mais, de même que les collectivités territoriales doivent veiller à ce que l'Etat ne leur transfère pas des charges indues, et donc de l'impopularité, pour des compétences qu'il ne veut plus assumer lui-même, de même les chambres consulaires auront besoin de résister aux pressions des élus locaux qui, dans les situations difficiles ou les régions les plus frappées par la crise, sont parfois tentés de leur dire au nom de la solidarité locale et de l'efficacité : « L'économie, c'est votre métier, vous êtes des chefs d'entreprise, prenez le relais... »

FRANÇOIS GROSCHARD.

Le Crédit foncier abaisse

les taux d'intérêt de ses prêts au secteur libre

Le Crédit foncier de France (CFF) abaissera, à dater du 14 juin, le taux de l'ensemble de ses prêts immobiliers au secteur libre (construction sans aide de l'Etat) de 0,5 point à 0,8 point selon les prêts.

C'est la seconde baisse de ce genre depuis le début de l'année.

Le Crédit foncier a réalisé, en 1984, un bénéfice net de 174 millions de francs, en hausse de 18 % par rapport à 1983. Selon M. Bonin, gouverneur du CFF, la structure de son bilan place le Crédit foncier au sixième rang des établissements de crédit français, avec 208 milliards de prêts et 13 milliards de fonds propres et plus de 200 milliards de dettes à long et à moyen terme.

Une assemblée générale extraordinaire proposera, le 26 juin, aux actionnaires (Caisse des dépôts, 7 %, Assurances générales de France et Union des Assurances de Paris, chacune plus de 5 %, fonds communs de placement du personnel, 4,9 %, ainsi que cinquante-neuf mille actionnaires) une augmentation de capital de 973 millions à 2 milliards de francs, réalisable en une ou en plusieurs étapes. Cette augmentation de capital est destinée à « accompagner la progression des encours longs et à maintenir un ratio entre les fonds propres et les risques comparables à celui des établissements financiers qui font appel aux marchés nationaux et internationaux ».

LA CHAÎNE SHERATON NE SAURAIT ÊTRE ASSOCIÉE AUX DIFFICULTÉS DE LA BPGF

Nous avons reçu du président-directeur général de la société Sheraton Hôtels France, après les articles consacrés aux déboires de M. Gendry, les précisions suivantes : « Le groupe Sheraton a été récemment mis en cause au travers de deux articles parus dans le Monde des 16 et 20 mai 1985 intitulés « Ancien président de la BPGF, M. Jean-Luc Gendry est inculpé d'abus de biens sociaux » et « L'inculpation de M. Jean-Luc Gendry, un équilibriste de génie joué et perdu ».

Or la société Sheraton Hôtels France a cédé l'hôtel connu sous le nom de Paris Sheraton Hôtel qu'elle exploitait à Montparnasse par acte en date du 18 décembre 1981 à la société Nouvelle d'exploitation hôtelière.

« Cette dernière société faisant partie du groupe Nava-Park, a repris l'exploitation de cet hôtel à compter du 1^{er} octobre 1982, et ce sous le nom de Montparnasse Park Hôtel.

« La chaîne d'hôtels Sheraton ne saurait donc être associée de près ou de loin aux difficultés rencontrées par la BPGF ou par le groupe Nava-Park à l'occasion de l'exploitation de Montparnasse Park Hôtel. »



L'AMOUR PAR MINITEL : LES SECRETS DES MESSAGERIES CONVIVIALES.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

Tous ces titres ont été vendus. Cet avis est publié pour mémoire seulement.

U.S. \$125,000,000

Caisse Nationale de l'Energie

Obligations 11¼% remboursables en 1995

Garanties inconditionnellement par l'

Etat Français

MORGAN STANLEY INTERNATIONAL

FIRST INTERSTATE Limited

SOCIETE GENERALE

ALGEMENE BANK NEDERLAND N.V.

BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

CREDIT LYONNAIS

CREDITANSTALT-BANKVEREIN

DAI-ICHI KANGYO INTERNATIONAL Limited

GIROZENTRALE UND BANK DER OESTERREICHISCHEN SPARKASSEN AG

IBI INTERNATIONAL Limited

MANUFACTURERS HANOVER Limited

MERRILL LYNCH CAPITAL MARKETS

MITSUBISHI FINANCE INTERNATIONAL Limited

SAMUEL MONTAGU & CO. Limited

THE NIKKO SECURITIES CO., (EUROPE) LTD.

NIPPON CREDIT INTERNATIONAL (HK) LTD.

ORION ROYAL BANK Limited

SANWA INTERNATIONAL Limited

SOCIETE GENERALE DE BANQUE S.A.

S.G. WARBURG & CO. LTD.

WESTDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE

Le 11 juin 1985

LA BOURSE C'EST LA VIE.

Jamais la Bourse n'a été aussi dynamique, aussi performante, aussi présente dans la vie.

Cette Bourse qui bouge, qui va de l'avant, cette bourse rentable, pour mieux la découvrir, venez nous voir.

Sur simple appel téléphonique, sur simple envoi de votre carte de visite, nous vous amènerons, sans engagement de votre part, un premier entretien.

A cette occasion, nous vous présenterons toutes les formules actuelles de placement en Bourse de valeurs : Fonds Communs de Placements à court terme, Fonds de Plus-value à long terme, Fonds Communs Internationaux, Investissements sur second marché, Compte d'Épargne en actions, Comptes gérés...

Nous vous expliquerons si vous le souhaitez, toutes les opportunités que vous offrent ces formules de placement, qu'il s'agisse pour vous d'obtenir des rendements réguliers élevés, rechercher des plus-values, se constituer un capital ou le consolider, préparer votre retraite...

Nous pourrions enfin, si cela vous est utile, faire un diagnostic de vos placements actuels, à partir duquel nous pourrions vous dire clairement, simplement où sont vos intérêts.

A. FERRI, B. FERRI, C. GERME, AGENTS DE CHANGE

A Paris : 53, rue Vivienne 75002 Paris. Tél. (1) 260.37.55.
A Bordeaux : 16, cours du Chapeau-Rouge 33000 Bordeaux. Tél. (56) 48.54.77.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

11 juin

Hausse

des valeurs pétrolières

Les valeurs pétrolières ont mis mardi un peu d'huile dans les rouages de la Bourse qui avait tendance à ralentir son allure. En fin de séance, l'indice général s'est relevé de 0,25 %.

Les valeurs pétrolières qui avaient sérieusement accusé le coup la semaine dernière à la suite de la baisse des prix du brut sur le marché mondial, ont donc relevé la tête. Elf-Aquitaine en particulier avec une hausse de l'ordre de 4 %. La compagnie vient de découvrir du pétrole à l'est du Bassin parisien, à Sézanne exactement. Il s'avère donc que cette région est riche en hydrocarbures. Il suffirait de rien de plus pour redonner un coup de fouet à Esso qui cotait un cours en hausse de 4,5 %. Le certificat Elf-Aquitaine a progressé de 2,7 % et la Française des Pétroles de 2 %.

Le reste du marché était moins actif que les jours précédents affaiblissant les spécialistes. De plus, des investisseurs étrangers vendaient un peu de papier - qui a pu être dans l'ensemble facilement absorbé par un marché toujours aussi riche de liquidités. Mines de Salsigne a gagné près de 5 %, Merlin-Gérin 2,7 % et Béghin-Say + 2,2 %. La Générale de Fonderies progressait de 2 %, Europe n° 1 et Perrier 1,8 %. Par contre, Crédit national a chuté 4,3 %, TST 4 %, Immochem et la Plaine-Moncaux 3,6 %, Alstom et la CFDE 3,5 %. Repli de 3 % de la Générale des Eaux.

La devise-ette a été fermée à 10,04 F environ. Les valeurs étrangères ont été recherchées notamment les Japonaises.

Lor a repris de la hauteur. A Londres, il était négocié à 313,25 dollars. A Paris, le lingot a repris 300 F à 94 300 F tandis que le Napoléon restait stable à 550 F.

NEW-YORK

En repli

Témoignage d'irrégularité la veille avec une prédominance de replis, le marché new-yorkais a accentué cette tendance, mardi, dans un volume d'affaires plus étoffé, 102,05 millions d'actions ayant changé de mains, contre 87,94 millions à la précédente séance. Les baisses l'ont, une nouvelle fois, emporté sur les gains (812 contre 732), près de 500 titres étant inchangés. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a cédé 4,60 points, à 1 313,84 points, les valeurs technologiques apparaissant parmi les plus affectées au fil des compartiments.

Les échanges ont été particulièrement noués (entre 1 et 2,5 millions d'actions) sur une demi-douzaine d'actions, parmi lesquelles figuraient Detroit Edison, Litton Industries, Sperry Corp., IBM, Hewlett-Packard, Mess Offshore.

Les analystes restent partagés en ce qui concerne l'évolution de l'économie américaine, ses répercussions sur les taux d'intérêt, par voie de conséquence, sur les marchés financiers. Certains d'entre eux prévoient une relance des affaires au deuxième semestre 1985, ce qui élargirait la nécessité d'un assouplissement du crédit de la part du Fed. D'autres, en revanche, estiment que la croissance restera faible, obligeant la Réserve fédérale à favoriser de nouvelles baisses des taux d'intérêt. Ces incertitudes ont conduit de nombreux opérateurs à procéder à des prises de bénéfices.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	31 7/8	32 1/8
ALCOA	23 3/4	23 3/4
Chrysler	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/4	58 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ROSSIGNOL — Les bénéfices nets consolidés de Rossignol, dont le siège est à Vairon (Isère), ont fait un bond de 53 % lors de l'exercice 1984-1985 (clôturé en mai), s'établissant à 41,97 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs (+ 10 % par rapport à 1983-1984), a indiqué, le 11 juin, le PDG du groupe, M. Laurent Boix-Vives.

La victoire de M. Boix-Vives (sous contrat avec Rossignol) à Roland-Garros devrait se traduire par quelques dizaines de milliers d'heures de travail pour des ouvriers français, dans la région Rhône-Alpes, a ajouté le PDG du groupe, qui emploie 2 500 personnes environ. Le groupe a vendu 330 000 raquettes dans le monde en 1984-1985, dont près de 260 000

produits dans ses usines. Rossignol détient actuellement 13 % du marché français des raquettes. La firme de M. Boix-Vives, qui a connu de nombreux déboires financiers (conflits avec Elia-Lin) en se lançant dans le tennis, garde à présent de l'argent dans cette activité. Dans le ski - près des trois quarts du chiffre d'affaires du groupe, - Rossignol conserve une position mondiale de premier plan avec 24,7 % du marché en valeur, en compagnie des fabricants autrichiens (Fischer, Kneissl, Atomic), qui réalisent ensemble 35 à 36 % des ventes mondiales.

DAFSA KOMPASS — En présentant les comptes 1984 du groupe et les perspectives qui s'offrent à lui, (Le Monde du 12 juin), le président, M. Pierre Cabot, a confirmé la signature d'un accord avec la Société française d'assurances pour favoriser le crédit (SFAFC), dont l'identité n'avait pas été révélée jusqu'à présent. Cet accord porte sur la création d'une société commune, Bilans Service SA, chargée de gérer et de commercialiser auprès de l'ensemble de la communauté financière une base de données sur les comptes de quelque trente mille entreprises, en attendant de doubler au moins cette capacité dans un délai de deux ans, comme indiqué par le président (Le Monde daté 27-28 janvier 1985).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 = 28 déc. 1984)

10 juin	124,5
11 juin	124,7

C* DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 = 31 déc. 1981)

10 juin	230,7
11 juin	230,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets prévus du 12 juin : 10 1/8 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) : 249,95 - 249,70

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
10 juin	124,5	124,7
11 juin	124,7	124,7

Actions au comptant

ALCOA	31 7/8
ALCOA	23 3/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4

Actions étrangères

ALCOA	31 7/8
ALCOA	23 3/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4

Actions françaises

ALCOA	31 7/8
ALCOA	23 3/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4

Actions étrangères

ALCOA	31 7/8
ALCOA	23 3/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4

11 JUIN

SECONDE MANCHE

ALCOA	31 7/8
ALCOA	23 3/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4

Actions étrangères

ALCOA	31 7/8
ALCOA	23 3/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4

Actions françaises

ALCOA	31 7/8
ALCOA	23 3/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4

Actions étrangères

ALCOA	31 7/8
ALCOA	23 3/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4

Actions françaises

ALCOA	31 7/8
ALCOA	23 3/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4
Chrysler	58 1/4

Règlement mensuel

Comptes	VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance	%	Comptes	VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance	%	Comptes	VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance	%	Comptes	VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance	%
10 juin	124,5	124,7	124,7	0,25	10 juin	124,5	124,7	124,7	0,25	10 juin	124,5	124,7	124,7	0,25	10 juin	124,5	124,7	124,7	0,25
11 juin	124,7	124,7	124,7	0,25	11 juin	124,7	124,7	124,7	0,25	11 juin	124,7	124,7	124,7	0,25	11 juin	124,7	124,7	124,7	0,25

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS	COURS
10 juin	124,5	124,7	124,7	124,7
11 juin	124,7	124,7	124,7	124,7

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	COURS	COURS	COURS	COURS
10 juin	124,5	124,7	124,7	124,7
11 juin	124,7	124,7	124,7	124,7

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. LES RÉVÉLATIONS SUR LA MORT DE JOSEF MENGELE
3. DIPLOMATIE
4. EUROPE
5. POLOGNE : le procès de Gdansk
6. PROCHE-ORIENT
7. AFRIQUE
8. ÉRODIE
9. L'adhésion des États fédérés à la CEE : aubaine ou désastre ? (II), par Thierry Malinik
10. ASIE

POLITIQUE

8. Le débat de politique étrangère à l'Assemblée nationale
11. La préparation des élections législatives au PS

CFM

de 18 h 45 à 19 h 20
Allô «le Monde»
 à Paris (89 MHz)
 720-52-87 et 232-14-14
 à Bordeaux (101,2 MHz)
 (661 45-88-55)

MERCREDI 12 JUIN
La police française à un tournant
 avec EDVY PLENEL
 Débat conduit par FRANÇOIS KOCH

JEUDI 13 JUIN
Racisme au pilori
 avec MAREK HALTER et ROBERT SOLÉ

SOCIÉTÉ

12. JUSTICE : le rapport des experts médicaux sur l'affaire de l'hôpital de Poitiers
13. MÉDECINE
14. ÉDUCATION
15. De la Bible à nos jours, une exposition au Grand Palais
16. Les Poings fermés, un film de Jean-Louis Benoît
17. La Femme et le Partin, un film de Josef von Sternberg
18. Sélection
19. Programmes des expositions
20. COMMUNICATION

SUPPLÉMENT

- 23 à 25. TOGO : l'Afrique sans ses tourments (II)

ÉCONOMIE

30. SOCIAL : 5 milliards de francs à trouver pour l'UNEDIC
31. AGRICULTURE
32. AFFAIRES
33. CONJONCTURE

RADIO-TÉLÉVISION (21)

- INFORMATIONS
- «SERVICES» (14):
- Météorologie; Mots croisés;
- Journal officiel; Loto sportif.
- Annuaire classés (26 à 29);
- Carnet (22); Programmes des spectacles (18 à 21); Marchés financiers (33).

Le numéro du « Monde »
 daté 12 juin 1985
 a été tiré à 432 453 exemplaires

le meilleur investissement photo

en reflex 24 x 36

Le PENTAX A3, c'est actuellement le meilleur rapport qualité-prix. Le reflex PENTAX A3 est entièrement automatique et programmé. Moteur intégré. Chargeur, flash et toutes fonctions automatisées. Compact et léger comme son prix à 3 610 F.

Livré avec le zoom TAKUMAR-PENTAX 3,5/4,5 : 28 à 80 mm.

Un appareil disponible à découvrir immédiatement en avant-première chez

IMAGES

le spécialiste PENTAX
 31 et 24, rue Saint-Augustin
 75002 PARIS - Tél. (1) 742-42-42
 Métro : Opéra ou 4-Septembre

A B C D E F G

LIÉ À LA BATAILLE DES CAMPS PALESTINIENS

Le détournement par des chiites d'un avion jordanien aggrave encore la situation à Beyrouth

Les pirates de l'air qui ont détourné, mardi matin, un Boeing de la compagnie jordanienne Alia, menaçaient, ce mercredi matin 12 juin, de faire exploser l'avion, immobilisé sur une piste avec quarante-huit passagers, huit membres des services de sécurité jordaniens et un équipage de neuf hommes si le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi, ne parvenait pas « dans une heure » de Tunisie pour Beyrouth. En fin de matinée, ils ont reporté leur ultimatum à 14 heures locales (11 heures GMT).

Beyrouth. — Le détournement du Boeing-727 de la compagnie jordanienne Alia n'est que le dernier épisode d'une situation qui s'est brutalement aggravée, mardi 11 juin, dans la capitale libanaise. Cette détérioration est liée, sans conteste, à la bataille des camps palestiniens.

Les exigences énumérées, dans la nuit de mardi à mercredi, par les pirates de l'air sont, à cet égard, sans équivoque, puisqu'ils ont demandé « l'évacuation de Beyrouth de tous les combattants palestiniens et leur transfert dans les pays arabes, dont les délégués sont réunis à Tunis, ainsi que la venue dans les douze heures de M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, faute de quoi il porterait la responsabilité du sort réservé aux otages ».

C'est mardi matin que le Boeing d'Alia, qui devait assurer le vol Beyrouth-Amman, a été détourné par quatre ou six hommes armés, qui ont pénétré en voiture sur la piste de l'aéroport, normalement surveillé par les hommes de la 6^e brigade de l'armée libanaise. Le Boeing, avec soixante-cinq passagers à son bord, dont le doyen par intérim de l'université américaine de Beyrouth, et neuf hommes d'équipage, a alors décollé pour se poser successivement à Larnaca (Chypre) puis à Palerme avant de revenir à Beyrouth dans la nuit.

C'est là que des pirates du « commando-suicide Moussa-Sadr », du nom de l'imam vénéré par les chiites libanais disparu en Libye en 1978, ont fait connaître leurs exigences et critiqué dans un communiqué les « pays arabes », « silencieux lorsque le Liban du Sud a été envahi (par l'armée israélienne), quand Beyrouth a été détruite et lors de Tal-el-Zatar (camp palestinien tombé aux mains des phalangistes après un long siège en 1976) ». Les pirates reprochent aux pays arabes d'avoir combattu M. Yasser Arafat quand celui-ci luttait contre Israël et de le protéger depuis qu'il est devenu un agent israélien.

Ces revendications rejoignent à la fois le jugement porté par Damas sur « la politique capitaliste du chef de l'OLP » et les desiderata du mouvement Amal, qui exige tou-

De notre envoyée spéciale

jours le détournement des Palestiniens du Liban et la prise en charge des camps par l'armée et par la gendarmerie libanaise. Les pirates, qui ont en vain essayé de se poser à Tunis où siège la Ligue arabe, critiquent aussi les récentes décisions de la Ligue qui demande un cessez-le-feu général à Beyrouth, la libération des prisonniers palestiniens et le retrait d'Amal et de la 6^e brigade de la périphérie des camps.

Les négociations menées dans la nuit à l'aéroport de Beyrouth par un représentant d'Amal qui a pu pénétrer à l'intérieur de l'appareil n'ont abouti pour l'instant qu'à la libération de neuf otages. Depuis l'aube l'avion stationne à quelques centaines de mètres devant l'aéroport, seul au milieu des pistes et sans qu'aucune mesure de sécurité particulière soit prise.

L'affrontement PSP-Amal

Le bouleversement provoqué à Beyrouth par la bataille des camps palestiniens a d'autre part, à partir d'un incident mineur, provoqué mardi après-midi, en plein cœur de Beyrouth-Ouest, un violent affrontement entre les deux plus puissantes milices de la ville, le PSP (Parti socialiste progressiste druze) et Amal. En effet, un étudiant PSP se voyant refuser par un gardien de la faculté de droit, l'autorisation de faire entrer sa voiture dans la cour de l'établissement, a alerté le poste PSP le plus proche, alors que des miliciens d'Amal venaient à la rescousse du gardien.

Très vite, les combattants des deux bords ont fait parler leurs kalachnikovs avant de se bombarder à la roquette. Alors que les combats se propageaient de quartier en quartier, mitrailleuses et canons de 105 sans recul, se sont fait entendre.

Pendant trois heures, les explosions ont retenti dans la capitale libanaise livrée une fois de plus aux milices. Il a fallu deux réunions entre les responsables PSP et ceux d'Amal pour faire cesser les affrontements en début de soirée. Dans un communiqué commun, le PSP et Amal ont réaffirmé leur alliance.

La tension est restée vive toute la nuit dans la capitale déserte, secouée seulement par le bruit des obus qui se sont de nouveau abattus autour des camps palestiniens de Borj Barajneh et de Chataïa.

La violence de cet affrontement chisto-druze, qui a fait trois morts et quarante-huit blessés, est révélatrice de l'extrême tension entre des alliés d'aujourd'hui séparés par la guerre des camps. Le mouvement Amal, qui livre sur le terrain cette bataille, reproche en effet au PSP non seulement d'avoir pas pris part aux combats, mais encore de jouer le rôle de protecteur des Palestiniens.

M. de Grossouvre quitte l'Élysée

Le Journal officiel publie mercredi 12 juin un arrêté qui met fin aux fonctions, à compter du 1^{er} juillet prochain, de M. François de Grossouvre, chargé de mission auprès du président de la République. Le même arrêté indique que M. Bernard Candiard est nommé à compter du 12 juillet chargé de mission à la présidence de la République, où il remplacera, pour les affaires agricoles, M. Henri Nallet, devenu ministre de l'Agriculture.

Un ami de M. Mitterrand

Plus qu'un conseiller ou un fidèle en politique, M. François Durand de Grossouvre, fils de banquier, docteur en médecine, président d'une société, puis exploitant agricole, connaît M. Mitterrand de longue date. Il est l'un de ses confidentiels. Résistant, il a participé aux combats du Vercors.

C'est donc tout naturellement que M. de Grossouvre, aujourd'hui âgé de soixante-sept ans, s'est installé à l'Élysée en mai 1981 dans le sillage du nouveau chef de l'Etat. Spécialiste des affaires de renseignements et de défense — il avait dirigé au PS une cellule, animée aussi par un ancien du SDECE, consacrée au renseignement, et mis en place avec MM. Chevènement et Herry les « Conventions pour l'armée nouvelle », — il a élargi ses centres d'intérêt en s'occupant dès son entrée à l'Élysée des affaires de police et de terrorisme.

Il s'est rapidement heurté, dans le domaine de la police, aux compétences de M. Gilles Ménage, directeur adjoint au cabinet du président de la République, puis à l'autorité de M. Pierre Joxe, lorsque celui-ci a été nommé ministre de l'Intérieur, en juillet 1984.

M. de Grossouvre a effectué, pour le compte du président de la République, de nombreuses et très discrètes missions à l'étranger, notamment en Corée du Nord, au Maroc, en Jordanie, en Syrie, dans les pays du Golfe et en Afrique. Jusqu'à la fin de 1984, il s'est également rendu à plusieurs reprises au Liban, où ses interventions ont irrité plus d'un res-

pensable local et d'un diplomate français. Les déplacements d'étaient guère coordonnés, en effet, avec l'action du ministère des relations extérieures.

M. BERNARD CANDIARD

(Né le 3 août 1947 à Tania, M. Bernard Candiard, diplômé d'études supérieures de droit public, a commencé sa carrière au ministère de la justice, puis, à partir de la fin de 1976, au ministère de l'Agriculture. Il a été notamment (avril 1980) chef du bureau des viandes à la direction de la production et des échanges de ce ministère. Il avait été nommé, en 1984, à la direction de l'Office national interprofessionnel des céréales.)

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel

615.91.77 + 1 SLM



tiens. Or si, au niveau des états-majors, MM. Jomblatt et Berri continuent d'insister sur la solidité d'une alliance née de la prise de contrôle de Beyrouth-Ouest le 6 février 1984, qui leur a permis d'imposer leurs vues face aux pouvoirs du président Aminé Gemayel, à la base les miliciens s'observent sans aménité.

Cet affrontement s'est produit, d'autre part, alors que la milice chiite et la 6^e brigade font l'objet depuis le début de la guerre des camps d'attaques nocturnes dont la gravité va s'amplifiant. La plupart de ces attaques — une cinquantaine en vingt-trois jours — ont été revendiquées par le groupe Hamz-Eh-Résistance clandestine des Mourabitoun (milice sunnite), qui accuse Amal « d'exécuter un complot contre le peuple palestinien ».

Enfin, le seul résultat concret sur le terrain du récent sommet Gemayel-Assad, l'ouverture de la voie de passage du Musée qui relie les secteurs est (chrétien) et ouest (musulman) de Beyrouth, a été remis en cause, mardi, par un nouvel embarrasement de la ligne de démarcation. Le « Front de la montagne », s'est lui aussi réanimé, et ce mercredi à l'aube, on entendait les échanges d'obus jusque dans le centre-ville où la tension demeure vive.

F. C.

Sur le vif

Droits de l'homme

L'autre jour, je ne sais pas si vous vous en souvenez, je racontais les Américains qui s'étranglent devant la télé du matin, à l'idée d'affronter la jungle des villes. Eh bien, depuis que je suis rentrée à Paris, moi c'est pareil, j'ai les jetons.

De quoi ? D'un attentat. Vous me direz : bon, sorti de Marbeuf, de Copernic, du faubourg du Temple, des évènements du Pays basque, il n'y a pas de quoi s'émouvoir. Faut pas paniquer comme ça.

D'abord, c'est pas vrai. Il y a tout un tas de gens de par le monde qui ne sont pas contents et qui tiennent absolument à nous le faire savoir à coups de pétard. Et puis, maintenant, il n'y a pas que les gens, il y a les bêtes. Et alors là, il ne s'agit plus de rigoler. Parce que question génocide, avec quatre-vingt-cinq millions de victimes par an, rien que dans les labos et rien qu'en Europe et aux États-Unis, les juifs et les Arméniens n'ont plus qu'à la boucler.

D'ailleurs, la section dure du Front de libération des animaux multiplie les actions de commando à l'exemple des Anglais, ça, pour protester contre des expérimentations sur des singes, gués de sucre et donc exposés à des caries dentaires, ont tenté

les populations en faisant courir le bruit que des centaines de milliers de tablettes de chocolat étaient empoisonnées. Ici, on frappe plus fort et plus soudain : camions incendiés, enlèvements, victimes brisées, colts piégés... Tenez, pas plus tard que samedi dernier, deux gendarmes ont été gravement blessés dans la Sarthe en essayant d'en démolir un.

Ca on ne vous le dit pas. Ou peu. Ou à peu de vous faire peur. D'autant qu'on sait très bien à quel point on se tient sur les intentions du FLA. Son porte-parole a accordé récemment une interview à l'AFP, dans une arrière-salle de café, la tête recouverte d'une cagoule et d'un foulard, à la corse. Ces « activistes spirituels » exigent la fermeture immédiate de tous les camps de concentration installés dans les instituts de recherche scientifique. Et ils n'hésiteront pas à tuer des humains pour empêcher de tuer les animaux. Ils vont plus loin. Tous végétariens, ils viennent de plaquer leur profession de foi sur la boutique d'un commerçant des Hauts-de-Seine : viande = meurtre ; boucher = meurtrier. Vous savez, c'est encore les Français innocents qui vont trinquer.

CLAUDE SARRAUTE.

AU PROCÈS DE LA « PISTE BULGARE »

« L'ordre d'assassiner le pape est venu de l'ambassade soviétique à Sofia »

déclare Ali Agca

De notre correspondant

Rome. — Plus encore que par ses envolées visionnaires, Ali Agca, le jeune Turc auteur de l'attentat contre Jean-Paul II, déconcerte par ses « révélations ». Avec calme et dans le silence attentif de la salle d'audience de Foro Italico à Rome, Agca a affirmé, le mardi 11 juin : « L'ordre d'assassiner le pape est venu de l'ambassade soviétique à Sofia ».

Après une phase mystique lors des premières audiences, puis des déclarations confirmant ce qui figure déjà dans le dossier d'instruction et, à la fin de la semaine dernière, le repli dans le silence (Agca se disait menacé par « services secrets de l'Est » et ne voulait plus répondre aux questions), l'imprévisible personnage a eu une nouvelle fois changé de tactique. N'attendant apparemment plus un message du Vatican, ce craignant, semble-t-il, plus pour sa vie, Agca a déclaré au début de l'audience : « Je suis prêt à parler ».

« Nous, les Loups gris (organisation d'extrême droite turque), nous avons agi avec la complicité des Bulgares Ayvasov, Vassilev et Antonov. Mais j'affirme que le premier secrétaire de l'ambassade soviétique à Sofia a versé 3 millions de marks au chef des Loups gris, Celenk, par l'intermédiaire de Celenk. On savait déjà qu'Oral Celenk, chef des Loups gris en Europe, arrêté et accusé dans ce procès mais qui n'a pas encore été entendu, avait reçu l'argent de l'attentat. Celenk, parrain de la Mafia turque, actuellement en résidence surveillée à Sofia, étant, selon Agca, celui qui aurait financé le complot. Jusqu'à présent, la filière

bulgare s'arrêtait là. Pour le compte de qui agissait Celenk ? Agca vient de donner sa version. « A Sofia, poursuit le jeune Turc, Bekir Celenk m'a dit que l'ordre était parti de l'ambassade soviétique, et il m'a présenté le premier secrétaire de celle-ci. L'homme s'appelait Mitenkov ou bien Malenkov, je ne me souviens plus très bien ».

Quand le président s'étonne qu'un diplomate en poste à Sofia recroqueville tranquillement un terroriste turc recherché par la police de son pays, Agca précise : « Et pourtant, il m'a rencontré. D'ailleurs, nous n'avons pas seulement parlé de l'attentat contre le pape, mais aussi d'une série d'actions contre les installations de l'OTAN en Europe. » Pour être plus convaincant, Agca affirme ensuite être en mesure de reconnaître le diplomate soviétique si on le lui présente.

Ce personnage est un nouveau venu dans la « filière bulgare ». Mais, tout remarquer les défenseurs de M. Antonov, ce n'est pas la première fois qu'Agca mentionne une personne portant un nom voisin de celui qu'il avance aujourd'hui. Au cours de l'instruction, il avait déjà parlé d'un certain Malenkov, espion bulgare en liaison avec l'ambassade soviétique à Téhéran. Puis il s'était rétracté.

PHILIPPE PONS.

SIGNATURE A LISBONNE ET A MADRID DE L'ACTE D'ELARGISSEMENT DE LA CEE

Plusieurs des chefs de gouvernement des pays de la Communauté européenne (dont, pour la France, M. Laurent Fabius) et ministres des affaires étrangères se sont réunis ce mercredi 12 juin, à Lisbonne, afin de procéder à la signature solennelle de l'acte d'adhésion du Portugal à la CEE. Dans l'après-midi, une centaine de membres du gouvernement portugais se sont rendus à Madrid pour marquer l'adhésion de l'Espagne.

Les pays qui sont représentés par leur premier ministre sont, outre la France et les deux nouveaux membres, l'Italie, le Danemark, la Belgique, l'Irlande et les Pays-Bas. Cette double adhésion, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1986, comme le prévoit le calendrier communautaire, devra encore, d'ici là, être ratifiée par les Parlements nationaux, ou par référendum.

Après la signature de l'acte d'adhésion de l'Espagne, le roi Juan Carlos devait offrir, mercredi soir à Madrid, une soirée de gala en l'honneur de ses hôtes européens.

UN COLONEL TUÉ DANS UN ATTENTAT A MADRID

Madrid (AFP). — Le colonel Vicente Romero et son chauffeur ont été tués, ce mercredi 12 juin, dans un attentat à Madrid, a annoncé un porte-parole de la direction générale de la police de la capitale espagnole.

VALEURS
 ACTUELLES
 L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE
 en kiosque ou par abonnement
 SPECIMEN SUR DEMANDE
 écrire à : rue d'Uzès, 75001 Paris cédex 02

AVANT INVENTAIRE
SOLDES EXCEPTIONNELS
 Sur tous les instruments marqués d'un point rouge du 15 au 29 juin 1985

hamm
 135-139, rue de Rennes, Paris 6^e Tél. 544.38.66
 Parking à proximité.